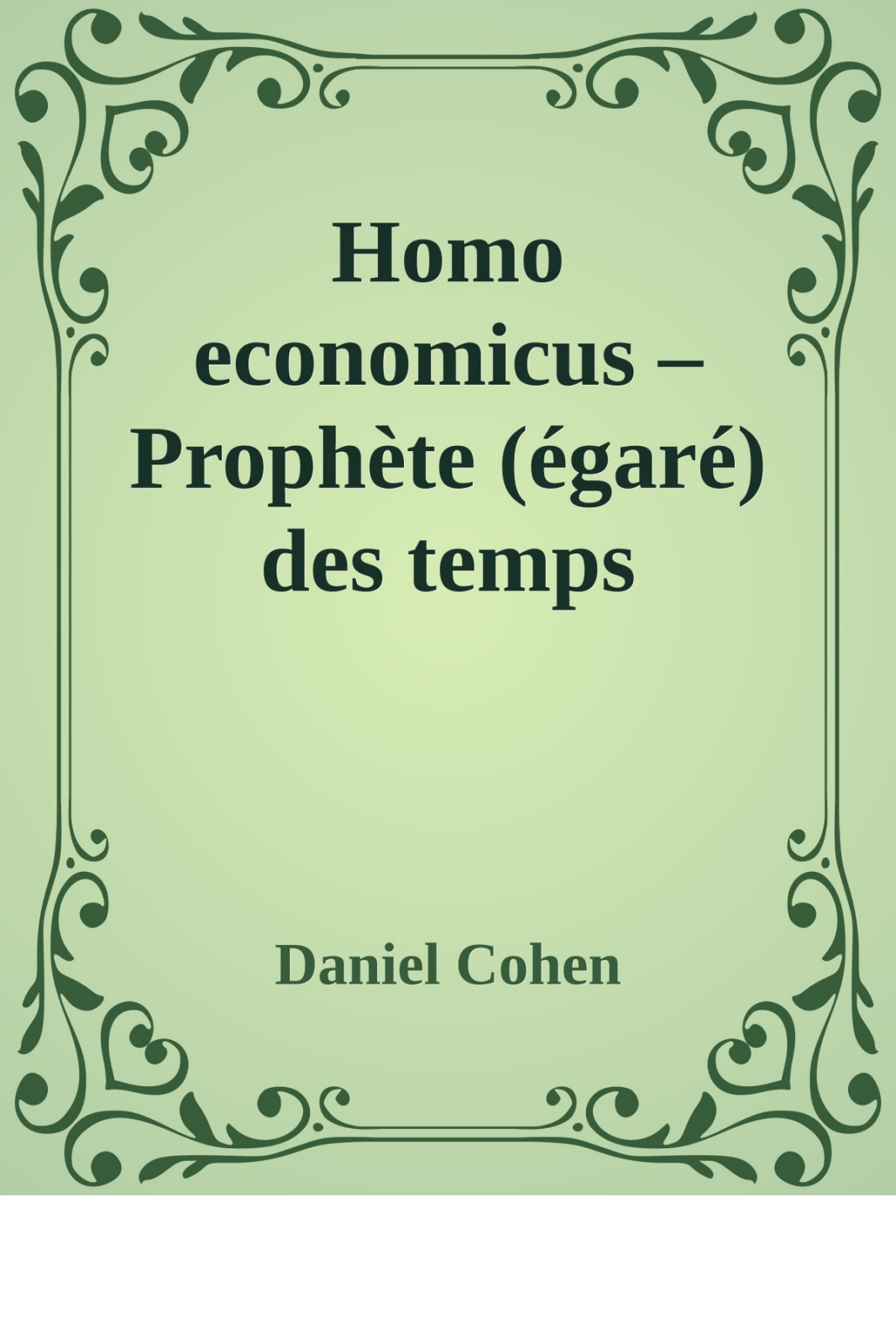


A decorative border with symmetrical floral and scrollwork patterns in a dark green color, framing the central text.

Homo economicus – Prophète (égaré) des temps

Daniel Cohen

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

DANIEL COHEN

**HOMO
ECONOMICUS,
PROPHÈTE
(ĒGARĒ)
DES TEMPS
NOUVEAUX**

ALBIN MICHEL ■

© Éditions Albin Michel, 2012

ISBN : 978-2-226-27577-6

À ma mère, Suzy

« Que de fois j'ai vu, j'ai désiré imiter quand je serais libre de vivre à ma guise, un rameur, qui, ayant lâché l'aviron, s'était couché à plat sur le dos, la tête en bas, au fond de sa barque, et la laissant flotter à la dérive, ne pouvant voir que le ciel qui filait lentement au-dessus de lui, portait sur son visage l'avant-goût du bonheur et de la paix. »

Marcel Proust

À l'ombre des jeunes filles en fleurs

Introduction

Tout le monde cherche le bonheur, « jusqu'à celui qui va se pendre », disait Pascal. Le monde moderne peut quasiment se définir par l'idée que le bonheur sur terre est le but de l'humanité. À l'échelle des siècles, le résultat semble au rendez-vous. La vie était hier « misérable, bestiale et brève » selon Thomas Hobbes. Aujourd'hui, dans les pays riches du moins, elle est longue, prospère ; les guerres et les épidémies reculent, la démocratie et la liberté d'opinion règnent.

Mais ce n'est pas ainsi que les gens raisonnent. Pour la plupart d'entre eux, la dureté de la vie ne semble guère réduite par rapport à ce qu'elle était hier. Environ 15 % des Américains de moins de trente-cinq ans ont connu un épisode dépressif majeur. En trente ans, en France, la consommation d'anti-dépresseurs a été multipliée par trois, les tentatives de suicide des quinze / vingt-cinq ans par deux. Aux États-Unis, les indicateurs de bien-être sont en baisse de près de 30 % par rapport aux niveaux atteints dans les années cinquante. Enquête après enquête, le résultat est le même : le bonheur régresse ou stagne dans les sociétés riches, en France comme ailleurs.

Comment comprendre le paradoxe d'une société qui se donne un but qu'elle manque toujours ? Une réponse vient immédiatement à l'esprit : les humains ne peuvent être heureux car ils s'habituent à tout. Les progrès réalisés, quels qu'ils soient, deviennent vite ordinaires. La page est toujours blanche du bonheur à construire. Mais comme l'homme ne parvient pas à prévoir cette adaptation elle-même, ses rêves de bonheur restent inépuisables. Ce n'est pas en soi décourageant, car ce trait est aussi celui qui permet à l'homme de garder intacte sa foi en un avenir meilleur, une forme de jeunesse éternelle. Mais cela invite à en comprendre les rouages. Quels sont les caractéristiques spécifiques, dans cette quête inépuisable, du monde contemporain ? Pourquoi le bonheur semble-t-il plus dur aujourd'hui qu'hier à atteindre malgré, dans les pays riches, une richesse matérielle beaucoup plus élevée ?

Une anecdote permettra de saisir ce qui est en jeu. Le directeur d'un centre de transfusion sanguine, souhaitant accroître ses stocks, eut un jour l'idée d'offrir une prime aux donneurs de sang. À sa stupéfaction, le résultat fut exactement inverse : leur nombre chuta. La raison n'en est pas très mystérieuse. Les donneurs font preuve de générosité. Ils sont habités par un comportement moral, de souci de l'autre. Le fait

de les rémunérer change tout. S'il ne s'agit plus d'aider les autres mais de gagner de l'argent, leur participation change de nature. Un autre lobe de leur hémisphère est sollicité. L'homme moral quitte la salle quand l'Homo economicus y entre. Les deux ont certainement leur rôle, mais on ne peut pas les asseoir à la même table.

Pour atteindre ses objectifs, le directeur du centre n'a en fait que deux options : soit il renonce à son dispositif et essaie de revenir à la situation antérieure, soit il s'engage dans une fuite en avant, augmentant les primes pour inciter les donneurs à venir quand même. Depuis une trentaine d'années, le monde contemporain a choisi la seconde branche de cette alternative. Pour fonctionner sous l'égide du seul Homo economicus, il accroît les récompenses et durcit les peines. Pour tenir ses promesses, il crée un monde plus inégal.

Cette anecdote, tirée parmi beaucoup d'autres du livre bien nommé *Les Stratégies absurdes* de Maya Beauvallet, illustre les transformations du monde contemporain. Les entreprises ont bouleversé leurs techniques de management. En multipliant les primes, en aiguissant parfois la rivalité entre leurs propres employés, les firmes agissent comme le directeur du centre de transfusion. Elles font disparaître la valeur travail : le souci de bien faire, la recherche de l'approbation de ses collègues. Une grande firme internationale se flatte ainsi d'éliminer chaque année 10 % de ses cadres pour maintenir en eux le goût de vaincre...

L'économie n'est pas seule touchée. La manie du classement (des écoles, des hôpitaux, des chercheurs, des amis sur Facebook...) s'installe partout. Le mieux l'emporte sur le bien. Les deux moments les plus douloureux d'une vie d'adulte sont, selon toutes les enquêtes, les licenciements et les divorces. Ils sont devenus les plus fréquents. Dans le cas du mariage, je veux pouvoir quitter mon partenaire si je ne l'aime plus. Mais la réciprocité devenant vraie, les couples deviennent aussi plus précaires. Pour reprendre les termes de l'un des papes de l'analyse économique, Gary Becker, professeur à Chicago, le marché du travail et le « marché matrimonial » obéissent désormais à la même logique : maximiser le profit de la rencontre, sous réserve de donner suite à de nouvelles opportunités... Les uns gagnent, les autres perdent, mais dans tous les cas l'équilibre devient plus fragile. Partout, un monde neo-darwinien, où les plus faibles sont éliminés et soumis au mépris des vainqueurs, est en train de s'imposer.

Darwin lui-même mettait pourtant en garde contre les usages sociaux de ses théories. La « lutte pour l'existence », le fameux *struggle for life*, est une métaphore qu'il invitait à prendre avec précaution. Comme le montre Jean-Claude Ameisen dans un livre plein de poésie, Darwin insistait sur l'existence, « dans de nombreuses espèces

animales dont l'homme, de phénomènes de coopération entre les individus d'une même espèce, auquel il donnait le nom de sociabilité et de sympathie ». Le monde contemporain est parti dans une direction opposée. Il privilégie la compétition sur la coopération.

Comment comprendre cette évolution ? La liste est longue de ses causes possibles. La chute du mur de Berlin, la montée fulgurante du capitalisme financier, la mondialisation, la société de l'information sont parmi les plus fréquemment citées. D'autres explications sociologiques ont aussi été avancées, telle l'attitude des baby-boomers vis-à-vis de l'autorité parentale... Le paradoxe central de l'époque est toutefois le suivant. L'économie est sommée de prendre en charge la direction du monde à un moment où les besoins sociaux migrent vers des secteurs qui peinent à s'inscrire dans la logique marchande. La santé, l'éducation, la recherche scientifique, le monde d'Internet forment le cœur de la société post-industrielle. Aucun n'entre dans le moule économique traditionnel. Alors que la créativité humaine est plus élevée que jamais, Homo economicus s'impose comme un triste prophète, un rabat-joie des temps nouveaux...

À l'heure où se pressent des milliards de « nouveaux venus » à la table d'un modèle occidental vacillant, il y a urgence à repenser de fond en comble le rapport entre le bonheur individuel et la marche des sociétés. En évitant les deux dogmatismes symétriques – savoir mieux que les gens ce qui est bon pour eux ou, à l'inverse, les laisser se débrouiller tout seuls –, la question qui se pose est rien moins que celle de l'assise de la société-monde qui se construit sous nos yeux.

I.

Le bonheur intérieur brut

Le temps perdu

En 1998, le roi du Bhoutan a déclaré que l'objectif du pays serait d'atteindre le plus haut niveau de bonheur national brut. Mais en 1999, il a commis une « erreur fatale » : il a levé l'interdit de posséder une télévision. Rupert Murdoch a aussitôt fourni quarante-six chaînes, à travers son réseau Star TV. Et ainsi les habitants du royaume ont vu le lot habituel de sexe, violence, publicité, romances que les habitants des pays riches regardent aussi. Le résultat ne se fit pas attendre. Les divorces, la criminalité, la consommation de drogue ont immédiatement augmenté¹.

Le Bhoutan, petit pays niché entre l'Inde et la Chine, a vécu en très peu de temps une transition qui a duré plusieurs décennies dans les pays riches. En France ou aux États-Unis, la télévision était inexistante dans les années cinquante. Aujourd'hui, on compte au moins deux téléviseurs par foyer. Les Américains passent en moyenne quatre heures et cinquante minutes par jour (!) devant leur poste de télévision. Les Européens, une heure de moins. Pour Robert Putnam, sociologue de renom, professeur à Harvard, la télévision est la raison principale qui explique le déclin de l'esprit civique américain. Rester trop de temps devant son poste conduit à négliger les amis, la famille, la vie associative, ce qu'il appelle le « capital social ».

La télévision offre une gratification immédiate au téléspectateur, au détriment des biens qui exigent un apprentissage comme apprendre à jouer d'un instrument. Mais c'est un plaisir qu'on regrette ensuite. Toutes les enquêtes montrent que le petit écran est l'un des loisirs les plus frustrants, pour les téléspectateurs eux-mêmes... La corrélation entre le nombre d'heures passées devant le téléviseur et les indices de satisfaction est négative : « Comme toute consommation compulsive ou addictive, la télévision est une expérience étonnamment peu valorisante² », écrit ainsi Putnam. Selon les enquêtes disponibles, malgré le temps qui lui est consacré, la télévision vient loin derrière les autres loisirs. Les Américains la classent après le repassage... Les économistes ont identifié ce problème comme étant celui de l'« incohérence temporelle des préférences » : les humains s'adonnent à des activités qu'ils regrettent ensuite d'avoir pratiquées³ ! L'être que je suis aujourd'hui n'est pas celui que je voudrais devenir demain. Je voudrais arrêter de boire, mais je n'y arrive pas. Je voudrais lire un livre plutôt que voir un téléfilm, mais je n'y parviens pas non plus. Pour parler le langage des psychanalystes, l'homme est déchiré entre

le « ça », qui cherche des gratifications immédiates, et le « surmoi », qui pousse à des satisfactions différées le hissant au-dessus de lui-même. Les psychologues ont même identifié deux régions du cerveau : le système limbique pour les satisfactions immédiates, le cortex préfrontal latéral (la partie calculatrice du cerveau) pour les satisfactions différées⁴. Deux parts bien distinctes de notre être se disputent notre attention.

Mais la télévision fait plus que fournir des gratifications immédiates : elle transforme notre regard sur le monde et sur nous-mêmes. Les personnages y sont beaux et riches. Après un suicide télévisuel, il a été démontré que le taux de suicide réel augmente aussi. Lorsqu'on montre des top models à un groupe de femmes, leur moral baisse significativement ensuite ! L'impact des standards féminins fixés par les magazines de mode a été étudié, en France, par Fabrice Etilé, qui montre qu'il s'accompagne d'une souffrance persistante. Claudia Senik parle de « comparaisons sans espoir », lorsqu'on rapporte sa vie à celles de personnes qu'on ne peut pas imiter, les stars, mais parfois aussi les proches qui ont mieux réussi que soi-mêmes⁵.

La télévision et la publicité jouent sur un ressort essentiel de la nature humaine : le besoin maladif de se comparer aux autres. L'homme peut pleurer avec sincérité devant le malheur d'autrui et simultanément jalouser celui qui réussit mieux que lui. Dans une expérience de laboratoire où on les interroge sur leurs préférences, les étudiants d'une université américaine répondent qu'ils préféreraient gagner 50 000 dollars lorsque leurs condisciples en gagnent 25 000, plutôt que 100 000 dollars si les autres en gagnent 200 000. Les résultats de cette expérience s'observent dans la vie réelle. Le bonheur dépend des comparaisons que chacun établit avec un groupe de référence, les amis ou les collègues. Dans les familles américaines, une observation étonnante a été faite : une femme aura une plus grande probabilité de travailler si le mari de sa sœur gagne plus que son propre mari. Elle doit compenser le manque à gagner qu'elle ressent vis-à-vis de sa propre sœur...

Mais, heureusement, la rivalité humaine ne joue pas dans toutes les dimensions. Pour le loisir, par exemple, elle disparaît. Les mêmes étudiants américains à qui l'on demande de choisir entre deux options : 1) vous avez deux semaines de vacances et vos collègues une seule, ou : 2) vous avez quatre semaines de vacances et les autres huit, choisissent tous la seconde option, celle de partir quatre semaines en vacances. Aucun comportement mimétique ne s'observe ici. La rivalité ne porte que sur les traits visibles de la réussite sociale. Le bonheur silencieux des autres, comme, ici, avoir plus de temps libre, ne l'aiguise pas.

L'économiste Bruno Frey a proposé une classification très utile pour comprendre les mécanismes à l'œuvre lorsque les gens se comparent aux autres. Il propose de distinguer les « biens extrinsèques » et les « biens intrinsèques ». Les premiers portent sur le statut, la richesse : ce sont les signes extérieurs de réussite sociale, les patrimoines sociaux qu'on accumule au cours du temps qui marquent la place de chacun dans la société. Les biens intrinsèques sont liés à l'affection des autres (la *relatedness*), l'amour, le sentiment d'avoir un but dans la vie... Ce sont les expériences de « flux », qui glissent avec le temps qui passe. Les biens extrinsèques aiguïssent la rivalité sociale, les biens intrinsèques augmentent le bien-être, silencieusement.

Sauf à être un saint ou un mondain, il faut certainement les deux pour être heureux... (Schopenhauer disait : sauf à être « stoïque ou machiavélique »...) Mais le problème est que l'on a du mal à comprendre ses propres émotions, sous-estimant systématiquement le bénéfice des biens intrinsèques. Nombreux sont ceux qui rêvent d'une belle maison et choisissent de s'éloigner du centre-ville pour trouver un meilleur rapport qualité-prix. Mais ils ignorent le coût psychologique du transport quotidien et finissent souvent, sans vouloir l'admettre ensuite, par regretter leur choix.

Pourquoi une telle difficulté à comprendre ce qui est bon pour soi ? Daniel Kahneman, un psychologue de formation qui a reçu le prix Nobel d'économie, a repris cette question. Il montre qu'on ne tend à retenir que deux moments : le plus intense et le dernier. Des vacances, je retiens les adieux sur le quai et le jour le plus excitant. Tout le reste s'évanouit dans le halo de la vie qui passe. Ce modèle *peak-end* (« pic-fin ») fait oublier les instants intermédiaires⁶. Ce faisant, se projetant dans le futur, les gens tendent aussi à ignorer la « duration » de la vie. Ils se projettent dans des expériences à « fort pic », au détriment des autres, à « fort flux ». La mémoire peine à retenir les émotions silencieuses des jours ordinaires. Le génie de Proust dans *À la recherche du temps perdu* est de montrer le combat qu'il faut faire sur soi-même pour dépasser la propension ordinaire à ne retenir que les moments saillants... Le « temps perdu » a le double sens du temps passé qu'on croit avoir oublié et du temps qu'on croit avoir perdu à des choses futiles et qui sont pourtant l'essentiel...

1- Cathy Scott-Clark et Adrian Levy, *The Guardian*, 14 juin 2003, « Fast Foreward into Trouble ». Le roi du Bhoutan s'était rendu célèbre pour avoir totalement interdit la cigarette. Le royaume est l'un des pays les plus pauvres du monde selon l'indicateur de développement humain du PNUD. Cité également par Richard Layard, *Happiness Lessons from a New Science*, Penguin, 2006.

2- Robert Putnam, *Bowling Alone : The Collapse and Revival of American Community*, Simon & Schuster, 2000.

3- 40 % des adultes et 70 % des adolescents reconnaissent eux-mêmes qu'ils ont une consommation télévisuelle trop élevée. Il est évidemment possible que la causalité soit inverse : les gens malheureux, désarmés face à la vie, regardent davantage la télévision. Plu-

4- S.M. McClure, D.I. Laibson, G. Loewenstein, D. Cohen, « Separate Neural Systems Value Immediate and Delayed Monetary Rewards », *Science*, 2004.

5- Fabrice Etilé, « La grande bouffe », CEPREMAP, à paraître ; Claudia Senik, « Peut-on dire que les Français sont malheureux », in *16 nouvelles questions d'économie contemporaine*, Albin Michel, 2010.

6- Daniel Kahneman a montré qu'on réduisait le coût psychologique d'une coloscopie en laissant le patient plus longtemps dans la salle d'opération, après l'intervention. Car le dernier souvenir devient moins douloureux.

Divorcer et vieillir

Un autre trait fondamental de la nature humaine est son incroyable capacité d'adaptation. Les ours blancs et les ours bruns forment deux espèces distinctes : ils sont devenus interstériles et ne peuvent procréer. L'homme, à l'inverse, a entrepris de longues migrations vers le Nord et le Sud, mais il n'a pas muté, il s'est adapté. Les Eskimos et les Pygmées appartiennent à la même espèce humaine, ils peuvent avoir des enfants. Dans le domaine de la psychologie humaine, les chercheurs ont noté depuis longtemps ce trait essentiel, qui est de s'adapter aux événements de la vie, qu'ils soient heureux ou tragiques¹. Quelle que soit l'épreuve traversée par une personne, les indicateurs de satisfaction reviennent très vite à leur niveau initial.

L'homme semble s'habituer à tout, ce qui est à la fois rassurant et désespérant. Dans le temps et l'espace, le pourcentage de gens heureux et malheureux est ainsi remarquablement stable². Cette stabilité doit évidemment beaucoup à la formidable capacité d'adaptation et d'imitation de l'homme. Toute richesse, tout progrès est relatif, et se dissout vite dans la comparaison à autrui. Quand on demande aux millionnaires le niveau de fortune qui serait nécessaire pour qu'ils se sentent « vraiment à l'aise », ils répondent tous de la même manière, quel que soit le niveau déjà atteint : le double de ce qu'ils possèdent déjà... Le cœur du problème est toutefois que les gens n'anticipent pas leur propre capacité d'adaptation. Ils pensent qu'ils pourraient être heureux si on leur donnait (un peu) plus, qu'ils seraient alors rassasiés, mais ne le sont pas. La hausse à *venir* du revenu fait toujours rêver, même si, une fois réalisée, cette hausse n'est jamais suffisante. Car les gens comparent leur revenu futur à leurs aspirations courantes, sans prendre en compte l'évolution inéluctable de celles-ci... Telle est la clé principale de la recherche (vaine) du bonheur³. Pour Kant, le bonheur est un « idéal de l'imagination et non de la raison⁴ ».

Sous la stabilité moyenne des niveaux de bonheur, il existe pourtant certains paramètres essentiels qui l'affectent de manière systématique. La relation entre le bonheur et l'âge est la plus étonnante. Elle ressemble à une courbe en U : les jeunes et les seniors sont (beaucoup) plus heureux que les adultes d'âge intermédiaire. De 25 à 50 ans, le bonheur ne cesse de reculer, avant de remonter ensuite... On retrouve à 70 ans le bonheur d'une jeune personne de 30 ans. À 80 ans, on a retrouvé (en moyenne...) la joie de ses 18 ans ! Comment comprendre ce résultat surprenant ? La proximité de la mort n'est-elle pas

désespérante ? Les économistes ne sont certes pas les mieux placés pour répondre à cette question. La distinction proposée par Bruno Frey aide toutefois à saisir ce qui est peut-être en jeu. La vieillesse libère d'un poids, celui d'accumuler des biens inutiles, de redonner leur place aux biens intrinsèques.

Rabelais met dans la bouche de l'un de ses personnages cette question : « Quelle sera la fin de tant de travaux et de travers ? » La réponse proposée est : « Quand nous pourrons nous reposer à notre aise quand nous serons rentrés⁵. » La vieillesse ouvre au plaisir de la simple « duration », du temps qui vaut intrinsèquement... Milan Kundera, dans *Les Testaments trahis*, s'émerveillait de l'œuvre « crépusculaire » de Beethoven. Au soir de sa vie, le maître compose des sonates qui cassent les codes traditionnels de la composition. Selon Kundera, c'est l'œuvre d'un génie libéré du poids de devoir l'être, de celui de plaire... Deux autres facteurs sont prédominants à tous les âges et sur tous les continents. Quelle que soit la situation des personnes interrogées, le divorce et la perte de son emploi réduisent le bonheur dans des proportions considérables. Ce sont des moments qui renvoient les individus à une solitude, un doute sur leur identité propre qui peuvent être désespérants. François de Singly a fort bien décrit le choc que représente un divorce pour la personne qui est abandonnée. Le « moi », supposé maître souverain des décisions individuelles, n'est plus rien lorsque l'autre disparaît.

On a envie de dire qu'il n'est pas besoin d'aller beaucoup plus loin pour comprendre le monde moderne : le divorce et la perte d'emploi en sont les deux traits les plus marquants. La montée concomitante de ces deux souffrances, dans deux registres si différents, est-elle une coïncidence ? Ce serait difficile à croire. Mais quelle en est la logique ? Comment avons-nous pu fabriquer une société qui multiplie les événements qui accroissent le mal-être ?

Alain Ehrenberg fournit une clé d'interprétation très utile (il oppose toutefois France et États-Unis, or les réponses en ce domaine sont parfaitement concordantes). L'homme moderne aspire à l'autonomie, à la liberté de réaliser un destin digne de ses attentes. Mais il découvre sur son chemin un obstacle imprévu : la compétition avec les autres. Tocqueville avait fait cette même observation à propos de la société américaine dans un chapitre fort explicitement intitulé « Pourquoi les Américains se montrent si inquiets au milieu de leur bien-être ». « Quand toutes les prérogatives de naissance et de fortune sont détruites, écrit-il, que toutes les professions sont ouvertes à tous, et qu'on peut parvenir de soi-même au sommet de chacune d'elles, une carrière immense et aisée semble s'ouvrir devant l'ambition des hommes, et ils se figurent volontiers qu'ils sont appelés à de grandes destinées. [...] Mais d'immenses obstacles qu'ils n'avaient point perçus

d'abord se dressent. Ils ont détruit les privilèges gênants de quelques-uns de leurs semblables ; ils rencontrent la concurrence de tous. »

Pour un économiste, la concurrence est a priori une bonne chose. Il est habituel depuis Adam Smith d'expliquer qu'elle fait baisser le prix des marchandises et augmente le pouvoir d'achat des consommateurs. Sur le marché de l'emploi, la concurrence est censée permettre un meilleur « assortiment » (*matching*) des employés à leurs employeurs. Le raisonnement vaut-il aussi dans la vie privée ? Doit-on dire : les couples divorcent parce que la « compétition matrimoniale » augmente les possibilités de trouver un meilleur partenaire ? Gary Becker, prix Nobel d'économie, le pense. Dans son *Traité sur la famille*, l'un des plus importants écrits après guerre, il analyse le mariage comme la recherche d'un partenaire, sur un « marché imparfait », soumis à des coûts d'apprentissage et de rupture, visant l'efficacité de la rencontre, le *mating*. L'aboutissement, le mariage, reste cependant suspendu à la découverte de « meilleures » opportunités, lesquelles amélioreront davantage l'efficacité des assortiments... Les études sur le bonheur montrent toutefois que le divorce ressemble davantage à un jeu à somme nulle : celui ou celle qui est abandonné perd la bataille du bonheur. Les vertus d'un monde concurrentiel ne valent plus lorsqu'on est celui qui le subit...

1- Boris Cyrulnik, notamment, a commenté la formidable résilience de chacun face aux tragédies personnelles.

2- Les variables explicatives du bonheur américain sont quasiment identiques à celles qui rendent compte du bonheur européen. Voir

3- George Loewenstein, Ted O'Donoghue et Matt Rabin ont qualifié de « biais de projection » cette attitude. Cf. *Quarterly Journal of Economics*, novembre 2003.

4- Le même Kant ajoute : « Il est impossible qu'un être fini, si perspicace et en même temps si puissant qu'on le suppose, se fasse un concept déterminé de ce qu'il veut véritablement. »

5- Cité par Thierry Pech, *Le Temps des riches*, Le Seuil, 2011.

Faites votre malheur vous-mêmes

Épicure, dont les aspirants au bonheur se croient souvent les disciples, est en accord avec l'idée moderne, qui sera notamment énoncée par Jeremy Bentham au XVIII^e siècle, selon laquelle il faut chercher le plaisir et éviter la douleur. Épicure prend pourtant grand soin de distinguer les plaisirs « en mouvement », liés à la satisfaction d'un besoin, et donc mêlés de douleur, et les plaisirs « en repos », statiques, purs, qui supposent les désirs satisfaits¹. Platon, dans le *Gorgias*, est plus radical. La recherche du bonheur souffre à ses yeux d'une contradiction fondamentale : le bonheur a besoin du désir, alors que celui-ci exclut le bonheur. Pour Platon, le bonheur, s'il faut l'appeler ainsi, est la récompense d'une « bonne vie », pas son but. Une bonne vie (*eudaimonia*) : c'est trouver sa place dans le monde des humains, comme un astre qui tourne en harmonie autour d'un autre. Aristote conclut prudemment que la spécificité de l'homme étant la raison et la vertu, « les actions conformes à la vertu sont des plaisirs par leur propre nature ; dès lors, la vie des gens de bien n'a nullement besoin que le plaisir vienne s'y ajouter comme un surcroît postiche, mais elle a son plaisir en elle-même ».

Les économistes ont longtemps récusé la distinction entre les plaisirs vulgaires et ceux qui élèvent l'âme. Ceux qui comprennent la beauté d'une œuvre d'art sont certes plus heureux que les autres. L'effort qu'il faut consentir pour comprendre la force artistique d'un opéra est payé en retour d'un bonheur plus grand, à la manière d'un investissement. Mais cela ne crée pas une différence qualitative entre l'opéra et la télévision, seulement une différence de degré. Richard Layard, disciple de Bentham, admet volontiers que des variables telles que le sens de la vie (*purpose in life*), des rapports positifs avec autrui et avec soi-même comptent pour beaucoup dans le bonheur des individus. Mais pourquoi faudrait-il les opposer à la recherche d'autres satisfactions plus triviales : avoir une belle voiture, un bel appartement ?... Le bonheur d'aller au bordel peut se comparer à celui d'aller à l'église, à preuve la même personne peut faire les deux à la fois et calibrer le temps de l'un et de l'autre. Tout est question de dosage...

À l'image d'un souverain qui disposerait de tous les leviers du pouvoir, Homo economicus choisirait librement, selon ce modèle, le bien et le mal, le temps passé à travailler et à faire la grasse matinée... Qui peut y croire ? Bien loin de la gestion notariale de ses affects, tout homme est un composé des personnalités diverses qui cohabitent plus

ou moins harmonieusement. Vous pouvez avoir un rendez-vous essentiel pour votre carrière et pourtant vous jeter à l'eau afin de sauver quelqu'un qui se noie. Aucun calcul n'est ici à l'œuvre. Vous passez, sous le coup de l'émotion, d'un état à un autre... Dans son livre *Le capitalisme est-il moral*² ?, André Comte-Sponville a proposé une typologie très utile, inspirée de la théorie des trois pouvoirs de Pascal. Ce dernier distinguait la chair, la raison et le cœur (« qui a ses raisons que la raison ne connaît pas »...). Comte-Sponville propose pour sa part quatre catégories : l'économie, la politique, la morale et l'amour. Chacune a sa logique propre. Une mère qui s'occuperait de ses enfants par devoir serait une mauvaise mère. Un homme ou une femme politique qui s'en remettrait à la morale pour guider ses actions ferait sans doute un piètre dirigeant. De même l'économie a-t-elle ses règles, celles du calcul et de la recherche du profit, distinctes de celles de la morale ou de la politique.

Même à l'intérieur de choix réputés économiques et rationnels vivent toutefois en nous des êtres en conflit. Je peux vouloir épargner pour préparer ma retraite ou l'avenir de mes enfants, et pourtant je n'y parviens pas, dépensant « malgré moi » les économies du ménage. Vivent en nous des êtres qui s'affrontent, véritables Dr Jekyll et Mr Hyde, jumeaux inséparables qui se haïssent l'un l'autre. Le souci de vivre en conformité avec un idéal le dispute au désir de gratifications immédiates qui en écarte. Comment leur apprendre à coexister ? Le célèbre exemple d'Ulysse et les sirènes donne une illustration des méthodes possibles. Pour Jon Elster, qui a commenté dans un texte célèbre ce passage de l'*Odyssée*, ce dont il s'agit pour Ulysse est de « gérer rationnellement son irrationalité ». Je connais mes tentations, céder au chant des sirènes, je les gère par anticipation en liant à un mât celui que je ne veux pas devenir. Si je fais un régime pour maigrir, j'éviterai de passer devant une pâtisserie. Si je dois épargner pour préparer mes vieux jours, je souscrirai à un placement illiquide, pour éviter de dépenser. Je me bats contre l'être que je pourrais devenir. L'Homo economicus qui m'habite est à la peine. Il maximise une utilité mais il ne sait pas celle de qui.

1- Le bonheur épicurien est défini négativement comme « aponie », ce qui signifie absence de douleur, et positivement comme « ataraxie », qui signifie absence de trouble de l'âme, définie comme la régulation prudente de tous les désirs.

2- André Comte-Sponville, *Le capitalisme est-il moral ?*, Albin Michel, 2004.

Un monstre anthropologique

Qui est l'Homo economicus ? À l'origine, c'est une fiction inventée par les économistes. Leur modèle : un personnage de roman, Robinson Crusoé, lequel a été imaginé par Daniel Defoe comme une métaphore de l'Anglais découvrant une terre vierge (dans tous les sens du terme : sans habitants, sans passé, sur le modèle américain...) et menant une vie « raisonnable ». L'économiste anglais Lionel Robbins présentera, dans les années trente, sa mission : allouer de manière efficace les ressources rares dont il dispose. Définie en ces termes, l'analyse économique inclut tous les arbitrages possibles : le temps passé à dormir et à être éveillé ; la durée du travail et de l'oisiveté ; la production de biens de consommation (consommer du poisson) ou de biens d'investissement (fabriquer des cannes à pêche)... En toutes circonstances, Robinson cherche à maximiser son bien-être, à la manière d'une firme qui maximise son profit. Cette rationalité sans relâche fera dire à Pierre Bourdieu qu'ainsi décrit, Homo economicus est un « monstre anthropologique ».

Naturellement, les économistes ne sont pas dupes des faiblesses narratives de leur héros, pas davantage que les philosophes lorsqu'ils exposent les idées de Descartes sur le cogito ou celles de Hegel sur l'Esprit. Leur ambition première est de comprendre la logique du calcul économique, là et quand il s'applique, en raisonnant « toutes choses égales par ailleurs », selon leur expression favorite. Les résultats de la psychologie expérimentale sont à cet égard plutôt rassurants. Il semble qu'il existe bien des sphères distinctes de l'activité humaine qui méritent des examens séparés, chacun selon sa logique.

Le règne d'Homo economicus en son royaume est pourtant bien délicat. La caractéristique principale qu'on lui prête est d'être rationnel. Qu'est-ce que cela veut dire ? En un mot : qu'il préfère le plus ou moins, une approximation qui ne paraît pas déraisonnable, mais qui pose pourtant des problèmes redoutables. On peut certainement admettre que je préfère 1 000 euros à 100, et 100 euros à 10, et donc a fortiori que je préfère aussi 1 000 euros à 10. Cette « transitivité » des choix humains est le fondement de la rationalité telle qu'elle est définie par les économistes. Mais s'applique-t-elle aux autres choix qu'à un quantum d'argent ? Je peux préférer Anne à Catherine et Catherine à Martine, mais est-ce que cela implique obligatoirement que je préfère Anne à Martine ? Telle est la question.

Être « rationnel », selon les économistes, c'est répondre oui nécessairement. Chacun sait que ce n'est pas nécessairement le cas, ce qui « prouve » que l'amour n'est pas rationnel. Dans un autre domaine, où l'affect joue une moindre part – le tennis –, un joueur A peut battre un joueur B et le joueur B battre C, sans qu'il s'ensuive que A batte nécessairement C. Nadal bat Federer qui bat Djokovic. Mais Djokovic bat Nadal. Tous les fans de tennis savent pourquoi : Federer est le meilleur, sauf contre les gauchers. Djokovic n'a pas ce problème, il joue de la même manière contre un gaucher (Nadal) ou un droitier.

Un autre exemple de cette absence de « transitivité » est donné par ce qu'on appelle le paradoxe de Condorcet. Celui-ci montre que la rationalité de chacun ne se conjugue pas en une rationalité de l'ensemble. Je peux être rationnel, comme mes voisins de droite et de gauche, mais à nous trois, nous formerons un ensemble inconséquent. En soumettant au vote le choix d'une couleur, nous pouvons préférer le bleu au blanc, le blanc au rouge, et pourtant préférer également le rouge au bleu, à deux contre trois chaque fois. Ce risque d'incohérence collective explique sans doute pourquoi le modèle de la démocratie représentative s'est imposé en pratique. Il permet au peuple de déléguer à un exécutif « rationnel » la charge d'exercer le pouvoir.

Mais le paradoxe de Condorcet éclaire aussi l'irrationalité des individus eux-mêmes. S'il existe plusieurs êtres en nous qui se disputent notre attention, il sera difficile de les mettre d'accord. Chaque partie de notre être peut avoir une cohérence interne, l'alcoolique préférera plus de vin que moins, le sobre le contraire. Mais l'être que nous voulons être devra les réconcilier. Il voudra parfois limiter ses choix, pour écarter les alternatives « dangereuses ».

Le conflit entre la recherche de gratifications immédiates et le souci du long terme témoigne aussi de la difficulté d'être « raisonnable ». Longtemps les économistes ont pensé que le problème était simplement d'arbitrer entre une récompense aujourd'hui et une autre demain. Si l'on me demande : veux-tu 100 euros demain ou 200 euros dans un an et un jour ? je répondrai : 200 euros dans un an et un jour. Le rendement est intéressant, je reporte volontiers à plus tard la récompense. Mais si l'on me propose : 100 euros tout de suite ou 200 euros dans un an, je vais répondre : 100 euros maintenant, même si la distance dans le temps n'a pas changé entre les deux options (un an dans les deux cas). Car le moment présent réveille un individu autre que celui que je voulais être hier, quelqu'un qui veut tout « tout de suite ! »¹... Si je comprends mes propres tentations, je m'arrangerai « à l'avance » pour qu'on ne m'offre pas le choix, pour m'obliger à prendre 200 euros dans un an sans passer par la case 100 euros. Tel Ulysse, je chercherai à m'attacher à un mât pour me hisser au-dessus de ma condition, d'alcoolique, de déviant, de vorace...

Heureusement, je ne suis pas seul. La société m'aide à gérer les décisions les plus lourdes. L'assurance vieillesse ou maladie est obligatoire, tout comme la scolarité des enfants. Les États-Unis, qui laissent un plus grand choix individuel que les Européens en ce domaine, sont aussi le pays où les plus grandes misères s'observent pour cette raison même. Et la retentissante faillite américaine de l'année 2008 tient en grande partie à la manière absurde dont on a poussé la population la plus fragile au surendettement. La dérégulation financière a tout fait pour inciter fortement les ménages étatsuniens à utiliser des cartes de crédit ou à contracter des emprunts hypothécaires au-delà de leurs moyens. Elle a détaché Ulysse, et l'Amérique s'est noyée...

1- David Laibson indique que des expériences sur des pigeons révèlent le même tropisme...

Dix conseils

Au-delà des institutions qui soutiennent l'existence sociale de chacun, on ne peut échapper à une réflexion sur la meilleure manière de vivre individuellement le jeu social, surtout dans les périodes de crise comme celle que nous traversons actuellement. Bruno Frey¹ a relevé le défi, non sans bravoure, de donner des leçons de vie qui s'entendent comme des leçons de prudence. Il y a toujours une part d'ironie à expliquer comment faire en ce domaine, mais elles méritent certainement d'être citées, ne fût-ce que pour éclairer les efforts à faire pour résister aux courants souvent inverses de la vie sociale. Voici ses dix conseils (plutôt que commandements...) :

1. Ne vous préoccupez pas de ne pas être un génie, car les génies ne sont pas plus heureux que les autres. L'un des secrets du bonheur se résume assez simplement : comparez-vous à ceux qui ont moins que vous. En moyenne, les médaillés de bronze sont plus heureux que les médaillés d'argent (cela a été vérifié statistiquement...). Les médailles d'argent se comparent aux médailles d'or. Les médailles de bronze, à ceux qui n'ont rien.

2. Gagnez de l'argent, mais sans en faire une maladie. Une augmentation de salaire rend heureux... mais pendant quelques mois seulement. En moins d'un an, 40 % du plaisir s'est déjà évaporé, et il faut gagner davantage encore pour y trouver une satisfaction.

3. Vieillissez avec grâce. Pourvu que la santé soit au rendez-vous, vieillir ne nuit pas au bonheur. Au contraire, vous pourrez trouver, comme Beethoven, le plaisir crépusculaire d'une créativité nouvelle, libérée de la contrainte de faire une « œuvre ».

4. Ne vous comparez pas aux autres en matière de beauté. Les normes sont irréalistes. Les pressions que les top models exercent sur votre psyché créent une frustration inutile.

5. « Croyez » en quelque chose : Dieu, la justice sociale ou la beauté de la nature ; il faut un *meaning of life* pour être heureux et échapper à soi-même.

6. Aidez les autres : l'altruisme vous détourne de vous-même, et cela fait du bien, pour les mêmes raisons.

7. Contrôlez vos envies. Les « aspirations » nouvelles débordent toujours les « réalisations », aussi élevées soient ces dernières.

8. Préservez vos amis : ce sont les biens les plus chers, même s'ils sont les moins visibles.

9. Vivez en couple, car la solitude n'est pas bonne.

10. Acceptez ce que vous êtes et gérez rationnellement vos faiblesses. Si vous procrastinez, comprenez-le et fixez-vous des règles. Mais, inversement, si vous êtes psychorigide, alors forcez-vous à faire des choses interdites.

Voilà certainement des conseils d'une charmante naïveté. Ils agaceront les psychanalystes qui voient dans le problème un conflit psychique qu'aucune résolution pacifique ne dénouera jamais. La liste de Frey a surtout le grand mérite de montrer comment la société pousse chacun d'entre nous à suivre quasiment l'inverse de ces préceptes : se comparer aux Steve Jobs, aux athlètes, aux top models, bref nous pousse à faire notre malheur nous-mêmes. Au-delà des choix individuels, c'est bien l'organisation de la société qui est aujourd'hui en question, à commencer par la plus importante d'entre elles : l'organisation du travail.

1- Bruno Frey, *Happiness : a Revolution in Economics*, MIT Press, 2008.

II.
Le travail,
une valeur en voie
de disparition

Le management par le stress

Avec le divorce, la perte d'emploi est l'autre grand facteur de souffrance constamment avivée par le monde moderne. Dans les enquêtes (américaines), les travailleurs qui sont « absolument certains » de conserver leur emploi sont significativement plus heureux que les autres. Tout se passe comme si l'évolution du monde du travail visait à réduire le bonheur qu'on y trouve. Depuis la révolution financière des années quatre-vingt, une rupture décisive s'est produite, créant au sein du monde du travail une souffrance nouvelle. À un capitalisme « industriel », fondé sur une coopération implicite entre le travail et le capital, s'est substitué un capitalisme « financier », s'affranchissant des règles de l'« économie sociale de marché » prévalant après guerre.

Hier, l'emploi était intégrateur. Les grandes entreprises industrielles offraient la promesse d'une promotion à tous les niveaux de la hiérarchie. Les ouvriers pouvaient espérer devenir contremaîtres, les contremaîtres cadres... Aujourd'hui, les firmes cherchent à être *lean*, constamment minces, à l'image des mannequins. Elles externalisent les emplois vers leurs sous-traitants, vidant ceux-ci des protections implicites qu'elles donnaient auparavant à leurs travailleurs. Hier, les écoles de management enseignaient aux futurs chefs d'entreprise la manière de diversifier leurs activités industrielles. L'idée était de protéger la firme des chocs de conjoncture en ayant plusieurs domaines d'activité. Aujourd'hui, les mêmes écoles enseignent l'art de se spécialiser sur des tranches fines de métier, et d'externaliser les autres tâches à des sous-traitants proches ou lointains.

On pourrait croire que ces stratégies visent à rendre les firmes plus efficaces. Ce n'est pas le cas, du moins si l'on entend « efficaces » au sens ordinaire d'être plus performantes. Car en externalisant les tâches, on réduit aussi les synergies. Une étude des compagnies aériennes aux États-Unis a montré que celles qui disposaient de leur propre terminal étaient mieux outillées que les autres, qu'il s'agisse des retards, des annulations de vol... Pourtant, celles qui sous-traitent la gestion de leur terminal sont plus rentables, à défaut d'être plus efficaces, car elles peuvent peser davantage sur les coûts. En externalisant les tâches, le donneur d'ordre peut faire du chantage à ses sous-traitants, et pressuriser les tarifs pratiqués. Ces résultats ont été confirmés par d'autres études dans d'autres secteurs¹.

Pour les mêmes raisons, les conglomérats (les groupes qui sont

présents dans plusieurs secteurs d'activité), sont souvent attaqués en Bourse. Ils sont réputés moins rentables que les firmes spécialisées. Mais la méthode de calcul joue un rôle crucial dans ces évaluations. Un conglomérat tend à sauver les unités de son groupe en difficulté qui, sinon, feraient faillite et disparaîtraient aussi de la mesure. Le conglomérat n'est pas moins efficace, au sens productif du terme : il l'est même généralement davantage, mais il est moins rentable (à l'image des compagnies aériennes qui gèrent leur propre terminal).

Les méthodes de management qui encouragent la spécialisation des firmes, le recours à la sous-traitance ou à la délocalisation ne recherchent pas l'efficacité technique, mais le profit. C'est au nom de la même logique que les relations professionnelles se sont transformées au cours des trente dernières années. Dans le monde *lean* des entreprises modernes, la coopération, la réciprocité deviennent plus rares. La rivalité entre les personnes au sein même de l'entreprise est encouragée. Le célèbre patron de General Electric, Jack Welch, n'hésitait pas à annoncer la couleur : chaque année, il licenciat 10 % de ses employés, pour maintenir intacte leur « faim » de réussir. Cela s'appelle le « management par le stress ».

Une souffrance morale nouvelle touche ainsi le monde des entreprises. Comment l'interpréter ? Les entreprises ont de toute éternité été régies par un même et seul principe : l'efficacité. Elles n'ont pas de soucis « moraux ». Le célèbre économiste de Chicago, l'ultralibéral Milton Friedman, avait résumé ce processus d'une phrase célèbre : « La responsabilité sociale de l'entreprise est de faire du profit. » Point de morale dans tout cela².

André Comte-Sponville pose également la question dans son livre sur le capitalisme. Sa réponse est que celui-ci n'est ni moral ni immoral. Il obéit à une autre logique, il est amoral. « *The business of business is business* », pour paraphraser à nouveau Milton Friedman. Tout comme une mère qui s'occuperait de son enfant « par devoir » serait une mauvaise mère, une firme qui arrangerait ses affaires au nom de la morale serait une mauvaise firme. On peut agir par intérêt, par devoir ou par amour, selon les cas, mais rien n'est plus laid que de vouloir mélanger les genres. Lorsqu'une entreprise prétend avoir des comportements moraux en vendant des produits bio ou en ayant le souci de ses employés, elle le fait toujours, en réalité, pour des raisons commerciales ou par souci d'efficacité.

Pour autant, c'est bien en termes moraux que les employés nomment leur souffrance au travail. Les entreprises ne sont pas comme un supermarché où l'on cherche à trouver le meilleur rapport qualité-prix. Elles sont le lieu de rapports interindividuels qui obéissent à des lois propres. Dans un supermarché, le consommateur est face à des objets, dont le propre, disait Marx dans sa théorie du

« fétichisme des marchandises », est de masquer les conditions sociales et humaines qui ont permis de les produire. Le consommateur incarne l'Homo economicus, animal froid et rationnel, qui ne pense qu'à son intérêt propre. Mais une entreprise dont l'organisation serait fondée sur la seule idée que les salariés vivent dans une bulle d'égoïsme perdrait le bénéfice de la coopération, de la réciprocité dont sont capables les salariés entre eux³.

Une expérience de « laboratoire » illustre ce qui est en jeu. Dans le *Trust Game*, deux personnes, qui ne se voient pas et ne se connaissent pas, chacune derrière un écran d'ordinateur, sont confrontées à la situation suivante. Le premier joueur, le *sender*, monsieur S., se voit offrir au début de l'expérience une somme de 50 dollars. Il peut partir avec, et l'expérience est en ce cas terminée. Ou il peut envoyer tout ou partie de la somme à l'autre joueur, le *receiver*, monsieur R. En ce cas, l'expérimentateur multiplie par trois la somme envoyée. Monsieur R. peut partir avec celle-ci, et le jeu est alors interrompu. Mais il peut aussi, sans contrepartie, renvoyer tout ou partie de son gain à monsieur S., et le jeu est alors véritablement terminé⁴.

Un agent économique « rationnel », confronté à ce jeu, devrait raisonner ainsi. Si j'envoie « mes » dollars à l'autre agent, il recevra une somme certes triplée, mais quel intérêt aura-t-il ensuite à me les renvoyer ? Aucun : il ne me connaît pas, ne me rencontrera jamais. S'il est lui-même rationnel, il n'a aucun intérêt à m'être agréable... Sachant cela, je n'envoie rien. Quel est le résultat de l'expérience ? Il est évidemment opposé. Une grande majorité des participants envoient une partie de la somme qui leur est allouée, et, dans les deux tiers des cas, en sont récompensés. Pourquoi renvoyer de l'argent quand c'est inutile ? Le raisonnement économique traditionnel n'a pas de réponse. À rebours du calcul économique, le jeu montre que les humains répondent bel et bien, le plus souvent, à la confiance qu'on a placée en eux⁵.

Les psychologues parlent de réciprocité, un concept à mi-chemin entre altruisme et individualisme, pour désigner l'envie d'entrer en contact, fût-ce par la pensée, avec les autres⁶. Les anthropologues ont, quant à eux, identifié, depuis Marcel Mauss, la logique du don/contre-don. Je fais un cadeau à quelqu'un, je l'oblige, au sens noble du terme, à me faire un contre-don. Mais ce n'est pas un échange, car une autre dimension est sollicitée, une « logique de l'honneur » qui ne s'interrompt jamais. Celui qui, ayant fait le don en premier, reçoit le contre-don est à son tour obligé par ce dernier. Contrairement à l'échange qui se clôt sur la transaction elle-même, la séquence don/contre-don ouvre une chaîne de réciprocité qui ne s'interrompt jamais⁷.

Une entreprise qui ignorerait cette tendance spontanée de ses

employés à la réciprocité, à la coopération faillirait à son obligation morale, au sens de Friedman. Il est de son intérêt de prendre en compte les comportements moraux de ses salariés. À ce point du raisonnement, on retrouve l'argument proposé par André Comte-Sponville : si l'entreprise n'a pas elle-même de comportement moral, elle exploite parfois, à ses propres fins, celui de ses employés. Pour ces derniers, le raisonnement est tout à fait différent. Dans un cas, on leur permet de travailler en harmonie avec leurs sentiments moraux, dans l'autre, on les paie (ou les menace) pour les ignorer.

1- Sur tous ces points, voir l'article de Chad Syverson, « What Determines Productivity ? », *Journal of Economic Literature*, juin 2011.

2- Le sociologue Vilfredo Pareto dira aussi : « On commet la même erreur quand on accuse l'économie politique de ne pas tenir compte de la morale ; c'est comme si on accusait une théorie du jeu d'échecs de ne pas tenir compte de l'art culinaire », *Manuel d'économie politique* [1906], Droz, 1966, cité par Christian Laval, *L'Homme économique*, Gallimard, 2007.

3- Pierre-Yves Gomez, dans « La source de la contre-productivité » (*Le Monde*, 17 janvier 2012), note ainsi que la qualité de l'accueil dans un supermarché dépend prosaïquement de l'empathie naturelle des caissières à l'égard des clients. Or les normes de performance mettent un stress considérable sur celles-ci. La qualité et la fidélité se détériorant, le management réagit en offrant au consommateur des cartes de fidélité,

4- Voir Yann Algan, Pierre Cahuc et André Zylberberg, *La Fabrique de la défiance*, Albin Michel, 2012, qui montrent que les Français n'ont pas de bons résultats au « jeu de confiance »...

5- C'est l'évidence : les humains ont besoin de sentir un lien avec les autres. L'un des traits constants du bonheur est de pouvoir faire confiance à autrui. Les Français sont moins heureux en moyenne, en grande partie parce qu'ils souffrent d'un manque de confiance assez systématique en les autres. Mais aux États-Unis aussi, le pourcentage d'Américains qui déclarent avoir confiance en autrui a chuté de 56 % dans les années soixante à 33 % aujourd'hui...

6- Les travaux de Matt Rabin montrent comment revisiter la théorie des jeux à partir de ces notions. Voir aussi Jon Elster, *Le Désintéressement*, Le Seuil, 2011.

7- Laurence Fontaine, dans *L'Économie morale* (Gallimard, 2008), illustre la logique à l'œuvre en analysant les liens « prééconomiques » qui se manifestent encore au XVIII^e siècle.

Le nouvel esprit du capitalisme

Un « nouvel esprit du capitalisme » est ainsi né, qui crée une rupture d'ordre cognitif dans le monde des entreprises. Quel rapport « humain » est-il possible d'avoir quand chaque collègue est un rival en puissance, quand les tâches qu'on exerce sont constamment évaluées, installant une relation de défiance entre l'employé et ses supérieurs hiérarchiques ? L'exemple des donneurs de sang évoqué en introduction illustre la difficulté de faire cohabiter la valeur travail et la valeur du travail... Un autre exemple, cité par Maya Beauvallet¹, illustre également ces difficultés. Dans une crèche en Israël, le directeur de l'établissement a voulu lutter contre les retards constants des parents à la sortie des écoles, pour chercher leurs enfants. Pour y remédier, il a décidé d'instituer une taxe : les parents paieront désormais dix dollars par heure de retard. Le résultat ne s'est pas fait attendre. À la stupéfaction du directeur, dès le lendemain, les parents en retard ont été trois fois plus nombreux ! L'explication est simple, la même que pour les donneurs de sang : avant la taxe, les parents essayaient d'être à l'heure au nom d'un impératif qu'on dirait moral – ne pas faire honte aux enfants, ne pas gêner les enseignants... Dès lors qu'on leur propose une pénalité, ils changent immédiatement l'échelle de valeurs à laquelle ils rapportent leurs actes : ils calculent, désormais, que dix dollars, c'est le prix d'une baby-sitter²...

Le directeur qui tarifie dix dollars l'heure de retard ou le directeur du centre de transfusion qui veut accroître le nombre de donneurs en leur offrant une prime ont commis la même erreur de raisonnement. Ils ont tout deux pensé qu'une incitation économique pouvait s'ajouter à une incitation morale. Ce qu'ils découvrent est une autre réalité : une récompense financière n'ajoute pas ses effets aux récompenses morales, elle les chasse. La même personne peut avoir des comportements moraux ou des calculs intéressés selon les circonstances, mais pas les deux à la fois. Un ami vous raccompagne chez vous pour vous éviter de prendre un taxi. Si vous le remerciez en lui donnant le prix de la course qu'il vous aura évitée, vous le perdez comme ami.

Jean Tirole et Roland Bénabou ont analysé une question proche³ : les parents doivent-ils inciter leurs enfants à bien travailler à l'école en leur promettant une récompense en cas de bonnes notes ? Tirole et Bénabou proposent une réponse « rationnelle ». Un enfant à qui les parents promettent une récompense va nécessairement se poser la

question : « Pourquoi font-ils cela ? » Et l'enfant « rationnel », selon ces deux économistes, de conclure : « Parce que je ne suis pas à la hauteur... Si mes propres parents m'offrent une récompense pour m'inciter à de bons résultats, c'est parce qu'ils savent que je n'ai pas les qualités requises... » Et l'enfant « rationnel » de perdre courage. Il pensera : « Je manque de volonté. » Il vaut donc mieux, parfois, s'abstenir d'offrir des récompenses monétaires, car elles peuvent déstabiliser le récipiendaire.

Ce raisonnement est lui-même un modèle d'intelligence, visant à transformer une question d'affect en un calcul d'intérêt. Une autre réponse, plus simple, est possible. « Si mes parents m'offrent une récompense, c'est qu'ils ne m'aiment pas. Ils me traitent comme l'employé de leurs propres désirs, et peut-être seraient-ils même capables de me retirer leur affection si je ne réussissais pas. » L'incitation monétaire devient contre-productive lorsqu'elle bouleverse le registre des affects. Tous les parents ne tombent pas dans le piège. Souvent la récompense, un cadeau pour fêter la bonne note, vient d'ailleurs sans avoir été annoncée, après coup, pour le plaisir... Or, pour un économiste, une récompense n'est utile que si elle est anticipée. Dans le cas inverse, les enfants comprennent (spontanément) que les parents veulent simplement partager leur joie, et tout rentre dans l'ordre : c'est de l'amour, pas du calcul économique.

Toutes les sociétés humaines reposent sur des institutions qui encouragent la coopération et sur d'autres qui aiguisent la compétition. Elles diffèrent dans l'articulation de ces deux registres, mais toutes y ont recours. Plus l'intensité de la concurrence est vive, plus les institutions chargées d'y faire face tendent à être solidaires. Claude Lévi-Strauss, notant la quasi-universalité de l'interdit de l'inceste, expliquait que l'échange de femmes est constitutif des relations sociales, car elle oblige les familles à s'ouvrir aux autres, à pacifier de cette manière leurs relations (*marry or kill*). Mais le sociologue Max Weber faisait un autre commentaire. L'interdit de l'inceste, à ses yeux, vise à pacifier les familles elles-mêmes : il soustrait les sœurs à la rivalité des fils et du père. Les familles veulent réduire leurs rivalités internes (et Freud ajouterait que c'est sans doute la cause d'autres pathologies) pour mieux aborder celles qu'elles doivent affronter au-dehors.

Revenant aux questions économiques, les travaux d'Oliver Williamson (prix Nobel d'économie en 2009) ont clairement établi, dès son premier livre, *Markets and Hierarchies* (publié en 1975), que le capitalisme est l'articulation de deux types d'institutions dont la logique est très différente. Il faut distinguer les marchés, anonymes, qui induisent des comportements concurrentiels, visant à fournir le

meilleur rapport qualité-prix, et les entreprises, qui obéissent à une autre logique. Au sein d'une entreprise, les employés sont habituellement solidaires face aux compétiteurs, aux clients, bref à l'environnement du marché... Quand cette protection est perdue, le travailleur vit sous une pression concurrentielle nouvelle, constante, qui entraîne chez les plus vulnérables des troubles insurmontables.

Maya Beauvallet a recensé un nombre étonnant de cas où la recherche d'une efficacité accrue à travers des primes et des bonus s'est retournée contre ses instigateurs⁴. Imaginons ainsi qu'un objectif chiffré soit donné aux enseignants et qu'ils reçoivent un bonus au prorata de la réussite de leurs élèves au bac. Que vont-ils faire ? Deux choses « rationnelles » : se désintéresser des meilleurs, qui sont assurés de réussir. Et se désintéresser des plus mauvais, qui n'ont aucune chance ! Ils cibleront leurs efforts sur ceux qui sont juste « au-dessous » de la barre. Ce n'est pas une stratégie très intéressante pour la société dans son ensemble, puisque l'école se désintéressera de la majorité de ses élèves... Un autre exemple illustre le même problème : la tentative de privatiser les prisons. Aux États-Unis, les prisons privées signent un cahier des charges avec l'État et gardent le bénéfice de gestion correspondant. Résultat, elles sont plus rentables ! Pas étonnant, mais pourquoi ? Elles emploient des gardiens moins qualifiés, moins rémunérés. L'usage de la force est cinq fois plus fréquent : presque dix fois plus de blessés sont déplorés dans les prisons privées. En dépit de 463 indicateurs (!) retenus dans le cahier des charges, la « qualité » des droits du prisonnier reste toujours vague.

En faisant disparaître « le souci de bien faire » comme ressort des actions humaines, les entreprises sont conduites à des bonus et des malus toujours plus sévères. Dans le cas du directeur de la crèche, il aurait fallu qu'il tarifie le retard beaucoup plus cher, à disons cinquante euros de l'heure..., pour que sa méthode fonctionne. Lorsque le monde de l'entreprise brise « la valeur travail », il doit organiser un monde plus inégal pour fonctionner efficacement. Il doit accroître les récompenses et durcir les peines.

1- Dans *Les Stratégies absurdes*, Le Seuil, 2010.

2- Mais lorsque le système fut démantelé, les parents continuèrent à arriver en retard, avec la même fréquence que sous le régime d'« amende », plus souvent qu'au début de l'expérience. Uri Gneezy et Aldo Rustichini, « A Fine is a Price », *Journal of Legal Studies*, janvier 2000.

3- Roland Bénabou et Jean Tirole, « Belief in a Just World and Redistributive Politics », *The Quarterly Journal of Economics*, MIT Press, vol. 121(2), mai 2006, pp. 699-746.

4- Dans son livre *Les Stratégies absurdes*, op. cit.

Le nouvel âge des inégalités

L'âge d'or de l'entreprise, pensée comme une famille élargie, avait été trouvé après guerre, avec la généralisation de ce qu'on appelle le fordisme. Le « traité de Detroit », nom donné par la revue *Fortune* au compromis salarial signé entre le syndicat United Auto Workers (UAW) et General Motors, et qui avait garanti aux ouvriers des augmentations de salaires au rythme des gains de productivité, faisant tache d'huile auprès des autres entreprises. Les travailleurs non syndiqués en profitaient tout autant, les dirigeants d'entreprise voulant prévenir la syndicalisation quand elle n'était pas encore réalisée... Dans les années cinquante, les ouvriers rattrapent ainsi une bonne part de leurs écarts de salaires avec les cadres. C'est l'âge d'or du capitalisme managérial, qui s'est incarné en France dans les Trente Glorieuses.

L'élection de Ronald Reagan, en 1981, ouvre un nouveau chapitre de l'histoire du capitalisme. Dès son arrivée au pouvoir, il brise la grève des contrôleurs aériens et engage une formidable remise en question du pouvoir syndical. C'est le coup d'envoi du *re-engineering* des entreprises, lequel rompt le compromis social d'après guerre. Le pouvoir syndical se délite. Les ouvriers sortent de leurs bastions. Walmart, la chaîne de grands magasins, prend la place de General Motors comme premier employeur américain. Les employés de Walmart gagnent 20 000 dollars annuels, moitié moins que ne gagnaient, après correction de l'inflation, les ouvriers de la GM trente ans plus tôt.

Dans son livre *The Conscience of a Liberal* (2007), Paul Krugman décrit parfaitement la rupture qui s'est produite aux États-Unis dans les années quatre-vingt : « L'Amérique d'après guerre était une société de classe moyenne, écrit-il. Une société relativement égalitaire, avec une classe moyenne forte, et une vie politique apaisée. » Du point de vue des années cinquante et soixante, l'Amérique, comme l'Europe à la même époque, peut croire qu'elle atteint un âge d'or, où la prospérité est partagée équitablement, celui d'un pays soudé par une classe moyenne forte économiquement et moralement.

L'idée si fermement ancrée dans l'imaginaire américain selon laquelle la « classe moyenne est le fait social primordial, notre gyroscope, notre boussole... » ne s'est pourtant accomplie que très tardivement. À suivre la montée en puissance du capitalisme américain de 1870 à 1929, aucune tendance spontanée à l'émergence

d'une « classe moyenne », au sens où on l'entendra dans les années cinquante, ne se dessine au cours de cette période. Le phénomène que les économistes américains appelleront la *great compression*, qui réduira d'un coup les inégalités, se produira au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Tout se passe comme si celle-ci avait brusquement changé les « mentalités », favorisant une société plus solidaire. La guerre froide entretiendra paradoxalement cet esprit. La phobie anticommuniste de la période McCarthy renforce les traits « communistes » de la société américaine : égalitarisme, promotion des classes laborieuses...

Mais avec les années quatre-vingt, une nouvelle rupture est engagée. Le revenu des 10 % les plus pauvres s'effondre de plus de 60 % par rapport aux niveaux atteints dans les années soixante, tandis que le revenu des 10 % les plus riches augmente de 80 %, le millième le plus haut, quintuplant ses revenus ! À partir du milieu des années quatre-vingt, le processus d'augmentation des inégalités s'élargit à l'ensemble de la société³. Elles ne sont plus le reflet du seul appauvrissement ouvrier, elles touchent toutes les couches sociales. Des individus a priori proches, par leurs années d'études ou leur expérience professionnelle, voient parfois leurs destins diverger de manière totalement imprévisible. Selon le secteur d'activité ou la firme où ils ont commencé à travailler, les écarts de salaires peuvent devenir considérables, même pour deux diplômés de la même école et du même âge. On appelle « inégalités résiduelles » ce facteur, qui semble tenir à la chance davantage qu'aux compétences acquises. Au cours des années quatre-vingt-dix, la hausse des écarts de salaires s'explique aux deux tiers par ce processus !

L'onde de choc des inégalités est amplifiée au sein des familles. L'idéal américain d'une femme au foyer dont « le mari porte un chapeau » et travaille de neuf heures à dix-sept heures est abandonné. Hommes et femmes travaillent de plus en plus fréquemment, ce qui n'est évidemment pas un problème en soi. Ce qui devient problématique est que l'endogamie sociale s'est également renforcée au cours de la période. Les deux conjoints tendent à être beaucoup plus proches socialement qu'auparavant. Le marché du travail et le marché matrimonial tirent dans le même sens, celui d'une stratification croissante de la société. Au fond de la nouvelle pauvreté, les familles monoparentales incarnent la figure de l'abandon. Elles souffrent deux fois. Elles comptent sur un revenu au lieu de deux, et elles ne disposent pas de l'assurance, face au chômage, que produit implicitement le salaire du conjoint. Leur revenu est faible et leur risque élevé. La famille monoparentale, en milieu populaire, est devenue le symbole de la paupérisation moderne⁴.

1- Une immense littérature s'est développée pour analyser ces mutations. Le rôle des nouvelles technologies, de la mondialisation a été pesé et soupesé. L'explication classique de la montée des inégalités américaines tiendrait à « une hausse du rendement de l'éducation ». En 1980, un diplômé de l'enseignement supérieur gagnait 40 % de plus qu'un travailleur sorti du lycée. En 2005, il gagne 90 % de plus en moyenne. La désyndicalisation joue un rôle beaucoup plus direct, comme en témoigne par exemple la comparaison avec le Canada où les mêmes ruptures technologiques se sont observées, sans montée correspondante des inégalités. Une autre explication est l'immigration. Les migrants ne représentaient que 5 % de la population américaine en 1970, ils sont remontés depuis à 15 % environ, le niveau atteint en 1910. Mais selon Borjas et Kalz, cela pourrait n'avoir réduit que de 5 % les salaires des non-bacheliers.

2- Cullen Murphy, *Are We Rome ?*, Houghton Mifflin, 2007.

3- La montée des inégalités n'a pas la même ampleur en France qu'aux États-Unis. Le rapport Cotis (2009), s'appuyant sur les travaux de Camille Landais et de Thomas Piketty, montre que si les plus hauts revenus enregistrent aussi dans notre pays des taux de croissance spectaculaires, les effets macroéconomiques, sans être négligeables, restent plus limités.

4- Sur tous ces points, lire Jonathan Heathcote, Fabrizio Perri et Giovanni L. Violante, « Unequal We Stand : An Empirical Analysis of Economic Inequality in the United States, 1967-2006 », National Bureau of Economic Research, n° 15483, 2009.

L'hyperclasse

À partir des années quatre-vingt-dix, les inégalités franchissent un nouveau seuil. Les données rassemblées par Thomas Piketty et Emmanuel Saez offrent un tableau saisissant de la part prise par ces catégories qu'ils appellent les *working rich*, par opposition aux *working poor* qui étaient apparus dans les années quatre-vingt¹. Alors que le centième le plus riche gagnait 7 % du revenu total au début des années soixante-dix, ils gagnent désormais presque le quart du revenu total aux États-Unis. Au début du ^{xxi}e siècle, ils retrouvent et dépassent la part qui était la leur un siècle plus tôt². C'est une sorte de putsch salarial qui s'est produit de façon silencieuse.

Les travaux de Thomas Philippon aux États-Unis et d'Olivier Godechot en France montrent que la montée des inégalités est intimement liée à la part prise par la finance dans l'économie. En dix ans, les cadres de la finance ont vu leurs rémunérations multipliées par neuf ! Entre 1996 et 2006, la hausse des revenus du groupe le plus élevé, celui qui gagne plus d'un million d'euros annuellement, s'explique pour plus de 50 % par les rémunérations offertes dans la finance. Au Royaume-Uni, le chiffre correspondant est de 70 %³...

Les dirigeants des grandes entreprises ont également bénéficié de ce changement d'échelle des rémunérations. En dix ans, de 1996 à 2006, les P-DG, hors finance, enregistraient une multiplication par trois de leurs revenus, moins certes que celle des cadres de la finance, mais six fois plus que les acteurs de cinéma par exemple... Auparavant, les rémunérations des dirigeants étaient indexées sur celles de leurs ouvriers. Dans une maxime célèbre, le banquier John Pierpont Morgan expliquait au début du siècle passé qu'il ne ferait pas confiance à une entreprise dont le patron gagnerait vingt fois plus que ses salariés. Ce sera longtemps le cas en France comme aux États-Unis. Les années 1980-2010 brisent cette règle non écrite. Sur l'ensemble de la période, le salaire des dirigeants est multiplié par dix ! Cherchant parfois à justifier la hausse brutale de leur rémunération, ils veulent croire que cette hausse témoigne de leur efficacité accrue. La notion même de *working rich* est ambiguë, et certains pourraient y voir une apologie de l'ordre naturel⁴. Le livre *Pay without Performance* montre toutefois que la véritable rupture tient davantage aux modes de rémunération qu'aux résultats⁵. Les cadres dirigeants fixent leur propre salaire, directement ou indirectement, à travers des comités d'audit choisis par eux-mêmes. Le lien avec la performance est ténu, quand il n'est pas

tout simplement inverse...

Selon la formule de Krugman, « la détermination du salaire d'un P-DG comporte une part importante de subjectivité, voire d'effets de mode ». La seule contrainte est d'ordre moral : ne pas soulever l'indignation, auprès des salariés eux-mêmes, des médias ou des autorités publiques. Cette contrainte est levée dans les années quatre-vingt... « Depuis les années soixante-dix, les normes et les institutions ont changé aux États-Unis, dans un sens qui a rendu tolérable la hausse des inégalités. » Chacun se compare à ses collègues, ses voisins, ses amis. Les dirigeants d'entreprise français se comparent aux autres dirigeants – allemands, anglais ou américains. La mobilité réelle est pourtant faible. On trouve peu de patrons français dirigeant des entreprises étrangères, ou de patrons étrangers en France. La force subjective de ces comparaisons semble pourtant suffire à bouleverser les échelles de revenus. Les P-DG rejoignent et dépassent les grilles de rémunération réservées aux stars. Comme le résumait Piketty et Saez, « la hausse de revenus des dirigeants est un fait social avant d'être un fait économique »⁶.

Une hyperclasse a vu le jour, qui tend progressivement à s'affranchir du jugement commun. Robert Frank, journaliste au *Wall Street Journal*, écrivait dans *Richistan* : « Les riches aujourd'hui ne se contentent pas de s'enrichir ; ils deviennent financièrement des étrangers : ils créent leur pays dans le pays, leur société dans la société, leur économie dans l'économie⁷. » F. Scott Fitzgerald faisait déjà le même commentaire dans les années vingt : « Les riches sont différents de vous et moi. » Thierry Pech analyse avec humour la manière dont les changements apportés au célèbre jeu du Monopoly témoignent de la « sécession » des plus riches. Dans la version originale, les cartes « chance » ou « caisse de communauté » imposaient aux joueurs de bien tranquilles frais de scolarité ou d'hospitalisation... Aujourd'hui, c'est le goût du luxe qui apporte des récompenses ou des punitions. « Votre musée d'Art moderne vous rapporte un million » ou « Payez 500 000 dollars pour votre fête sur la plage privée de Bondi à Sydney »... Le Monopoly montre à sa manière la démesure nouvelle dont les riches donnent le modèle à une société partagée entre l'envie et la colère.

Un phénomène paradoxal mérite toutefois d'être signalé. Si un processus d'« embourgeoisement » de la classe ouvrière a pu caractériser l'évolution de la société industrielle au cours du ^{XX}^e siècle, il faudrait parler aujourd'hui d'une « prolétarianisation » des riches, du point de vue de leur imaginaire. Le monde bourgeois du ^{XIX}^e siècle restait hanté par des valeurs « prémodernes », essentiellement nobiliaires. Ce n'est désormais plus le cas. L'aspiration de la bourgeoisie à mettre ses pas dans ceux de la vieille aristocratie disparaît. Les hyper-riches aujourd'hui ont des rêves qui ne sont pas

qualitativement différents de ceux des pauvres. Ils regardent les mêmes matchs de foot, aspirent au même luxe bling-bling. « Les marqueurs culturels et psychologiques de la position sociale se sont progressivement effacés chez les détenteurs de pouvoir et de richesse. » L'aspiration à la « haute culture » des nouveaux riches s'estompe⁸. La richesse se suffit désormais à elle-même.

1- Thomas Piketty et Emmanuel Saez, « Income Inequality in the United States, 1913-1998 », *The Quarterly Journal of Economics*, MIT Press, vol. 118(1), 2003. Voir aussi : <http://elsa.berkeley.edu/~saez/> Tab Fig2010.xls.

2- Les chiffres de la société française sont les suivants. Le niveau médian, qui partage exactement en deux parties égales la population française, se situe à 1 500 euros. Pour entrer dans le top 10 %, il faut gagner plus de 3 000 euros, dans le top 5 %, plus de 5 500 euros, dans le top 1 %, plus de 10 000 euros. Pour entrer dans les stratosphères des ultra-riches, le top 0,01 %, le dix-millième le plus haut, il faut gagner le désormais célèbre million par an. 6 000 Français sont dans ce cas. La France n'est pas spécialement mal lotie dans le hit-parade de la richesse. Avec 1 % de la population mondiale, elle compte environ 10 % des millionnaires. Je reprends ces chiffres et ceux qui suivent du livre de Thierry Pech, *Le Temps des riches*, op. cit.

3- Olivier Godechot a analysé la déformation sectorielle qui s'est produite au cours du temps. En 1976, 36 % de ce groupe provenaient de l'industrie. La finance ne représentait que 6 % de ces millionnaires, et les autres services aux entreprises 14 % des effectifs. En 2007, les cadres de l'industrie appartenant au club des ultra-riches ne représentaient plus que 14 % des effectifs. Les services aux entreprises 26 %, et les cadres de la finance 24 %.

4- L'auteur de ces lignes a fait l'expérience personnelle des malentendus que fait naître l'idée de *working rich* en essayant de l'expliquer dans une émission de radio où il fallait faire comprendre à un enfant de huit ans pourquoi il y avait des riches et des pauvres. Il lui a été reproché ensuite de vouloir prouver que les inégalités étaient naturelles...

5- Lucian Bebchuk et Jesse Fried, *Pay without Performance*, Harvard University Press, 2004. Plusieurs scandales ont éclaté, comme les contrats de stock-options antidatés, pour optimiser leur rendement.

6- Xavier Gabaix et Augustin Landier dans « Why has CEO Pay Increased So Much ? », *The Quarterly Journal of Economics*, MIT Press, vol. 123(1), 2008, analysent la négociation sur la rémunération des patrons selon le prisme de la théorie du mariage de Becker. Le couple formé par l'entreprise et le patron est soumis à un double marchandage : j'ai d'autres candidats, pour l'une, je peux aller ailleurs, pour l'autre. Au final, les patrons extraient la rente relative à leur rareté supposée. Cette rente est en réalité bien faible, selon Gabaix et Landier : moins de 0,02 % de la capitalisation de l'entreprise (un autre auteur, Marko Terviö, trouve des chiffres plus élevés, mais le raisonnement est le même). Pourtant, rapportée à celle-ci, les patrons gagnent plusieurs millions. Selon cette théorie, seule l'échelle relative des rémunérations est toutefois importante. Taxer uniformément tous les patrons ne changerait rien à l'équilibre obtenu.

7- Robert Frank, *Richistan*, Crown, 2007.

8- Ce processus s'est déjà vu dans l'histoire. La Réforme représentera un « abaissement » des sommets culturels atteints à la Renaissance par Michel-Ange, Montaigne ou Shakespeare. Aujourd'hui, on parle d'un « abaissement » des sommets atteints par la « grande culture » du XIXe et du XXe siècle. Voir Perry Anderson, *Les Origines de la postmodernité*, Les Prairies

III.

Le déclin de l'empire

L'Antiquité tardive

Les trente dernières années marquent le basculement d'un monde de retenue vers un monde d'excès. Hier, les élites « voilaient leurs succès d'une décence qui est maintenant passée de mode ». Elles abandonnent les classes moyennes et populaires à leur sort et ne craignent plus d'exhiber leur richesse. Cette rupture peut se comprendre comme « le passage d'un âge d'équilibre à un âge d'ambition ». Ces expressions, qui sonnent si juste pour comprendre notre époque, sont en fait celles que l'historien Peter Brown utilise pour caractériser l'Antiquité tardive et les débuts du lent « déclin de l'Empire romain »... Les transformations à l'œuvre à l'époque ressemblent de fait beaucoup à celles dont nous parlons aujourd'hui¹. Elles donnent une profondeur insoupçonnée aux bouleversements en cours.

Entre le règne de Marc Aurèle (121-180), un empereur de plain-pied dans le monde antique et ses valeurs, et celui de Constantin (280-337) qui allait ouvrir les portes de la christianisation du monde, l'Empire romain change de nature. L'idée d'une « crise » générale a été évoquée à propos du III^e siècle. On a parlé d'un « malaise » de la civilisation antique, « d'une montée de la superstition, de manque de force d'âme, de déclin du rationalisme ». Selon Peter Brown, ce ne sont pas les causes matérielles, le déclin économique ou la misère grandissante, qui expliquent ce malaise. À ses yeux, c'est un « modèle de parité » entre les élites, dont les contraintes étaient empruntées au long passé de la cité antique et païenne, qui s'est brisé². Cette crise correspond à une rupture d'équilibre dans l'ordre politique et moral. « Passer de l'âge des Antonins à l'âge de Constantin n'est pas la traversée d'un moment d'effondrement catastrophique, de banqueroute, d'affaiblissement, de paupérisation [...] mais plutôt le passage d'un style de vie dominant et de ses formes d'expression à un autre, *le passage d'un âge d'équilibre à un âge d'ambition* », les italiques reprenant ici leur place dans le récit de Brown.

Le vieux modèle de parité poussait les membres de la classe supérieure à rechercher les honneurs de la Cité. « Répandre des fonds sur les cultes publics était alors un bon moyen de se prémunir contre l'envie et la compétition. Le bienfaiteur donnait ce qu'il avait en trop aux dieux qui, invisibles et immortels, représentaient tout ce qui pouvait être partagé par la communauté³. Créer une culture dans laquelle des hommes en forte compétition les uns avec les autres se

virent constamment rappeler ce qu'ils partageaient avec leurs pairs et avec leurs communautés locales, était la singulière réussite de l'âge des Antonins. »

Ce modèle est brisé au cours du III^e siècle. Un déchaînement de compétition se met alors en œuvre. « Cité contre cité, puissants contre puissants. » Les empereurs des siècles précédents avaient gouverné l'empire avec une formidable économie de moyens, par une « méthode douce ». La méthode forte, la « militarisation » des rapports sociaux, va ensuite s'installer. « Ce qui s'effondra au III^e siècle, ce ne sont pas les aristocraties urbaines en tant que telles, mais plutôt les mécanismes par lesquels elles avaient canalisé leurs ambitions les plus perturbatrices dans leurs cités et *avaient voilé leurs succès d'une décence maintenant passée de mode*. » La gloire d'une ville antique résidait désormais dans ses palais privés, qui dominaient la cité, s'élevant au-dessus des temples. Ce fut alors que le paganisme se transforma. On célébra les hommes influents, les *potentes*, et non plus les dieux⁴.

1- La période de Marc Aurèle est sans doute l'âge d'or de l'Empire romain. Selon Edward Gibbon, l'auteur, au XVIII^e siècle, d'un classique : *Histoire de la décadence et de la chute de l'Empire romain*, « s'il fallait choisir une époque de l'histoire où l'homme a été le plus heureux et prospère, il choisirait, sans hésitation, la période qui va de l'accession de Domitien (51-96) à l'accession de Commode (161-192) ».

2- Dans *Genèse de l'Antiquité tardive* (Gallimard, 1983), Peter Brown remet en question la vision « magnifiquement personnelle et brillante » de Mikhaïl Rostovtzeff, lequel imputait à un « embourgeoisement » de la Rome antique la cause de ses maux.

3- Ce faisant, il gagnait le droit de « faire parler les oracles ».

4- Les inégalités romaines sont beaucoup plus radicales qu'aujourd'hui aux États-Unis. L'élite romaine (1,5 % de la population) capture 20 % du total ; le groupe suivant (10 % de la population) reçoit 20 % aussi, ce qui n'est pas très éloigné de la situation américaine aujourd'hui. Mais la rupture est nette ensuite : les 80 % restants vivent au seuil de pauvreté. Un Romain « moyen », le plébéien, est pauvre. Il n'y a pas de « classe moyenne » à Rome.

La chute de l'Empire d'Occident

Le déclin de Rome est une source constante de fascination pour les modernes. Le plus étonnant est sans doute de lire, sous la plume d'Aldo Schiavone¹, que ce déclin était déjà perçu par les Romains eux-mêmes. Au II^e siècle, Aelius Aristide, cité par Schiavone, s'émerveille de la splendeur de Rome, mais en laissant entendre aussi que cette grandeur a atteint son zénith. « De chaque terre et de chaque mer, on apporte à Rome tout ce que font pousser les saisons et tout ce que produisent les différents terroirs [...] si bien que celui qui voudrait avoir une vue de tout cela doit ou bien voyager partout dans le monde habité ou bien rester dans cette cité. » Et Aristide d'ajouter : « Ce qu'on ne voit pas ici ne fait pas partie des choses qui ont existé ou qui existent. »

Pourtant, sous cette ode à la gloire de Rome, une fêlure apparaît déjà. La conviction des classes dominantes que leur vie baignait dans un bien-être et une sécurité matériels sans égal s'accompagnait aussi du sentiment que cet état de confort était totalement dénué d'un quelconque espoir d'amélioration ultérieure. Chez Aelius Aristide, l'avenir n'est évoqué que dans ce vœu : que « le présent se prolongeât au-delà de lui-même, sans fin et immuablement ».

Nombre d'historiens préfèrent aujourd'hui parler d'une longue période de transition, qui va du III^e au VII^e siècle, période au cours de laquelle les traits du monde antique évoluent vers ceux du Moyen Âge. Schiavone met toutefois en garde contre l'hypothèse de continuité. « En insistant sur l'inextricable enchevêtrement de vieux et de neuf, une partie des recherches ont fini par suggérer plus ou moins explicitement l'idée d'une transition douce et quasiment imperceptible entre l'empire du III^e siècle et l'Europe du haut Moyen Âge, occultant ainsi, fût-ce involontairement, l'aspect explosif et catastrophique que ce passage avait pris, au moins en Occident. » Une statistique donnera l'évolution qui signe la mort de Rome. La ville compte environ 800 000 habitants jusqu'en 408-410. Après le sac de 410 par Alaric, elle fut réduite de moitié. Au V^e siècle, elle tomba à quelque 88 000 habitants.

Aelius Aristide écrit au milieu du II^e siècle. La première crise qui allait véritablement secouer Rome se produira au siècle suivant. C'est la période que Peter Brown caractérise comme les débuts de l'Antiquité tardive. S'il fallait en effet choisir une ligne de démarcation, à partir de laquelle les choses commencent à tourner, il

semble bien que ce soit le III^e siècle, entre la fin de l'époque des Sévères (235) et la première partie du régime de Dioclétien (284 à 298) qui s'impose.

Le problème lancinant auquel l'empire est confronté tient principalement à une crise de ses finances publiques... Elles sont grevées par une armée de métier qui crée des problèmes financiers de plus en plus difficiles à résoudre. À l'âge d'or de Rome, les guerres étaient d'un bon rapport. Elles se rembouraient elles-mêmes comme un investissement, car les régions colonisées devaient payer des impôts qui amélioraient directement la situation des finances publiques. Elles permettaient aussi à Rome de recevoir des produits bon marché que ces mêmes régions – de l'Espagne à l'Égypte ou à la Syrie – devaient exporter pour s'acquitter de leurs devoirs fiscaux.

Mais avec le temps, les guerres prirent un caractère uniquement défensif. Le III^e siècle marque la période charnière au cours de laquelle l'empire, autrefois conquérant puis dominateur, ne parvint plus à tenir ses frontières par « la seule vertu dissuasive de ses armes² ». L'agitation aux frontières, sur le Rhin, le Danube ou l'Euphrate, devient récurrente. L'empire s'étant mis dans l'incapacité de lever une armée de conscrits pour défendre la « patrie en danger », il doit payer de plus en plus cher une armée professionnelle. Le rôle croissant de la cavalerie, nécessaire pour patrouiller aux frontières et intervenir rapidement en cas de besoin, est l'un des exemples de cette surcharge financière.

C'est aussi l'époque où l'on voit émerger les empereurs soldats. La méthode douce des premiers moments de l'empire laisse place à une lignée de monarques à poigne. Dioclétien et Constantin en seront les deux exemples les plus marquants. Tous deux engageront une réforme de la fiscalité et un redéploiement des dépenses et des troupes³. Grâce à leur action, la crise sera provisoirement endiguée, et le pouvoir rétabli. Mais la plaie continuera de saigner. Les frontières de l'Empire d'Occident deviendront de plus en plus poreuses.

Une digue sera rompue un peu plus tard, en 378, date de la défaite d'Andrinople – dont Alessandro Barbero a fait un tableau saisissant – au cours de laquelle les Goths et les Alains défont les armées romaines et tuent l'empereur Valens⁴. Les Barbares qui pénètrent dans l'empire, dès 375, sont en quête d'un statut. L'empire recourt en effet à un expédient qui lui sera fatal : « Prendre à son service des roitelets germaniques suivis de leurs fidèles et vaillants guerriers⁵. » En 375, l'empereur Valens avait autorisé les Goths à s'installer côté romain du Danube. Les Goths demandaient le droit de traverser le fleuve pour fuir les Huns venus d'Asie qui les menaçaient eux-mêmes ! Une année précise, 476, lorsque le dernier empereur romain d'Occident, Romulus Augustule, est déposé, apparaît souvent comme le crépuscule de

Rome. Ce qui est extraordinaire est que la destitution du dernier empereur d'Occident est alors à peine remarquée au sein de l'empire !

1- Aldo Schiavone, *L'Histoire brisée : la Rome antique et l'histoire moderne*, Belin, 2003.

2- J.-M. Carrié et A. Rousselle, « L'Empire romain en mutation, des Sévères à Constantin, 192-337 », in *Nouvelle Histoire de l'Antiquité*, t. 10, Le Seuil, « Points Histoire », 1999.

3- Les fondements du système fiscal du Bas-Empire établis par Dioclétien et affirmés par Constantin reposent sur un impôt personnel, la *capitatio*, et un impôt foncier, la *jugatio*.

4- Alessandro Barbero, *Le Jour des barbares*, Flammarion, 2010.

5- Paul Veyne, *Quand notre monde est devenu chrétien*, Albin Michel, 2007.

Comment l'Occident est devenu chrétien

Dans la quête d'une solution morale à la dissolution de son esprit civique, Rome va découvrir et adopter une nouvelle religion, le christianisme. Celui-ci ne s'est vraiment imposé qu'à la fin du ^{iv}e siècle et au cours du ^ve. Sans Constantin, le christianisme serait vraisemblablement resté une secte d'avant-garde. Comme le souligne Paul Veyne, les raisons de la conversion de Constantin sont multiples, mais s'il s'était agi seulement d'un calcul politique, il n'aurait pas choisi la religion de 10 % de l'empire en s'éloignant des 90 % autres. Selon Edward Gibbon, le déclin de Rome serait d'ailleurs principalement dû à l'influence du christianisme, qui lui aurait fait perdre sa « romanité »...

Le christianisme va permettre d'aborder autrement le problème posé par la montée des tensions sociales. Selon Peter Brown, au moment où « le modèle de parité est battu en brèche par la tendance, chez quelques membres de la communauté locale, à jouer au détriment des autres d'un statut privilégié, des chefs religieux se levèrent, et furent encouragés à se lever, chez les païens comme chez les chrétiens ». Le chrétien va inventer une forme de « bon voisinage » beaucoup plus simple. Dire à un autre « je suis chrétien » et s'entendre répondre « moi aussi » créait un soulagement. « En imagination tout au moins, le chrétien s'était en partie délesté d'une société parcourue par les tensions. Au-dessus de la hiérarchie séculière formée par une société de plus en plus pyramidale, se superposait, en lignes distinctes, une hiérarchie spirituelle d'"amis de Dieu". »

Dans leur quête de Dieu, les hommes d'Église gardaient les yeux sur terre. Ils reprirent à leur compte l'évergétisme, nom donné à la propension des Romains les plus fortunés à faire profiter les autres citoyens de leur richesse en organisant des banquets et des jeux, pour assister les pauvres et les malades. Mais le christianisme offrait davantage qu'une consolation à l'âpreté de la vie sociale. Il rendait l'évolution des temps intelligible, permettant à chacun de s'y ajuster et d'évoluer avec elle. L'initiation au christianisme arrachait les hommes à la complexité de leur identité terrestre. Le paganisme, selon Paul Veyne, « laissait la vie humaine telle qu'elle était, éphémère et faite de détails. Grâce au dieu chrétien, cette vie recevait l'unité d'un champ magnétique où chaque action, chaque mouvement intérieur prenait un sens, bon ou mauvais. Une femme du peuple pouvait ainsi parler à la

Madone de ses malheurs familiaux ou conjugaux. Jamais elle n'aurait songé à en parler à Héra ou Aphrodite ». À lire Veyne, le christianisme a ainsi dû son succès à une invention de génie : « La miséricorde infinie d'un Dieu qui se passionne pour le sort de l'humanité, la mienne, la tienne... [...] alors que les dieux païens vivaient avant tout pour eux-mêmes¹. »

Cette rupture est également soulignée par Jean-Pierre Vernant, reprenant aussi les intuitions de Louis Dumont sur les sources de l'individualisme². Auparavant, « les Grecs archaïques et classiques avaient bien entendu une expérience de leur moi, de leur personne, de leur corps, mais cette expérience est autrement organisée que la nôtre ». Pour un Grec, j'existe puisque je mange et je cours. Mais jamais je ne puise mon existence à travers la conscience que j'en ai. « Le monde de l'individu n'avait pas la forme d'une conscience de soi, d'un univers intérieur définissant, dans son originalité radicale, la personne de chacun. » La conscience de soi est l'appréhension d'un « il », pas encore d'un « je ». L'expérience du moi est tournée vers le dehors, non vers le dedans. Le cogito n'a aucun sens pour un Grec³. Il n'est humain qu'au sein de la cité, sous le regard de ses pairs. « Celui qui est hors cité, naturellement bien sûr et non par hasard, est soit un être dégradé, soit un être surhumain⁴ », disait Aristote. Un Grec n'est à ses propres yeux que le miroir que les autres lui présentent.

Jean-Pierre Vernant donne trois significations distinctes à ce qu'on appelle l'« individu », qui permettent de saisir le basculement qui se produit durant l'Antiquité tardive. L'individu, stricto sensu, se mesure à la marge de manœuvre qui lui est laissée, à son autonomie relative par rapport à son encadrement social et institutionnel. Le sujet : quand l'individu parle en son nom propre, énonce certains traits qui font de lui un être singulier. Le moi enfin, la personne, c'est l'ensemble des attitudes psychologiques et des pratiques qui donnent au sujet une dimension d'intériorité. Pour simplifier la compréhension de ces trois niveaux, Vernant ajoute : à l'individu correspondrait la biographie, au sujet l'autobiographie, et au moi correspondraient les confessions. Les deux premiers existent dans la Grèce antique. Mais le troisième y est impensable.

Selon Vernant, la brusque disparition du modèle de parité, qui faisait les citoyens égaux entre eux et les hommes égaux face aux dieux, va créer une nouvelle forme d'identité. Avec l'avènement du christianisme, l'individu humain se définira par « ses pensées les plus intimes, ses imaginations secrètes, ses rêves nocturnes, ses pulsions pleines de péchés, une présence constante, obsédante, dans son for intérieur ». Là se trouve, selon Vernant et Dumont, le point de départ de la personne et de l'individu modernes. Avec le surgissement du saint homme, de l'homme de Dieu, un type d'individu fait son

apparition qui va se mettre en quête de son véritable moi, « un moi tendu entre l'ange gardien qui le prolonge vers le haut, et les forces démoniaques qui marquent vers le bas ». Recherche de Dieu et recherche du moi deviennent les deux dimensions d'une même épreuve solitaire.

Ainsi la crise de l'empire devait-elle se conclure par une formidable révolution religieuse, une nouvelle conception de la personne, aux sources de l'individualisme tel qu'on le connaît aujourd'hui, celle d'un être qui cherche dans un moi intérieur la vérité de sa personne. Au lieu de dire l'âme, saint Augustin affirme : « Je suis, je me connais, je me veux⁵... » Une révolution spirituelle de même ampleur est-elle concevable aujourd'hui, provoquée par le retour de nouvelles tensions sociales, de la difficulté de rendre intelligibles les mouvements du monde ?

1- Paul Veyne, *Quand notre monde est devenu chrétien*, op. cit. C'est l'époque où se développe la pratique des testaments : « Entre l'individu et la richesse, quelle que soit la forme – patrimoine et acquêts, meubles et immeubles –, le lien est désormais direct et exclusif : à chaque être appartient en propre un avoir. »

2- Jean-Pierre Vernant, *L'Individu, la mort, l'amour*, Gallimard, coll. « Folio », 1996, et Louis Dumont, *Essais sur l'individualisme*, Le Seuil, 1991.

3- Charles Kahn : « The total lack of the Cartesian sense of a radical and necessary incompatibility between thought and awareness on the one hand, and physical extension on the other », *Sensation and Consciousness in Aristotle's Psychology*, *Archiv für Geschichte der Philosophie* 48 (1-3), pp. 43-81, cité par Jean-Pierre Vernant, *L'Individu, l'amour, la mort*, op. cit.

4- Aristote, *Politique*, Livre 1.

5- Paul Veyne, op. cit.

Are We Rome ?

Le déclin de l'Empire d'Occident est-il à nouveau à l'ordre du jour ? Les Américains sont eux-mêmes tentés par ce parallélisme¹. L'analogie avec Rome les obsède et les inquiète. Le *Comptroller of the Currency* (l'équivalent du président de la Cour des comptes aux États-Unis) posait ainsi la question en ces termes, en 2007 : « La République romaine est tombée pour de nombreuses raisons, mais quelques-unes méritent d'être méditées : le déclin des valeurs morales et politiques, une expansion militaire sur des terres étrangères, l'irresponsabilité budgétaire du gouvernement – ça vous rappelle quelque chose ? À mon avis, il est temps de retenir les leçons de l'histoire et de prendre les mesures indispensables pour s'assurer que les États-Unis soient la première puissance qui résiste à l'usure du temps. » Comme le notait aussi le *Financial Times* (18 août 2007), « la question : *Are We Rome* ? – longtemps un sujet de fascination nationale – est devenue aujourd'hui une autre manière de se demander : sommes-nous condamnés ? ». Joseph Nye, professeur de sciences politiques à Harvard, ajoutait : « Il est vrai qu'aucune autre nation depuis Rome ne s'est tenue si haut au-dessus des autres, mais même Rome a fini par s'effondrer. »

Plusieurs ressemblances intéressantes entre Rome et l'Amérique illustrent la portée de ce parallélisme. Cullen Murphy, dans un livre précisément intitulé *Are We Rome ?*, note tout d'abord que les deux puissances partagent une sorte de provincialisme de leurs élites. Les Romains pensaient (littéralement) que Rome était le centre du monde. Aujourd'hui, plus de 90 % des Américains et les deux tiers de leurs sénateurs n'ont pas de passeport pour se rendre à l'étranger. Les Romains comme les Américains ne doivent pas leur force à un grand conquérant, Alexandre le Grand ou Guillaume le Conquérant, mais à une tendance continue, celle du plus puissant à dominer ses voisins, jusqu'à considérer ensuite que cette domination est naturelle. Tout deux tendent à se prendre pour le « peuple élu ».

Pour les Américains, la mission de « démocratiser » le monde qui leur est assignée les rend distincts, pensent-ils, des empires du passé. « *We are a liberating power* », dira George Bush. Comme le remarque toutefois avec humour Niall Ferguson, historien anglais enseignant à Harvard, c'est dans cette dénégation que l'Amérique ressemble sans doute le plus aux empires du passé, lesquels ont toujours voulu incarner la civilisation face aux Barbares. Car, à son corps défendant

peut-être, l'Amérique n'exporte pas uniquement le droit de vote et la démocratie, elle exporte aussi tout le reste : la télévision, le marché, le divorce et les licenciements... En bref, comme tous les empires du passé, c'est sa propre civilisation qu'elle emporte dans ses bagages. Le parallèle proposé par Ferguson avec les « civilisateurs » de l'Empire britannique, les Kipling et autres, sur la mission civilisatrice de l'Occident, sur « le fardeau de l'homme blanc », est tout à fait pertinent.

Le second parallèle est que les Romains et les Américains croient farouchement en la propriété privée. Ils se plaisent à humilier rituellement les personnages publics, mais entretiennent aussi une relation ambiguë d'amour-haine avec les nouveaux riches. La troisième ressemblance découle du trait précédent. Elle tient à une privatisation des services publics. L'évergétisme est particulièrement vif aux États-Unis, où la propension des plus riches, à l'image de Bill Gates, Warren Buffett et autres milliardaires, à créer des fondations portant leurs noms est plus forte que jamais. L'armée elle-même n'échappe pas à cette privatisation rampante. Les difficultés croissantes en matière de recrutement avaient obligé les Romains à se tourner progressivement vers les Barbares pour remplir les rangs de leurs légions. L'Amérique n'en est pas encore là, mais s'en rapproche, associant des compagnies privées à la conduite de la guerre, telle la firme BlackRock envoyée en Irak.

Les Européens aiment également interpréter leur propre différence avec l'Amérique à l'aune du parallélisme entre Rome et Athènes. Athènes, berceau de la beauté et de la philosophie, a transmis à Rome sa culture, qui l'a vulgarisée. L'Europe, détruite par ses conflits intérieurs comme hier la Grèce, a été ensuite dépassée par la puissance de son rejeton. Dans les deux cas, aux yeux des premiers, la grâce laisse place au pragmatisme, la beauté à la force...

Vus d'Europe, les Américains sont souvent présentés comme « utilitaristes et matérialistes ». Les États-Unis semblent la terre promise de l'Homo economicus, actif et entrepreneurial, où le calcul de l'intérêt prime toute autre considération. Tocqueville décrit le matérialisme américain dans des termes très européens : « C'est une chose étrange de voir avec quelle sorte d'ardeur fébrile les Américains poursuivent le bien-être, et comme ils se montrent tourmentés sans cesse par une crainte vague de ne pas avoir choisi la route la plus courte pour y conduire [...]. L'habitant des États-Unis s'attache aux biens de ce monde, comme s'il était assuré de ne point mourir, et il met tant de précipitation à saisir ceux qui passent à sa portée, qu'on dirait qu'il craint à chaque instant de cesser de vivre avant d'en avoir joui. La mort survient enfin et elle l'arrête avant qu'il se soit lassé de cette poursuite inutile d'une félicité complète qui fuit toujours. »

Les Américains répondent qu'ils sont « nés libres », ce qui les a délestés du féodalisme européen, du poids de ses traditions monarchiques. L'antiétatisme est une donnée presque génétique de la philosophie politique américaine. Car l'État semble porter en lui la menace de nouveaux privilèges, du retour d'une société fondée sur les ordres de l'Ancien Régime européen. Pour cette raison, le socialisme n'a jamais été une doctrine populaire en Amérique.

Il est toutefois un autre parallélisme avec Rome qui joue puissamment son rôle dans l'explication du rejet étatique aux États-Unis : c'est le legs de l'esclavage. Pendant plus de mille ans, celui-ci n'a jamais produit de crise morale sérieuse dans l'Antiquité. Alors que les esclaves étaient parfois mieux éduqués que leurs maîtres, tenant le rôle de secrétaires, d'architectes, de médecins, de policiers et de banquiers, ils restaient traités comme des sous-hommes.

Le passé esclavagiste joue aussi en Amérique un rôle silencieux et profond. Cherchant à expliquer pourquoi les Américains manifestaient une telle difficulté à embrasser l'idée d'État-providence européen, A. Alesina, E. Glaeser et B. Sacerdote ont montré que l'idée selon laquelle l'État-providence est moins développé aux États-Unis parce que les Américains seraient plus individualistes que les Européens n'est pas suffisante. Le pauvre n'y apparaît pas comme un frère d'infortune, mais comme un autre radicalement différent, parce que l'Amérique voit la question sociale au travers du filtre des races. Les États mènent ainsi une politique sociale qui est toujours inversement corrélée au nombre de Noirs habitant l'État en question. À la question « Pourquoi les pauvres sont-ils pauvres ? », les deux tiers des Américains répondent que c'est parce qu'ils sont paresseux et un tiers seulement pensent que les pauvres n'ont pas eu de chance. La proportion s'inverse pourtant exactement dès que l'on interroge les Américains qui ont « récemment dîné avec un ami noir² »... Ce n'est pas encore le cas des Européens, qui continuent de penser majoritairement (selon le même sondage) qu'un pauvre est quelqu'un comme les autres, mais qui n'a pas eu de chance.

L'élection d'Obama montre toutefois que les Américains sont victimes d'un mal qu'ils essaient de soigner. En 1950, 50 % des Blancs souhaitaient la ségrégation scolaire ! En 1995, ils n'étaient plus que 4 %. En 1963, 61 % des Américains étaient en faveur de lois interdisant le mariage interracial. En 1998, ils n'étaient plus que 11 % dans ce cas. La tolérance nouvelle des Américains est un trait des baby-boomers, la génération née après guerre. La génération suivante (la génération X) restera sur les mêmes étiages. La trace de l'esclavage demeure pourtant profonde, s'incarnant dans un rejet viscéral dans certains secteurs de la société américaine de toute forme d'État-providence. La montée récente du Tea Party, ce courant politique qui

veut démanteler l'État et pèse à la droite du parti républicain, en est l'illustration. Mais ce courant est également le reflet pathologique d'une difficulté nouvelle aux États-Unis, qui n'est pas sans rappeler la crise morale de l'Empire romain : le déclin de l'esprit civique.

1- Les États-Unis en multiplient les signes : l'aigle impériale, les colonnes doriques du Congrès.

2- Commentant le fonctionnement du marché du travail américain, l'historien économique de Stanford Gavin Wright a montré que la méfiance américaine à l'égard de « contrats de travail » devait se comprendre en référence au besoin de tourner définitivement la page de l'esclavage. Tout contrat de longue durée est suspect, dans la mesure où il évoque le lien de subordination indéfini de l'esclave.

Le déclin du civisme américain

L'individualisme est central dans le système de valeurs américain. Mais il ne se comprend pas s'il n'est pas rapporté à une autre dimension de leur personnalité, que Tocqueville soulignait aussi abondamment : la propension à former toutes sortes de communautés, de « fraternités » laïques ou religieuses. Ce tropisme singulier s'effondre pourtant à partir des années soixante. Robert Putnam a décrit ce déclin dans un livre profond et dense intitulé *Bowling Alone*¹, où il traque la chute du civisme américain à travers celle des associations de parents d'élèves, des clubs de bridge et des ligues de bowling...

À la question : « Peut-on faire confiance, en général, à autrui ? », les Américains répondaient positivement à 77 % en 1964. En 1960, Daniel Bell et Virginia Held pouvaient écrire : la participation des Américains à leur vie politique est à son apogée. Le célèbre discours d'investiture de Kennedy se dresse comme l'étendard d'une nation qui croit profondément en l'engagement civique : « Vous qui, comme moi, êtes américains, ne vous demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous, mais demandez-vous ce que vous pouvez faire pour votre pays. Vous qui, comme moi, êtes citoyens du monde, ne vous demandez pas ce que les États-Unis peuvent faire pour le monde, mais demandez-vous ce que vous pouvez faire pour le monde. » Le sentiment d'une identité et d'un destin partagés n'a jamais été aussi fort dans l'Amérique moderne.

Aujourd'hui, cinquante ans plus tard, 77 % des Américains interrogés déclarent que leur pays a perdu le sens de la communauté, et que « l'égoïsme » est devenu un problème (très) sérieux : « Plutôt que de se tourner les uns vers les autres, la plupart des gens se sont laissés aller, s'isolant volontairement, pour qu'on les laisse tout seuls. » En 1970, 80 % des Américains nés avant 1930 pensaient que « la plupart des gens sont honnêtes ». Les baby-boomers (nés entre 1946 et 1960) ne sont plus que 60 % à le penser. Pour la génération X (née après 1960), la statistique tombe à 50 %. Putnam donne une foulditude d'informations qui témoignent de cette évolution. Le nombre de ceux qui ne s'arrêtent pas à un panneau « stop », par exemple, est passé de 30 % à 90 % ! La vie au sein des familles devient plus solitaire aussi. Seul un tiers des ménages déclare désormais prendre leur repas ensemble (contre 50 %, vingt ans plus tôt).

Aucune forme de la vie collective n'est épargnée. Le taux de participation aux élections présidentielles a chuté. Si l'on met à part les États du Sud, qui, de facto, ont exclu les Noirs du corps électoral jusqu'aux mouvements des droits civiques dans les années soixante, la chute est impressionnante. Le taux de participation électorale atteignait 85 % en 1960, avant de chuter à 50 % en 2000. Les associations de parents d'élèves donnent un autre exemple de ce désengagement. En 1960 – point haut de l'engagement civique américain –, un parent sur deux était membre d'une association. En 2000, le chiffre est passé sous la barre des 20 %. Cette chute de l'esprit civique est d'autant plus surprenante qu'elle est concomitante d'une hausse de la scolarisation, alors même que l'engagement citoyen tend normalement à être plus fort chez les personnes éduquées.

Le déclin du mouvement syndical est également analysé par Putnam. Le syndicalisme a pris de l'importance tout au long de la première moitié du ^{xx}e siècle. En 1960, 30 % des travailleurs américains étaient syndiqués. Ce chiffre a été divisé de moitié en 2000. Il est habituel d'associer la chute du syndicalisme au changement de nature de l'économie. Devenue tertiarisée, elle serait moins propice à la syndicalisation que dans les grandes entreprises industrielles d'hier. Si cette transformation joue évidemment un rôle important, elle n'explique pas cette tendance au sein du secteur industriel lui-même. Or, entre 1953 et 1997, le taux de syndicalisation y a également chuté, des deux tiers. « Le travail cesse d'être agréable lorsque, silencieusement, vous devez entrer en compétition avec vos collègues pour gagner votre vie. » En 1955, 44 % des Américains déclaraient les heures passées au travail comme les plus agréables. En 1999, ils ne sont plus que 16 % à le penser. Longtemps les *blue collars* étaient la catégorie la plus atteinte par l'insécurité économique. Elle touche maintenant toutes les catégories. Les consultants de haut vol y trouvent leur compte, étant grassement rémunérés pour cela. Mais pour l'essentiel de la population, l'insécurité n'a nullement été compensée financièrement, elle est un coût sans contrepartie.

La religion n'est pas épargnée par cette évolution. La religiosité américaine est un trait singulier du pays. Aujourd'hui encore, près de 90 % des Américains croient en Dieu et les trois quarts à l'immortalité de l'âme. Les chiffres correspondants en Europe sont beaucoup plus faibles. Le nombre de *religious drop out*, les « mauvais élèves » qui quittent les Églises, a pourtant presque doublé. Et les Églises qui surgissent ne sont pas de même nature que celles qu'elles remplacent. Alors que les Églises protestantes habituelles étaient tournées vers le monde, les nouvelles Églises évangéliques s'apparentent davantage à des sectes, centrées sur elles-mêmes. Putnam distingue deux types de capital social. Le premier, le *bridging capital*, celui qui relie, fait sortir

la communauté en dehors de ses murs et mène à rencontrer l'autre. Le second, le *bonding capital*, celui qui rapproche, resserre les liens de la communauté stricto sensu, mais contre, pour ainsi dire, le reste du monde. C'est le second type qui tend à prospérer aujourd'hui.

La transformation de la société américaine a été l'objet de nombreuses explications. L'augmentation du travail féminin et des divorces, qui auraient érodé les valeurs familiales traditionnelles, a été mise en cause. La tertiarisation de l'économie, en laminant le pouvoir syndical, aurait aussi contribué à détruire la valeur travail. Ces explications sont faibles voire totalement erronées. Il n'est pas vrai par exemple que la hausse du nombre de divorces nuit à l'engagement civique. Hors la religion, les divorcés sont davantage présents dans les associations – qu'il s'agisse de parents d'élèves, d'engagements sportifs ou politiques... Il n'est pas vrai non plus, on l'a vu, que le secteur industriel ait mieux résisté à la désyndicalisation. La disparition de la valeur travail est un phénomène plus général.

En toute hypothèse, l'essentiel de l'effondrement civique américain est concomitant d'un facteur crucial : l'apparition des baby-boomers. Indiscutablement, les générations nées après guerre ont eu un comportement différent. Elles votent beaucoup moins que les précédentes, lisent moins les journaux. Alors que les deux tiers des jeunes de moins de 35 ans lisaient régulièrement les journaux en 1965, ils sont deux fois moins nombreux à le faire en 1990. Au total, le taux de lecture des journaux a chuté de 60 %, alors même que la scolarisation augmentait de 60 % ! Et ce n'est pas principalement lié au fait qu'ils voient davantage les informations ailleurs, à la télévision par exemple. La baisse de l'intérêt pour les *news* s'observe sur tous les supports. L'*infotainment* prend sa place, proposant un produit nouveau, entre information et télé-réalité²...

Pour Putnam, la télévision a joué un rôle essentiel dans l'attitude des baby-boomers ! Ils sont la première génération à avoir été quasiment éduquée grâce à elle. Entre 1965 et 1995, une famille américaine a gagné six heures de loisirs hebdomadaires, grâce à la réduction du temps de travail. Celles-ci ont été entièrement absorbées par l'augmentation du temps passé devant son poste de télévision : c'est le cas de 80 % des Américains désormais. La télévision a « privatisé » l'appartenance au monde public. Le poète américain T.S. Eliot disait de la télévision que c'était un médium « qui permet à des millions de gens d'écouter la même blague au même moment, et pourtant de rester seuls ». Une étude canadienne a permis de comparer les comportements de deux régions qui ont eu accès à la télévision à plusieurs années d'intervalle (pour des raisons techniques). Elle montre que la région qui l'a reçue en premier perd plusieurs points de participation civique sur l'autre.

Il serait évidemment ridicule d'imputer la poussée d'individualisme qui s'observe aux États-Unis à la seule télévision. La révolte de Mai 68, qui est l'une des manifestations les plus visibles du changement de génération, a été observée dans tous les pays avancés, de Paris à Berkeley, et porte la trace de bien d'autres mutations. Henri Weber, analysant ses racines dans l'ensemble des pays industrialisés, signalait que la révolte avait été la plus dure en Allemagne et au Japon, deux pays où le conflit des baby-boomers avec leurs parents était le plus intense, ce qui atteste à ses yeux d'un refus plus général de l'autorité parentale. Quelle qu'en soit la cause, les baby-boomers sont à l'origine d'un virage décisif, d'une « révolution culturelle » dans le rapport entretenu avec la société. Plus tolérants d'un côté, ils sont devenus aussi plus individualistes.

De nouvelles formes de communautés sont certes apparues. À gauche, Greenpeace, l'organisation écologique, à droite Pro Life (Pro-vie), le mouvement contre l'avortement. Mais la volatilité de leurs membres est extrêmement forte. La plupart se contentent de signer un chèque. Lorsque les dirigeants de Greenpeace ont décidé de réduire leurs sollicitations e-mails, le taux d'adhésion a chuté de 85 %. Bon nombre de *self-help groups* ont aussi vu le jour, mais ils n'ont pas la même fonction que ceux qu'ils ont remplacés. Participer aux Alcooliques anonymes ne mène à aucune forme de civisme traditionnel, qu'il s'agisse simplement d'aller voter ou de participer à des actions caritatives. Ce sont, selon Putnam, des groupes « utilitaristes » qui offrent des occasions « pour des individus de s'occuper d'eux-mêmes en présence des autres »...

1- *Bowling Alone : The Collapse and Revival of American Community*, op. cit.

2- Comme le montre Julia Cagé, la paupérisation de la presse d'information (quelles qu'en soient les causes, la concurrence Internet par exemple) explique la percée de la presse « trash », laquelle coûte moins cher à produire (qu'une enquête sérieuse) et attire néanmoins l'attention des lecteurs...

L'exception américaine

Il existe cependant une véritable différence entre Rome et l'Amérique, que les évolutions récentes ne modifient pas. Les Romains n'étaient pas curieux ! En matière d'innovation, ils étaient nettement en deçà des Chinois (leurs contemporains). Au cours de la même période, la dynastie des Han est allée beaucoup plus loin. Les Chinois découvrent la boussole, les rythmes circadiens du corps, la structure hexagonale des flocons de neige... Ils comprennent le principe de la rotation des sols, les techniques d'irrigation ; en mathématiques, ils utilisent les nombres négatifs, découvrent les fractions décimales. Les Romains ont construit des routes à perte de vue, des aqueducs majestueux, ont découvert le ciment et peut-être le siphon. Ils ont inventé le moulin à eau, mais les progrès et la diffusion sont souvent très lents. Les machines les plus répandues dans l'empire étaient actionnées par des animaux et des esclaves, lesquels vivaient un enfer terrestre.

Tout autre est aujourd'hui l'attitude outre-Atlantique face aux machines et aux innovations. De manière quasi obsessionnelle, l'Américain plébiscite l'innovation, tenant que le neuf est, quasiment par définition, supérieur à l'ancien. Ses héros se nomment : Thomas Edison hier, Steve Jobs aujourd'hui. Selon Vaclav Smil, « un Américain moyen dispose de machines dont la capacité peut être évaluée à un million de fois supérieure à celle d'un Romain¹ ».

Cette quête insatiable d'innovation a plusieurs sources. Le consommateur est lui-même l'une de ses principales forces motrices, immédiatement sensible aux nouveautés en tout genre, mettant, comme disait Tocqueville, « tant de précipitation à saisir ceux qui passent à sa portée »... Une autre raison est bien connue des historiens de l'économie. Les États-Unis sont longtemps demeurés une terre où le travail était une denrée rare, les colons ayant exterminé les indigènes, eux-mêmes peu nombreux. Très vite, dès le début du XIX^e siècle, les salaires se hissent au-dessus des niveaux européens, ce qui sera à l'origine des grandes vagues de migration transatlantique. Selon la théorie de H. J. Habakkuk, reprise notamment par le théoricien de la croissance Paul Romer, cette situation a provoqué la recherche constante de techniques visant à économiser le facteur travail. Ce sera l'une des sources majeures de la croissance économique américaine.

Une autre explication, qui vaut surtout à partir de la Seconde Guerre mondiale, tient au rôle du ministère de la Défense. Les États-

Unis n'ont pas de « politique industrielle » au sens où on l'entend en Europe (celle qui engendrera Airbus) ou au Japon (où le rôle du fameux MITI a été longtemps commenté), mais ils disposent d'un acteur clé : le DOD, le département de la Défense. Les États-Unis dépensent pour la Défense davantage que les quinze pays suivants réunis. Les succès de Boeing doivent ainsi pour beaucoup aux dépenses du Pentagone : le Boeing 707 est quasiment identique à l'avion ravitailleur Air Force KC135, auquel on a ajouté des hublots... Le transistor a été inventé par les Laboratoires Bell, fleuron du géant AT&T, grand bénéficiaire de subventions militaires. En matière d'innovation, le rôle de la DARPA (Defense Advanced Research Projects Agency) est essentiel. Entre 1955 et 1985, les dépenses militaires des États-Unis ont représenté en moyenne 7,5 % du PIB américain².

En juin 2002, George Bush affirmait crânement : « L'Amérique a et entend conserver une suprématie militaire au-delà de toute contestation, rendant toute tentative de course aux armements de la part des autres régions totalement absurde. » La force technologique de l'Amérique lui permettra-t-elle d'éviter le recul des Romains face à la poussée des Barbares ? Sans doute, aussi longtemps que les Américains conserveront le monopole des technologies de pointe. On peut toutefois tenter, en ce domaine aussi, un parallèle avec Rome. Hier les Barbares avaient progressivement rejoint les légions, faute de candidats romains. Aujourd'hui, ce ne sont plus des généraux barbares qui prennent la tête des armées, mais des hordes d'étudiants asiatiques qui viennent étudier dans les universités américaines. Plus de la majorité des thèses soutenues en sciences dures et en sciences de l'ingénieur sont le fait d'étudiants nés à l'étranger. L'indolence progressive des Romains, qui les a fait sous-traiter la conduite des guerres à des Barbares, se retrouve ici dans le faible intérêt que les Américains manifestent désormais pour les disciplines scientifiques. Les métiers du droit et de la finance attirent bien davantage la jeunesse dorée des États-Unis que les sciences dures comme la physique ou les mathématiques.

L'Institute of International Education relève ainsi que 723 000 étudiants étrangers ont fréquenté les campus américains en 2010-2011 (rapportant, au passage, en chiffre d'affaires, près de 21 milliards aux institutions qui les accueillent)³. C'est le triple du total atteint au début des années quatre-vingt. La moitié de ces étudiants étrangers font des études scientifiques. « Dans certaines disciplines désertées par les jeunes Américains, comme les sciences du vivant ou l'ingénierie, les Asiatiques sont majoritaires dans les laboratoires et cette omniprésence saute aux yeux de tous les visiteurs⁴. »

Les comparaisons entre Rome et Washington atteignent toutefois ici

leurs limites. Les étudiants asiatiques qui viennent aux États-Unis y restent souvent, devenant ensuite de bons Américains. Et lorsqu'ils rentrent chez eux, ils tendent bien davantage à créer une communauté scientifique internationale que la base arrière d'une invasion barbare... Cette analogie porte néanmoins en germe la question fondamentale à laquelle le ^{XXI}^e siècle devra répondre. La mondialisation (économique et technologique) sera-t-elle un facteur de paix, en diffusant des valeurs communes ? Ou, au contraire, en créant un monde multipolaire, aiguîsra-t-elle les vieilles querelles qui avaient, en leur temps, conduit les pays européens à basculer vers la guerre ?

1- Vaclav Smil, *Why America is not a New Rome*, MIT Press, 2010.

2- Selon certaines estimations, plus de la moitié de la croissance vient des *spillover* des innovations. Dans une plaisanterie célèbre, Steve Jobs reproche à Bill Gates de lui avoir volé la souris et l'idée de l'interface Windows. Bill lui répond qu'ils les ont tous deux volées à Xerox, Steve l'ayant fait en premier... Cité par Stephen Cohen et Brad DeLong, *The Loss of Influence*, University of California Press, 2010.

3- Cité par *Les Échos* en date du 28 novembre 2011.

4- L'ensemble Chine, Inde et Corée du Sud représente 46 % du total, 22 % étant constitué d'étudiants chinois (Français, Anglais et Allemands comptent un peu moins de 10 000 élèves...). Les États-Unis comptent 75 % des étudiants étrangers, le Royaume-Uni 8,5 % ; le Canada et l'Australie, 5 % et 3 % respectivement. La France compte 1,4 % et l'Allemagne 1 %...

IV.

Le décentrement du monde

De New York à Shanghai

La seconde moitié du ^{xx}e siècle avait été habitée par l'idée d'une lutte à mort entre Moscou et Washington, « l'équivalent moderne du conflit qui opposa Sparte et Athènes ». L'Amérique a vaincu, et ses partisans ont pu y voir la revanche d'Athènes sur Sparte... Le plus surprenant est cependant la vitesse à laquelle la guerre froide a été oubliée. En quelques mois, « ce grand conflit s'est effondré tout seul et la guerre froide résonne comme une vieillerie à mettre aux côtés de la guerre de Trente Ans ». Comme le dit Aldo Schiavone, le monde d'hier a disparu « dans un battement d'ailes, entraîné par la vague d'une innovation capitaliste globale : finances, communication, mondialisation... ».

La croissance des pays émergents fait perdre à l'Occident le monopole de la modernité. Les gratte-ciel sont plus hauts à Shanghai qu'à New York. Las Vegas est dépassé par Macao. Le voyageur étranger qui vient visiter New York est davantage frappé par un sentiment de « vieille modernité », celle du Chrysler Building ou des bouteilles de Coca-Cola. Comme le disait Gertrude Stein, « l'Amérique est le pays le plus vieux, parce que nous sommes modernes depuis le début ».

La croissance mondiale témoigne de manière frappante du basculement en cours. Au début des années quatre-vingt-dix, elle était tirée à 70 % par les pays riches et à 30 % par les pays pauvres. Symboliquement, en 2001, les deux courbes se sont croisées, moitié-moitié. Depuis, les proportions sont exactement inversées. La croissance mondiale est désormais portée à 70 % par celle des pays émergents. Le nombre de pays émergents dont le taux de croissance atteint ou dépasse le double de celui des taux occidentaux est passé de douze dans les années quatre-vingt-dix à soixante-cinq dans les années 2000¹.

Si l'on raisonne en niveau de richesse (plutôt qu'en taux de croissance), les évolutions sont plus lentes mais tout aussi remarquables. En 1990, la distribution de la richesse mondiale était la suivante : 60 % allaient aux pays les plus riches et 40 % aux plus pauvres. En 2030, ce sera le contraire : 40 % iront aux riches et 60 % aux pauvres. Le basculement du monde est visible. Une nouvelle mer intérieure, le Pacifique, devient la *mare nostrum* du capitalisme nouveau, après la Méditerranée dans l'Antiquité et l'Atlantique à l'âge moderne.

Mises en perspective, ces déformations n'ont rien d'étonnant. Elles s'interprètent comme un retour à un juste niveau. En 1820, les pays « émergents » représentaient les deux tiers de la richesse. En un siècle, leur part a fondu. La Chine, par exemple, est passée de 30 % à 5 % de la richesse mondiale entre 1800 et 1900 ! L'explication est simple : au XVIII^e siècle, le poids des populations fixait pour l'essentiel la part des pays dans la richesse mondiale. Plus une région était peuplée, plus elle était riche, pour la raison simple que le revenu par habitant était à peu près identique d'une contrée à l'autre. Le XIX^e siècle bouleverse cette correspondance. Avec la révolution industrielle du XVIII^e, l'Europe et ses terres de peuplement peuvent se hisser très au-dessus de leur condition démographique. L'Angleterre domine le monde avec moins de 2 % de la population mondiale.

C'est à partir du XIX^e siècle (mais les racines remontent plus loin dans le temps, au XVI^e siècle) que l'espèce humaine se scinde. Les grandes civilisations du passé qui faisaient à peu près jeu égal entre elles sont toutes dépassées par l'Occident, dont rien ne laissait présager pourtant, disons en l'an mil, qu'il prendrait l'ascendant sur les autres. Commentant le déclin de l'islam ou celui de la Chine, les spécialistes, tels Lewis Mumford ou David Landes, expliquent que chacune de ces civilisations, hier brillantes, s'est enlisée dans un conservatisme politique et religieux qui les a empêchées d'absorber les progrès réalisés à grandes enjambées par l'Occident au cours de cette période.

Au XXI^e siècle, avec la diffusion plus rapide des technologies, le poids des populations recommence à dicter sa loi dans l'équilibre des richesses mondiales. Les pays pauvres, qui ont longtemps connu une démographie plus vigoureuse, s'apprêtent à cumuler population et richesse... Ce scénario s'est déjà produit en Europe. L'Allemagne était un pays en retard au début du XIX^e siècle. À l'aube du XX^e siècle, elle est devenue le plus peuplé et le plus riche, tenant sa revanche sur la France, qui se plaisait à l'humilier.

Les pays émergents revisitent à leur tour le schéma déjà emprunté en Occident et au Japon : celui qui mène des sociétés rurales à s'industrialiser, à s'urbaniser, à se scolariser selon un enchaînement que l'économiste Walt Rostow avait caractérisé, dans les années soixante, comme autant d'étapes de la croissance économique. Ceux, tel Huntington, qui interprètent la mondialisation comme un choc de civilisations, semblent ignorer combien les frontières culturelles sont poreuses. La divergence spectaculaire de destins après guerre entre Taïwan et la Chine populaire donne, a contrario, une illustration de cette perméabilité. Leur « sinitude » a eu beaucoup moins d'influence sur le style de vie de ces deux « régions » que l'ouverture de l'une et la clôture de l'autre au commerce et aux idées...

La question de la démographie, sans doute la plus importante au regard de l'histoire humaine, montre le parallélisme entre ces processus. Les pays émergents, quelles que soient leur zone géographique et leur religion, sont engagés dans une transition qui fait passer le nombre d'enfants par femme des 7 ou plus qui caractérisaient les sociétés pré-industrielles à des niveaux qui tendent en moyenne vers ceux des pays riches, en deçà du seuil de reproduction de 2,1 enfants par femme. Un moule unique semble s'imposer partout.

1- Le nombre de pays à revenu intermédiaire, dont les taux de croissance sont moins de deux fois supérieurs aux pays riches, a été réduit de moitié (de 66 à 38) et celui des pays « pauvres », qui n'enregistrent pas une croissance suffisante, est passé de 55 à 25... Voir Centre de développement de l'OCDE, « Shifting Wealth », 2010.

Repenser la pauvreté

Devant les chiffres impressionnants de la croissance des grands pays émergents, il est facile d'oublier les immenses misères qui peuplent la planète. La moitié des humains vit toujours avec moins de deux euros par jour. L'enrichissement du Sud est un fait indiscutable, mais en moyenne. Même dans les cas a priori les plus favorables, la situation est accablante. Si la côte Est de la Chine est devenue le nouvel atelier du monde, 800 millions de paysans pauvres restent en attente du droit de venir y résider. L'Inde est un pays où plus de la moitié de la population ne sait toujours pas lire et écrire. La nouvelle classe moyenne urbaine en Inde atteint peut-être 300 millions de personnes. Elle côtoie quelque 700 millions de villageois vivant dans la pauvreté. Les paysans qui mettent fin à leurs jours parce qu'ils ne peuvent pas payer leurs dettes n'ont jamais été aussi nombreux. Entre 1997 et 2008, presque 200 000 suicides de fermiers ruinés ont été recensés en Inde. Le vieux cycle de la dette, de l'usure et de la dépendance continue de frapper les plus vulnérables.

La tâche qui attend les pays pauvres pour devenir à leur tour des centres prospères reste considérable, et pour certains, décourageante. Pour espérer devenir des acteurs à part entière de la mondialisation, il leur faut, parfois à partir de rien, éduquer et soigner leurs populations, maîtriser des technologies en constante évolution. Pour la majeure partie des habitants pauvres de notre planète, la mondialisation reste une image, un mirage fuyant.

Comprendre la pauvreté aujourd'hui, ce n'est pas comprendre une autre race, celle des pauvres : c'est comprendre comment l'espèce humaine se débat lorsqu'elle est privée de tous ces biens qui sont devenus l'ordinaire des pays riches. Abhijit Banerjee et Esther Duflo ont offert une enquête époustouflante, qui va bien plus loin que les recherches antérieures¹. Alors que certains économistes sont tentés de voir dans la pauvreté un défaut de rationalité des pauvres eux-mêmes, ils montrent qu'elle révèle bien davantage la rationalité humaine, lorsqu'elle est privée du soutien d'institutions compétentes et légitimes pour les aider à décider.

Plusieurs exemples illustrent ces malentendus. Chaque année, neuf millions d'enfants meurent avant leur cinquième anniversaire. La diarrhée est l'une des causes de cette mortalité. Elle pourrait être endiguée en grande partie par le recours au chlore, qui ne coûte pas grand-chose. Pourquoi ne l'utilise-t-on pas davantage ? Le paludisme

cause la mort d'un million de personnes chaque année, pour la plupart parmi les enfants africains. Dormir sous une moustiquaire imprégnée d'insecticide peut réduire de moitié l'incidence de la maladie. Une moustiquaire ne coûte que quelques dizaines d'euros. Pourquoi, à nouveau, ne les utilise-t-on pas davantage ? L'agriculture est le principal secteur d'activité des pauvres. Les engrais qui permettraient d'augmenter la productivité agricole sont nettement sous-utilisés. Pourquoi, ici aussi, ne les utilise-t-on pas davantage ?

Deux théories, deux idéologies pourrait-on dire, s'affrontent depuis toujours pour répondre à ces questions. La première est une théorie victorienne de la pauvreté, du nom de la reine Victoria, sous le règne de laquelle cette idée s'est développée. Les pauvres le sont parce qu'ils sont indigents. Il est vain de chercher à les encourager à faire ce qui est bon pour eux : ils sont pauvres précisément parce qu'ils ne le veulent pas. À l'autre bout, la théorie « progressiste » plaide exactement le contraire. C'est la pauvreté elle-même qui est responsable de l'indigence de ceux qui en souffrent. Ce n'est pas parce qu'ils sont différents que les pauvres échouent. Ils sont soumis aux mêmes difficultés, mais ne disposent pas des ressources qui leur permettraient d'y faire face. Il suffirait d'un grand plan Marshall pour éradiquer la pauvreté².

Le problème que Banerjee et Duflo mettent en évidence est que, non, les pauvres ne disposent pas du cadre adéquat pour agir efficacement, mais que non, les ressources manquantes ne sont pas seulement financières. Dans un pays riche, un ménage ne se pose pas la question de vacciner ou de scolariser ses enfants, de cotiser pour sa retraite ou de savoir s'il doit prendre une assurance automobile... Tout est pris en charge par la société, par l'État qui est la mémoire de l'histoire. Ce sont les institutions sociales, l'Académie des sciences, la sécurité sociale qui décident s'il faut vacciner les enfants et les scolariser...

L'habitant d'un pays pauvre doit tout porter par lui-même, et la charge l'écrase bien souvent. Il voudrait investir dans des engrais, par exemple, mais le temps est trop long qui sépare la récolte de la plantation. Quand on offre aux agriculteurs d'acheter des coupons dès la récolte, pour prépayer les engrais de la prochaine plantation, ils le font immédiatement. Mais épargner est très compliqué quand les instruments financiers « sûrs » manquent, quand la pression des besoins est constante. Non qu'ils soient spécialement plus indigents que les habitants des pays riches. Les cartes de crédit qui ont ruiné les États-Unis montrent que la tentation de surconsommer y est forte aussi. Mais à la manière des Alcooliques anonymes, le pauvre comme le riche a besoin d'un support institutionnel pour gérer rationnellement son cycle de vie. Selon Esther Duflo, d'ailleurs, le

succès du microcrédit tient sans doute au fait qu'il fonctionne comme les Alcooliques anonymes, il met sous surveillance rapprochée les emprunteurs. De même, selon les travaux de Pascaline Dupas, les pauvres utilisent les moustiquaires contre le paludisme, mais non sans un temps d'apprentissage, après avoir vérifié qu'elles étaient bel et bien efficaces.

Les pauvres dépensent beaucoup d'argent pour entretenir leur capital humain, se soigner notamment, qui absorbe une part parfois considérable de leur revenu. Il leur est toutefois très difficile de faire des dépenses préventives, lorsque leurs maigres ressources sont constamment sollicitées par d'autres besoins. Du thé sucré, un téléviseur en mauvais état procurent une joie qui l'emporte sur un investissement dont le rendement est aléatoire et différé. Car, c'est tout simple, les pauvres cherchent eux aussi le bonheur...

En toute hypothèse, une leçon s'impose de ces études : les explications culturelles de la pauvreté semblent bien éloignées de la réalité. Le pauvre est un riche laissé à lui-même, sans le soutien des institutions qui l'aident à prendre les « bonnes » décisions. Et pour preuve, lorsque les opportunités se présentent, comme c'est le cas en Asie aujourd'hui, ils les saisissent immédiatement.

1- Abhijit Banerjee et Esther Duflo, *Repenser la pauvreté*, Le Seuil, 2011.

2- Du nom du secrétaire d'État américain qui avait lancé un grand plan d'aide à l'Europe et au Japon après guerre.

L'Asie est mal partie

La « modernisation » a longtemps hanté les pays du Sud. Souvent, dans les années cinquante et soixante, les pays que l'on dit aujourd'hui émergents ont cru que leur heure était venue, et chaque fois la déception a été rude. Le général de Gaulle avait eu cette phrase assassine : « Le Brésil, un pays d'avenir et qui le restera longtemps... » De fait, si les phases d'accélération de la croissance sont légion dans les années d'après-guerre, les phases d'effondrement le sont tout autant. Au cours des soixante dernières années, Ricardo Hausmann et ses coauteurs ont ainsi compté quatre-vingt-trois « faux départs¹ ».

Au lendemain de la guerre, l'Asie était elle-même bien mal partie. Le Japon a été brisé par deux bombes atomiques. L'Inde est coupée en deux dès son indépendance. La Chine sort du jeu mondial pour une cure maoïste. L'Asie dans son ensemble connaît une croissance très en deçà de son potentiel. L'Inde croît de 2 % dans les années cinquante, mais trébuche et s'installe à un étiage deux fois plus bas, dès le début des années soixante. Grâce aux progrès médicaux – le recul du choléra, de la malaria et de la variole –, l'espérance de vie s'allonge spectaculairement en Inde, de 32 à 51 ans. Mais cette amélioration reste sans grand impact sur l'éducation, par exemple. Entre 1955 et 1965, l'Indonésie stagne, tout comme la Malaisie et Singapour.

Dès la fin des années soixante, devant tous ces échecs, les économistes occidentaux se rangent progressivement à l'idée que l'Asie souffre de « handicaps culturels » qui lui rendent impossible le fait de trouver un chemin de croissance soutenu. Gunnar Myrdal, un économiste suédois réputé, spécialiste de la pauvreté, consacre trois volumes aux économies asiatiques. Sa conclusion est sans appel : l'Inde ne parviendra jamais à soutenir une croissance économique durable, car elle est dominée par une culture asiatique trop éloignée de la culture matérialiste (« acquisitive ») qui habite l'Occident². Un jugement qui se révélera un peu rapide.

Seul le Japon crée la surprise et défie le déterminisme culturel supposé du reste de l'Asie. Au cours des années soixante, l'économie nipponne passe d'un statut périphérique à un rôle central. En trois décennies, le revenu japonais a été multiplié par quatre ! À marche forcée, le Japon a absorbé une industrie après l'autre : les appareils photo, les machines à coudre, les chantiers navals, puis l'automobile et la sidérurgie. Les livres décrivant l'ascension japonaise se multiplient (*Japan as Number One, Why has Japan Succeeded...*). Une plaisanterie

de cette époque raconte qu'un condamné à mort américain veut mourir avant son comparse japonais, de crainte de devoir subir une nouvelle leçon sur le management japonais ! Commentant la réussite japonaise dans un livre publié en 1985, le grand économiste Morishima donne pourtant une interprétation culturaliste de la réussite japonaise, expliquant doctement pourquoi elle ne se répétera pas en Chine : à ses yeux, elle tient au fait que les Japonais ne sont pas confucianistes comme les Chinois, mais adhèrent au shintoïsme, l'équivalent du protestantisme en Asie... Une analyse qui sera, elle aussi, vite démentie par les faits.

La croissance nouvelle de l'ensemble de l'Asie aujourd'hui montre en effet combien ces explications étaient fragiles. Malgré des handicaps qui paraissaient insurmontables, le continent a brutalement témoigné d'une vitalité économique impensable quelques années plus tôt. Les économistes, qui s'étaient progressivement résolus à admettre le poids de l'histoire et des mentalités dans les déterminants de la croissance, sont pris à contre-pied. Dès 1993, la Banque mondiale publie *The East Asian Miracle : Economic Growth and Public Policy*. Son explication du miracle est simple³. Tout se passe soudain comme dans les livres d'économie qu'on était en train de brûler : l'épargne, l'éducation, l'ouverture au commerce mondial sont bel et bien des facteurs de croissance. Un phénomène autocatalytique s'est mis en place. Le succès japonais a inspiré les « quatre dragons » que sont la Corée du Sud, Singapour, Taïwan et Hong Kong. Leurs réussites ont mobilisé les Chinois. Les réformes chinoises ont réveillé les Indiens. Comme un incendie qui embrase une prairie sèche, le capitalisme a converti l'Asie. L'Homo economicus s'y est gaillardement invité. Et aucune tradition ou superstition ne l'ont empêché d'y rester...

1- R. Hausmann, R. Rodriguez, R. Wagner, « Growth Collapses », Harvard, CID Working Papers, n° 136, octobre 2006.

2- Gunnar Myrdal, *Asian Drama : An Inquiry into the Poverty of Nations*, Allen Lane, 1968.

3- L'Asie s'est éduquée, le primaire tourne à 120 %. Le secondaire passe de 46 % à 76 % entre 1980 et 2009. L'accès à l'enseignement supérieur est multiplié par 9, pour atteindre 19 %. En Inde, toutefois, 40 % de la population est toujours analphabète.

De la Chine

Sous la tornade de ce monde en transition, un fait majeur s'impose désormais : la nouvelle puissance chinoise. À certains égards, le conflit entre Athènes et Sparte a repris, sous d'autres visages. La Chine est devenue menaçante. Après avoir écrit un premier ouvrage intitulé *Quand la Chine change le monde*, Erik Izraelewicz en a publié un second dont le titre, *L'Arrogance chinoise*, témoigne de la vision nouvelle que les Occidentaux en ont désormais¹. « Il y a cinq ans encore, écrit-il, tous les grands de l'industrie chinoise courtoisaient leurs homologues occidentaux dans l'espoir d'un hypothétique mariage. Aujourd'hui, les mêmes Chinois les rejettent, quand ils ne tentent pas de s'en emparer. Aucun secteur ne devrait être épargné : automobile, aéronautique, nucléaire... » Nombre d'exemples illustrent la réussite chinoise. Ainsi, la Silicon Valley achète d'ores et déjà la moitié de ses panneaux solaires en Chine. Le TGV chinois est devenu en quatre ans un produit d'exportation qui séduit l'Arabie Saoudite, l'Afrique du Sud et la Californie.

Le poids de la Chine tend progressivement à refléter celui de sa population. Elle compte directement pour 20 % de la population planétaire, 10 % (seulement) de la richesse et 30 % de la croissance mondiales². Les statistiques chinoises oscillent entre ces chiffres. La Chine compte ainsi 15 % des utilisateurs d'Internet, 20 % des émissions de CO₂ et des réserves de change, 27 % du nombre de fumeurs dans le monde, 29 % de la consommation de produits de luxe et 40 % de la production d'acier... À une vitesse stupéfiante, la Chine efface deux siècles de stagnation économique. Fareed Zakaria, comme tous les observateurs qui ont fait la même expérience, décrit la vitesse des transformations : « Il y a quinze ans, lors de mon premier voyage à Shanghai, la zone de Pudong, à l'est de la ville, était un ensemble de terrains plus ou moins en friche. C'est devenu le quartier de la finance, une forêt de tours de verre et d'acier illuminée toute la nuit comme un arbre de Noël. Pudong est huit fois plus grand que le nouveau quartier de la finance de Londres, à Canary Wharf. »

Les Chinois empruntent déjà les traits les plus caricaturaux du monde contemporain : la spéculation immobilière, la consommation automobile et le tourisme de masse (40 millions de touristes chinois sillonnent le monde...). La Chine compte le plus grand nombre d'internautes de la planète, avec 750 millions de membres. Google a dû rapatrier à Hong Kong ses activités, et Facebook rehausser ses

normes de protection individuelle. Mais Baïchi, un moteur de recherche chinois créé en 2000, est utilisé par 70 % des internautes. China Mobile aligne 560 millions d'abonnés. Vodafone n'en compte « que » 350 millions.

La Chine est passée en quarante ans de la révolution culturelle de Mao au capitalisme. Elle est devenue un pays où règnent des disparités inouïes. Les immeubles Vuitton et Gucci sortent de terre dans les quartiers huppés de Shanghai, Canton ou Shenzhen. « Les consommateurs chinois ayant les moyens d'acheter les produits des marques internationales représentent 13 % de la population chinoise totale, soit 250 millions d'habitants. » Mais au même moment, à l'autre bout du pays, l'écrivain Yu Hua, auteur du magnifique roman *Brothers*, raconte le fait divers d'un couple qui se dispute parce qu'il ne peut offrir une banane à son enfant. Sous le coup de l'émotion, le mari se suicide, désespéré d'être un bon à rien, puis c'est au tour de la femme de se pendre³.

Derrière le « miracle chinois », on trouve un condensé des livres de Dickens et de Balzac, des nouveaux pauvres et une nouvelle bourgeoisie. Les désastres écologiques affectent la vie de 560 millions d'urbains, dont 1 % seulement respirent un air considéré comme sain au regard des normes de l'Union européenne. Neuf mille usines chimiques, sur les seules rives du Yang-tsé, provoquent une pollution insupportable. Plus du quart des fleuves chinois sont « si pollués qu'ils ont perdu la capacité de remplir leur fonction écologique ». Dans le domaine sanitaire, un malade qui se rend à l'hôpital est d'abord interrogé sur ses ressources financières. Ce type d'anecdote, qu'on avait pris l'habitude d'entendre aux États-Unis, se retrouve aujourd'hui fréquemment en Chine.

« Le secret de l'usine du monde, ce sont tous ces travailleurs migrants venus des campagnes qui représentent un coût de travail très faible. Partout ailleurs sur la planète, les ouvriers vivent, créent une famille, consomment », selon le sociologue Lu Huilin, cité par *Le Monde* (4-5 décembre 2011). Dans le cas chinois, leur passage en ville est transitoire, ils doivent retourner dans la commune de leur mère s'ils veulent profiter des services publics (école, hôpital...). Les choses évoluent, sous la pression de la demande de main-d'œuvre, mais le paradoxe chinois demeure : la deuxième puissance économique du monde, ayant dépassé le Japon au cours de l'été 2010, est une puissance pauvre, au centième rang de l'indice du développement humain de l'ONU. Les inégalités atteignent des niveaux totalement inédits dans un pays qui, il y a cinquante ans, vivait encore sous un régime maoïste ultra-égalitaire. Yu Hua, scrutateur vigilant de la réalité chinoise, raconte une émission de télévision chinoise où l'on interroge des petits Chinois sur leurs rêves. L'un, un garçon de Pékin,

répond qu'il voudrait un Boeing, un vrai, pas un jouet... L'autre, une fillette du nord-ouest du pays, répond qu'elle voudrait une paire de tennis. Et Yu Hua d'ajouter que la paire de tennis est sans doute plus inaccessible pour la fillette que le Boeing pour le petit Pékinois.

1- Erik Izraelewicz, *Quand la Chine change le monde*, Grasset, 2008 ; *L'Arrogance chinoise*, Grasset, 2011.

2- Et davantage encore si l'on prend en compte l'effet de sa propre croissance sur celle des autres pays. Un point de croissance chinoise pourrait provoquer entre 0,2 et 0,4 point de croissance dans les pays pauvres ou à revenu intermédiaire.

3- Yu Hua, *La Chine en dix mots*, Actes Sud, 2010.

Good bye Lénine

Les Chinois offrent aux spécialistes de la théorie du bonheur une « expérience naturelle » inestimable. En moins de trois décennies, 300 millions de Chinois sont sortis de la pauvreté (définie par le seuil de 1 dollar par jour). Le revenu moyen a été multiplié par quatre !! C'est comme si un Français moyen, gagnant 1 500 euros en 1990, se retrouvait toucher 6 000 euros en 2010. Si l'argent faisait le bonheur, même de manière partielle ou éphémère, le résultat devrait être spectaculaire. Or il n'en est rien : les Chinois restent en moyenne au niveau initial. Le tiers supérieur de la population voit certes son bonheur augmenter, mais le tiers inférieur y perd dans les mêmes proportions. Le segment médian, qui participe pourtant à la hausse générale du revenu, stagne¹. Les retombées de la croissance expliquent ce décalage.

La Chine suit une évolution très proche de celle qu'ont connue les pays de l'ancienne Europe de l'Est. Perte de la sécurité de l'emploi liée à la faillite progressive des entreprises publiques traditionnelles et hausse du chômage sont devenues la nouvelle manière de vivre. Les habitants de l'ex-Allemagne de l'Est sont certes satisfaits de l'évolution de leurs nouvelles conditions matérielles, mais leurs déceptions concernant l'emploi, la santé et les crèches gâchent la fête². Au final, eux non plus n'enregistrent pas de hausse de leur indice de satisfaction. Personne, en Chine, ne songe sérieusement à revenir en arrière, vers le maoïsme. Mais le régime de Mao fait l'objet d'une nostalgie nouvelle : 85 % de sondés par Internet pensent que « ce serait une bonne chose » que Mao se réveille aujourd'hui.

Le sociologue français Émile Durkheim a employé le terme d'« anomie » pour caractériser un état social où les anciennes normes ont disparu, tandis que les nouvelles tardent à apparaître. Les gens ne savent plus quoi attendre des autres, sur quelle réciprocité compter... La Chine urbaine revisite exactement la situation décrite par Durkheim pour la France à la fin du XIX^e siècle. L'économiste anglais John Knight a analysé ce processus de manière très directe. En Chine, le bonheur urbain, selon ses estimations, est fonction de la distance de chacun au quart supérieur de la population. La frustration est donc constante pour 75 % des citadins. Dans la Chine rurale, à l'inverse, 70 % des gens se comparent à d'autres villageois dont le revenu est proche du leur. L'enrichissement des uns y est interprété comme la promesse d'un enrichissement pour les autres³. Les villes, au final,

quoique trois fois plus riches que les campagnes, sont moins heureuses ! Ce qui a disparu dans les villes est le sentiment d'une communauté partagée qui lie encore les habitants des villages. Dans les villes, la rivalité a pris le dessus, effaçant les bénéfices d'une prospérité matérielle pourtant beaucoup plus élevée.

Les Chinois conservent par ailleurs certains archaïsmes têtus que la modernisation ne fait nullement disparaître. Ils préfèrent les garçons aux filles. La politique de l'enfant unique a produit un déficit de filles abyssal, créant une compétition aiguë sur le marché matrimonial. Les méthodes à ultrason qui permettent de déterminer à l'avance le sexe de l'enfant ont eu une influence déterminante. En 1980, le sex ratio était de 1,07 garçon par fille. En 2007, il est passé à 1,22 %. Il va manquer un gros cinquième de filles par rapport aux garçons. Le nombre d'hommes excédentaires, âgés de plus de vingt ans, dépassait 32 millions en 2005, soit plus que la totalité de la population masculine de l'Italie... La Chine n'est pas la seule à connaître une telle évolution : on l'observe aussi, mais dans une moindre mesure, en Corée, en Inde, au Vietnam, à Singapour, à Taïwan et à Hong Kong. Les déséquilibres induits par ces *missing women*, pour reprendre le titre d'un article d'Amartya Sen, provoquent une montée de la violence. Robert Muchembled, dans *Une histoire de la violence*, montre que celle-ci est fréquemment due à la jeunesse, et d'autant plus aiguë que la concurrence matrimoniale est tendue⁴. Selon les études qui ont essayé de quantifier ce phénomène, passer de 1,10 à 1,11 garçon par fille augmenterait la criminalité de 3 %. En Chine, cela signifierait que 1/7^e de la violence s'expliquerait par ce seul mécanisme !

La politique de l'enfant unique produit nombre d'autres pathologies. Le fils unique est un « petit empereur ». Il est le seul enfant, vivant avec deux parents et quatre grands-parents. Toute la stratégie des parents vise à lui assurer un destin aussi haut que possible, et d'abord à lui assurer une femme. Pour établir le statut de leur fils, les parents se ruinent dans des dépenses ostentatoires au-dessus de leurs moyens. Selon l'économiste Xiaobo Zhang, les pauvres consacrent des sommes considérables aux dépenses communautaires que sont les enterrements, les mariages, les fêtes familiales... Xiaobo Zhang et ses coauteurs montrent que, dans la Chine rurale, ces frais obligent les villageois à s'imposer ensuite des réductions brutales de leurs dépenses de première nécessité. Il n'y a évidemment rien de neuf sous le soleil. Les anthropologues ont étudié dans tous leurs détails ces rites (le potlatch chez Marcel Mauss notamment). Le paradoxe chinois est que ces pratiques semblent avoir pris une importance croissante, lorsqu'on les rapporte à la richesse, elle-même en forte hausse. Dans les villages étudiés, la part de la consommation alimentaire passe de 48 à 42 % entre 2005 et 2009. La part des dons communautaires

augmente de 8 à 17 %. La Chine s'impose une souffrance qui lui est dictée par un déséquilibre qu'elle s'est elle-même imposé : la recherche d'une fiancée pour le fils.

Xiaobo Zhang considère que l'on tient ici une part importante des causes du succès économique chinois : les ménages travaillent et épargnent davantage quand ils ont un fils ! Plus de 20 % de la croissance économique pourrait tenir à ce phénomène. Zhang note d'ailleurs qu'elle est moindre dans les régions où le statut de la femme est meilleur (celles par exemple qui produisent du thé – lequel est cultivé par les femmes...). Au cœur de la croissance chinoise, on trouve ainsi le déversement d'autres passions, « archaïques », qui perdurent voire se renforcent. Homo economicus peut s'enrichir considérablement, comme il le fait en Chine aujourd'hui, mais il crée des tensions imprévues qui, au final, annulent le bénéfice escompté.

1- Le cycle économique mondial tend à synchroniser l'activité et l'emploi, et les indices de satisfaction... On trouve en Turquie, en Afrique du Sud et en Corée du Sud une évolution proche de celle enregistrée en Chine : une baisse puis une remontée aux niveaux antérieurs entre les années quatre-vingt-dix et deux mille, avant la crise...

2- Alberto Alesina et Nicola Fuchs-Schündeln, « Good bye Lenin (or not?) : The Effect of Communism on People's Preferences », National Bureau of Economic Research, n° 11700, octobre 2005.

3- Claudia Senik, reprenant une idée d'Albert Hirschman, avait appelé « effet tunnel » le mécanisme de comparaison à autrui. Il est semblable à celui des automobilistes dans un tunnel. Voyant la file voisine avancer, vous êtes d'abord ravi car vous pensez que l'embouteillage se débloque, puis exaspéré si votre file reste immobile, cf. *16 nouvelles questions d'économie contemporaine*, Albin Michel, 2010.

4- Amartya Sen, « More Than 100 Million Women are Missing », *New York Review of Books*, 20 décembre 1990, vol. 37, n° 20 ; Robert Muchembled, *Une histoire de la violence*, Le Seuil, 2008.

Démocratie et capitalisme

Aucune question n'est plus importante pour l'avenir du monde que celle de savoir si la Chine, à mesure qu'elle s'enrichira, deviendra à son tour une démocratie. En 1989, l'année où le mur de Berlin tombe, un autre événement, tout aussi essentiel, se produit : les manifestations de la place Tienanmen sont écrasées dans le sang. Les Chinois comprennent brutalement que les passions politiques ne sont pas de mise. Dès lors, « la passion du gain se substitua à la passion politique, et lorsque tous, comme un seul homme, se lancèrent dans cette voie, ce fut le début de l'essor économique des années 1990 ». Avec humour, Yu Hua raconte comment le pays est passé du culte du président Mao, leader suprême, au culte des « leaders de la mode, de l'élégance, du charme [...] ». La compétition est si acharnée et la pression si énorme que les efforts déployés s'apparentent à une guerre ».

« Certains intellectuels occidentaux, prisonniers de schémas préconçus, sont persuadés qu'une économie ne peut croître rapidement que dans une société parfaitement démocratique. D'où leur perplexité : comment l'économie a-t-elle pu se développer à une vitesse aussi stupéfiante dans un pays qui manque à ce point de transparence sur le plan politique ? » Pour Yu Hua, cette « énergie » est celle que la Révolution culturelle a relâchée. La violence contre les personnes reste la même. Seule la manière a changé. Mao Zedong avait eu un mot que les jeunes élèves apprenaient par cœur : « La Révolution n'est pas un dîner de gala [...], c'est un soulèvement, un acte de violence par lequel une classe en renverse une autre. » C'est cette même violence qui explique aujourd'hui le désir d'enrichissement.

Pour un Occidental, le mystère chinois est de savoir comment un régime despotique peut éviter de tomber dans le népotisme et la corruption. La réponse est que la Chine bascule de fait vers ces deux maux... On appelle « jeunes princes » les fils des dirigeants qui prennent la place de leurs aînés. Les affaires de corruption font régulièrement la une de la presse chinoise elle-même. La presse internationale s'est fait quant à elle l'écho, début 2012, de la disgrâce de l'un des plus hauts dirigeants du parti, Bo Xilai, lui-même « prince rouge », dont la femme, Gu Kailai, a été accusée du meurtre de l'un de ses associés anglais qui essayait apparemment de la faire chanter.

Yu Hua inverse la question rituelle du lien entre démocratie et

prospérité de manière ironique et cruelle. C'est, selon lui, le manque de démocratie qui a permis le développement foudroyant de l'économie ! Les expulsions violentes permettent de raser les terrains destinés à devenir des friches industrielles. La répression ouvrière limite les salaires. Le 13 novembre 2009, une habitante de Chengdu du nom de Tang Fuzhen a lancé des cocktails Molotov contre ceux qui étaient venus démolir sa maison, avant de s'immoler par le feu. Cette affaire a ému l'opinion publique. Cinq professeurs de droit de l'université de Pékin ont argué qu'il y avait là une entrave à la Constitution. Mais un mois plus tard, le 16 décembre 2009, une autre femme, rentrant chez elle après avoir fait ses courses, a retrouvé sa maison rasée.

Anatole Kaletsky parle de « capitalisme 4.0 » pour caractériser « un capitalisme autoritaire mené par l'État et inspiré par les valeurs asiatiques ». Lee Kuan Yew, le maître de Singapour, s'était fait le champion de l'« autoritarisme asiatique », méprisant les valeurs individualistes et libertaires de l'Occident, et expliquant que le modèle asiatique est à la fois plus efficace et plus juste. Dans un livre essentiel intitulé *Development as Freedom*¹, Amartya Sen lui rétorque que « Aung San Suu Kyi n'est pas une interprète moins autorisée des aspirations du peuple birman que ne le sont les dirigeants militaires du pays. Et j'aurais du mal à départager, ajoute-t-il, du point de vue de l'autoritarisme, Confucius et Platon. » Penser la liberté comme un attribut occidental, c'est avoir la fâcheuse habitude de juger le passé par le présent, d'oublier l'Inquisition, les tragédies du ^{xx}e siècle...

Pour Sen, le développement doit conduire à accroître pour chacun l'espace des possibles. La liberté d'opinion en fait partie de manière intégrale. La démocratie obéit toutefois à une autre logique que celle de la prospérité. L'Inde a, dès son indépendance, importé les institutions parlementaires du Royaume-Uni et est devenue une démocratie indiscutable (sauf durant les trois années où Indira Gandhi a suspendu les institutions démocratiques, à la fin des années soixante-dix...). Le Botswana montre lui aussi qu'il est possible pour un pays pauvre de devenir une démocratie irréprochable. Quand il est devenu indépendant de l'Angleterre, en 1965, il n'y avait que vingt-deux personnes qui avaient fréquenté l'université et cent qui étaient passées par le lycée. Mais le Botswana a hérité d'une société en paix avec elle-même, essentiellement parce que les Anglais n'avaient rien trouvé de véritablement intéressant à y faire. À l'inverse, les pétromonarchies, bien qu'infiniment plus riches, restent non démocratiques, leur grande avancée récente étant d'autoriser les femmes à conduire sans leur mari... La richesse ne semble donc ni nécessaire ni suffisante pour garantir le passage à la démocratie.

Le Printemps arabe a offert un nouvel épisode de l'aspiration

démocratique de peuples qu'on a trop vite condamnés au despotisme. Plusieurs auteurs ont parlé d'une « exception arabe », faisant remonter loin dans le temps, au XVII^e siècle, la grande bifurcation entre l'islam et l'Occident. C'est le cas de Bernard Lewis, dans un livre qui eut un grand retentissement, *What Went Wrong ?*, lequel oublie toutefois de noter que le même scénario s'est produit en Chine à la même époque²... La question est posée à nouveau. Pourquoi les pays arabes ont-ils manqué le virage pris par d'autres pays, vers la démocratie et/ou la croissance, pourquoi l'islamisme radical s'est-il imposé comme (seule) alternative aux dictatures en place ?

Ishac Diwan a proposé une explication séduisante de cette énigme³. Lorsque l'Union soviétique est dissoute, son modèle d'économie planifiée, qui avait inspiré bon nombre de pays tels l'Inde des Nehru ou la Turquie d'Atatürk, est également enterré. En 1991, les élections indiennes ont donné le pouvoir au gouvernement de P.V. Narasimha Rao, élu sur un programme de réforme et d'ouverture économique. 1990 est également l'année où Nelson Mandela est libéré. À défaut d'être la « fin de l'histoire », 1989 marque certainement la fin d'un monde, celui qu'on a connu depuis la révolution bolchevique...

Dans le cas arabe, l'effondrement de l'URSS a également donné lieu à une remise en cause de son modèle économique, mais qui a fait surgir l'islam radical plutôt que l'élite libérale comme porte-parole de l'aspiration démocratique. Cette bifurcation tient à plusieurs éléments. Elle est tout d'abord liée, selon Diwan, à une corruption croissante des élites politiques, lesquelles ont « libéralisé » l'économie à leur seul profit. Les épouses, les beaux-frères et les fils de Kadhafi, de Ben Ali ou de Moubarak sont tous entrés, sans retenue, dans l'arène de la corruption. La voracité de leurs proches a fait perdre aux autocrates tout sens des perspectives politiques. Le 11-Septembre a eu un effet puissant et paradoxal. Se sachant soutenues par l'Occident pour éradiquer l'islamisme, les dictatures arabes ont laissé libre cours à leur cupidité. La répression croissante a ensuite joué un rôle dialectique de légitimation. En durcissant leurs régimes, ils gagnaient en légitimité auprès de l'Occident, renforçant au passage l'islamisme qui leur servait de paravent... En Égypte comme en Tunisie, c'est, paradoxalement, la perspective de nouvelles élections qui a mis le feu aux poudres, avec l'élection de Ben Ali pour un cinquième mandat, ou de Moubarak pour un sixième. La mascarade de nouvelles élections truquées a été vécue comme une provocation, qui a aiguisé la frustration des peuples, les poussant à la révolution.

1- Traduction française : *Un nouveau modèle économique*, Odile Jacob, 2000.

2- Traduction française : *Que s'est-il passé ?*, Gallimard, 2002.

3- I. Diwan, « A Rational Framework for the Understanding of Arab Revolutions », Harvard Kennedy School, avril 2012.

Homo politicus

Les crises restent rarement cantonnées à la sphère économique. Elles peuvent renverser les tyrans. Nul doute que les Ben Ali et autres Moubarak doivent d'avoir été congédiés à celle qui a débuté en 2008. Le philosophe Karl Popper avait d'ailleurs donné cette définition a minima de la démocratie : permettre aux peuples de renverser sans violence les mauvais dirigeants. Mais l'histoire montre aussi que les crises peuvent mettre en péril les démocraties faibles, telle la République de Weimar dans les années trente. La question posée dans le cas chinois est toutefois symétrique. Y a-t-il dans la prospérité le ferment possible de l'aspiration démocratique ? Question complexe à laquelle le *Wall Street Journal* a consacré un grand débat en 2007. Cet échange a été qualifié de « nouvelle controverse de Cambridge », car il met en scène Edward Glaeser d'un côté et Daron Acemoglu de l'autre, tout deux professeurs à Cambridge, dans la banlieue de Boston, le premier à Harvard, le second au MIT. Deux éminents professeurs, dont les vues radicalement opposées révèlent l'ambiguïté du sujet.

Glaeser est convaincu que le développement économique mène à la démocratie pour une raison fondamentale : la croissance exige de scolariser la population, et l'éducation mène nécessairement à la démocratie. Selon lui, l'éducation est en effet un levier infaillible de la démocratie : 95 % des démocraties « éduquées » en 1960 le resteront au cours des quarante années qui suivront. À l'inverse, seules 50 % des démocraties mal ou moyennement éduquées le restent, basculant dans la dictature en moins d'une décennie en moyenne. Glaeser, en revanche, est beaucoup plus sceptique sur la propension des démocraties à soutenir la croissance économique. À ses yeux, aucune donnée ne permet de prouver qu'elle est favorisée par la démocratie. Certaines études montrent même que la démocratie peut la réduire lorsqu'elle déclenche des surenchères populistes entre les partis, par exemple¹. Les dictatures peuvent évidemment produire aussi leurs propres catastrophes économiques. Les Mobutu et les Kim Jong-il de la planète enrichissent leurs courtisans et affament leurs peuples. Mais Singapour sous Lee Kuan Yew, la Corée du Sud sous Park Chung-hee ou la Chine aujourd'hui montrent que les dictatures aussi peuvent parfaitement favoriser le développement économique.

Acemoglu, lui, pense en tout point exactement le contraire ! Les pays les plus riches sont certes en moyenne plus éduqués, plus tolérants et plus démocratiques. Mais la causalité n'est pas claire. Il

rappelle le cas de l'Allemagne : première nation industrielle d'Europe, certainement l'une des plus éduquées, elle a basculé dans le nazisme. C'est la défaite militaire, comme au Japon, qui installera de manière pérenne la démocratie parlementaire allemande, et non la richesse ou l'éducation... Rien ne prouve que les pays qui s'éduquent tendent à devenir plus démocratiques. L'ex-URSS ou Cuba ont atteint un niveau d'éducation élevé. Cuba n'est toujours pas démocratique, et la démocratie russe reste bien superficielle... Acemoglu ajoute que les étudiants manifestent aujourd'hui comme hier contre le pouvoir en place, mais pas nécessairement en faveur de la démocratie. En 1917, ils ont soutenu Lénine, en 1968, ils ont soutenu Mao, en 1979, ils ont soutenu Khomeiny... Les étudiants sont toujours une menace pour les régimes en place, ils servent de *reality test* face aux crises...

À l'inverse de Glaeser, Acemoglu pense toutefois que la démocratie est bel et bien un facteur de prospérité, du moins sur le très long terme. La croissance économique requiert en effet de l'innovation, du progrès technique, qui remettent constamment en cause les avantages acquis. La démocratie offre un meilleur terrain car elle réduit les privilèges et les rentes... Un régime dictatorial tend à protéger les intérêts de groupes d'influence, lesquels deviennent à long terme des facteurs de blocage. Sur une échelle longue, les démocraties, selon Acemoglu, l'emportent sur le plan économique.

Il est assez extraordinaire de noter que ces deux économistes, ayant essentiellement les mêmes instruments d'analyse et la même formation, en viennent à des conclusions radicalement opposées... Que faut-il penser au final du lien entre éducation, démocratie et prospérité ? Pourquoi certains pays tombent-ils dans le piège de la pauvreté, de la corruption et de la dictature, tandis que d'autres suivent le chemin de l'éducation, de la croissance et de la démocratie ? Pourquoi la démocratie survit-elle dans certains pays (l'Angleterre dans les années trente) et s'effondre-t-elle dans d'autres (l'Allemagne de Weimar au cours de la même période) ?

La réponse est assez simple, même si aucun des deux protagonistes ne la cite véritablement : l'expérience démocratique elle-même est la clé qui donne la mesure de sa robustesse. La République de Weimar est fragile, car la démocratie y est une idée neuve. L'Angleterre, à l'inverse, a résisté, car les idées démocratiques étaient déjà ancrées dans l'opinion et les institutions. De même, on peut faire le pari que l'Inde restera démocratique, bien que pauvre et sous-éduquée. C'est comme apprécier l'opéra : il faut un long apprentissage pour y trouver du plaisir. Et si les pays industriels sont tous démocratiques, c'est en grande partie parce que ceux d'entre eux qui portaient sur une autre voie, l'Allemagne et le Japon, ont été vaincus militairement, bien davantage qu'en raison des effets mécaniques de la prospérité sur

l'aspiration démocratique.

Au final, une conclusion s'impose : Homo politicus et Homo economicus se rencontrent souvent dans l'histoire humaine, mais leur logique n'est pas la même. La prospérité ne conduit pas, par ses qualités propres, à la démocratie. Cela ne signifie pas que l'économie et la politique s'ignorent, au contraire. Chacun cherche constamment sa place relativement à l'autre. Mais si la Chine doit changer de culture politique au cours du ^{xxi}e siècle, ce sera bien plus sûrement parce que l'idée démocratique aura traversé les frontières, que du simple fait d'une richesse matérielle plus élevée. Car la mondialisation diffuse directement des modèles culturels et politiques qui vont bien au-delà de ses seuls effets économiques². S'il existe une vertu, mais elle est de taille, à la croissance, c'est en ceci qu'elle tend à ouvrir les frontières, ce qui permet aux idées de les franchir aussi.

1- Robert Barro, « Democracy and Growth », National Bureau of Economic Research, Working Papers, n° 4909, 1994.

2- La démographie est l'un des facteurs qui ont été bouleversés par la diffusion de modèles culturels à travers notamment la télévision. Voir par exemple Eliana La Ferrara *et al.*, *Soap Operas and Fertility*, Center for Economic Policy Research, n° 6785, avril 2008.

V.
La grande crise
de l'occident

La mondialisation triste

La mondialisation avait fait naître, dans les années quatre-vingt-dix, l'espoir d'une croissance mondiale nouvelle, dont les pays émergents seraient les locomotives. Dans la seconde moitié des années quatre-vingt-dix, tous les voyants sont au vert : le chômage baisse aux États-Unis et en Europe, les taux de croissance franchissent des seuils qui évoquent les Trente Glorieuses... En France, trois des cinq meilleures années en matière de création d'emplois, à l'échelle du siècle, se situent dans les années 1997-2000. De nouveaux marchés, de nouvelles technologies : tout semble en place pour une « mondialisation heureuse ». Comment a-t-elle pu dérailler aussi vite ?

Beaucoup a été écrit sur les origines de la crise financière, de la cupidité de Wall Street à l'indigence des politiques à son égard. Mais le phénomène central tient au fait que les États-Unis ont cherché à résoudre par la dette les problèmes qu'ils ne parvenaient pas à résoudre économiquement. La fulgurante montée des inégalités de revenus a conduit le 1 % le plus riche à capter les deux tiers de la croissance économique, au cours des dix années qui ont précédé la crise¹. L'endettement est devenu la seule manière pour les classes moyennes et populaires d'échapper à la relégation sociale. Le crédit s'est substitué aux salaires. Et l'appauvrissement de ces classes en difficulté est devenu celui de l'Amérique tout entière.

Comment ce grand pays a-t-il réussi à trouver l'argent nécessaire ? Grâce à un phénomène qui n'est pas moins étrange. De l'autre côté du Pacifique, en Chine, la montée des inégalités a été tout aussi spectaculaire. Mais les mêmes causes ne produisant pas ici les mêmes effets, cela a conduit les Chinois à constituer une formidable épargne de précaution. Le vieillissement accéléré de la population, l'absence de protection sociale, les effets absurdes de la politique de l'enfant unique ont conduit les Chinois à thésauriser, pour les classes moyennes et supérieures surtout, leur richesse nouvelle, en vue de préparer l'avenir. L'excédent d'épargne du pays pauvre a ainsi permis de financer le déficit du pays riche. On pense ici à un film, *The Servant*, de Joseph Losey, où le serviteur finit par dominer le maître en le rendant addictif à ses services.

Le « mercantilisme » chinois a donné une leçon au libéralisme américain. Cette doctrine, élaborée au XVII^e siècle, enseignait aux princes comment obtenir des excédents commerciaux, de manière à faire entrer l'or sur le territoire national et à disposer du métal

nécessaire au paiement de leurs armées. L'économie, à leurs yeux, est elle-même une guerre, où gagne le pays qui vend plus qu'il ne dépense, et où perd celui qui est en déficit. Cette doctrine a été sévèrement critiquée par les auteurs classiques du XVIII^e siècle. Les fondateurs du libéralisme économique, d'Adam Smith à David Ricardo en passant par David Hume, présenteront le commerce international comme un jeu à somme positive : celui qui achète et celui qui vend gagnent tous les deux, comme consommateur ou comme producteur. Le libéralisme l'emportera en Angleterre au XIX^e siècle, et aux États-Unis, plus tardivement, au cours du XX^e. Le mercantilisme chinois redonne aujourd'hui des couleurs aux vieilles doctrines du XVII^e siècle. Le pays en excédent prend le pouvoir, qui est tout simplement celui du créancier sur le débiteur... Dans la géopolitique tendue qui s'annonce au XXI^e siècle, les Chinois rappellent cette leçon éternelle : mieux vaut être la fourmi que la cigale quand la bise doit venir... Au lendemain de la guerre, les États-Unis disposaient de créances sur l'ensemble du monde qui les mettaient de facto en position d'être le « banquier du monde ». Les Chinois détiennent désormais une créance sur les États-Unis qui est l'équivalent de 20 000 euros par tête américaine. Le dollar a régné en maître après guerre. Le yuan se prépare-t-il à jouer à son tour un rôle stratégique ?

La crise actuelle se compare par bien des aspects à celle de 1929. Selon l'interprétation donnée par Charles Kindleberger, la Grande Dépression des années trente s'explique par le fait que le monde ne disposait pas de « prêteur en dernier ressort » pour endiguer la crise². L'Amérique n'était pas prête politiquement à jouer ce rôle, et l'Angleterre n'en avait plus les moyens financiers. La question qui est désormais sur toutes les lèvres est de savoir si la Chine n'est pas aujourd'hui dans la situation où s'est trouvée l'Amérique entre les deux guerres. Déjà pouvoir financier, elle n'est pas encore un pouvoir politique au niveau planétaire. Nous vivrions, selon cette interprétation, un interrègne qui est celui de tous les dangers, hantés par une question : la Chine achètera-t-elle longtemps encore la dette américaine ?

Dans un autre film, *Lawrence d'Arabie*, de David Lean, l'un des officiers anglais chargés de surveiller le roi Fayçal résumait sa démonstration sur les causes de la supériorité britannique par un mot répété plusieurs fois : « la discipline ». Dans un spectaculaire retournement de situation, ce sont désormais les pays riches qui font la démonstration de leur « indiscipline ». La crise financière de 2003 a passé le bonnet d'âne aux pays avancés. Au sommet de Cannes qui s'est tenu en novembre 2011, les pays émergents n'ont pas boudé le plaisir de les rappeler à davantage de rigueur financière, réclamant du Fonds monétaire international qu'une surveillance accrue leur soit

imposée... L'Homo economicus occidental a perdu (un peu) de sa superbe.

1- Selon les statistiques de T. Piketty et E. Saez citées au chapitre 2, p. 59.

2- Un « prêteur en dernier ressort », généralement une banque centrale ou un pays créancier, est une institution qui dispose des moyens de fournir de la liquidité aux banques ou aux États qui ne parviennent plus à se financer.

L'Europe en détresse

Les excédents chinois ont fragilisé l'Amérique. Les excédents allemands ont affaibli la zone euro, projetant curieusement l'Europe au cœur de la crise financière. Curieusement, car elle n'en a nullement été la cause, qui doit bien davantage aux imprudences de Wall Street. Mais elle a vite repris le chemin des années trente, s'embourbant dans des problèmes monétaires et financiers qu'elle pensait avoir définitivement réglés. La pacification financière et politique de la zone euro s'est révélée bien fragile. Jean Pisani-Ferry parle du « réveil des démons ». Lors de la crise grecque, les insultes sont montées très vite dans les organes de presse à scandale d'Allemagne et de Grèce, ne reculant devant aucune allusion infamante au passé de chacun. L'Allemagne-fourmi a accusé la Grèce-cigale de ne pas avoir prévu l'hiver, laquelle l'a accusée de vouloir à nouveau dominer l'Europe.

Dans les années trente, ce sont les Français qui occupaient la position de créancier du reste de l'Europe, et ils se sont montrés pingres. Lorsque l'Autriche est entrée en crise, en 1931, frappée par la faillite de la plus grande banque du pays, le Creditanstalt, la France, qui disposait à l'époque des encaisses-or les plus importantes, avait tardé à répondre aux appels à l'aide. L'Angleterre, ce faisant, n'allait pas supporter le choc provoqué par l'inquiétude soudaine des marchés financiers. Elle devra renoncer à la convertibilité-or de la livre sterling en septembre de la même année, déclenchant l'effondrement du système monétaire de l'époque, le Gold Standard. Aujourd'hui, l'euro a remplacé l'or comme instrument monétaire, mais au final, l'Europe s'est retrouvée confrontée aux mêmes problèmes.

La monnaie européenne hérite pourtant des débats qui avaient été menés après guerre pour éviter une répétition de la crise. Lors de la conférence de Bretton Woods, en 1944, les Alliés avaient réfléchi, avant même la fin des combats, à un nouveau système monétaire international. Keynes, le célèbre économiste anglais qui conduisait la délégation britannique, avait souligné un point essentiel, que l'on retrouve à l'œuvre aujourd'hui. Les déséquilibres de balances des paiements ne sont pas « symétriques » : le pays endetté est beaucoup plus vulnérable que celui qui prête. C'est le pays en déficit qui doit, parfois à toute vitesse, réduire son train de vie, sans que le pays en excédent soit obligé de faire l'effort symétrique d'accroître ses propres dépenses. Une telle asymétrie est un facteur de récession : si l'un dépense moins sans que l'autre doive dépenser plus, la dépense

globale baisse nécessairement et le chômage augmente.

Keynes avait prôné la création d'une monnaie supranationale, qu'il proposait de baptiser le « bancor », et d'abandonner ce qu'il appelait une « relique barbare », l'or. Plutôt que de dépendre du métal jaune disponible pour assurer le fonctionnement du système monétaire international, il souhaitait qu'une monnaie émise par une Banque mondiale puisse répondre aux besoins de liquidité des pays en déficit. Son idée fut ouvertement combattue par les Américains, pour lesquels la monnaie mondiale était de facto le dollar. Mais elle a survécu, en Europe. L'un de ses disciples, Robert Triffin, économiste belge qui va ensuite enseigner à Yale, s'en fera le porte-drapeau. Convaincre les Européens que la création d'une monnaie supranationale est la seule manière d'éviter la tyrannie du marché des changes est une idée qui fera son chemin, du plan Werner en 1970 au rapport Delors en 1989, lequel débouchera sur l'euro.

Aujourd'hui, par un étonnant paradoxe, l'euro s'est transformé en une nouvelle prison dorée, obligeant les pays européens au même type d'austérité que celle qui fut pratiquée dans les années trente. L'un après l'autre, la Grèce, l'Irlande, le Portugal puis l'Espagne, l'Italie et la France ont dû engager des purges budgétaires sévères pour retrouver leur crédit international. La spirale absurde dans laquelle l'Europe s'est laissé entraîner est devenue la suivante : réduire les déficits, mais au risque de casser la croissance, puis de combler le manque à gagner dû à la récession par de nouvelles mesures d'austérité. De 1930 à 1932, le chancelier Brüning, voulant à l'époque rassurer les marchés sur la crédibilité de l'Allemagne, avait mené une politique de rigueur de même nature, qui fit grimper le taux de chômage à des niveaux stratosphériques, supérieur à 25 % de la population. Ce chiffre est celui qu'atteignent en 2012 la Grèce et l'Espagne. En Allemagne, cette politique avait conduit à une radicalisation de la vie politique et mené à la prise de pouvoir par Hitler, en janvier 1933, moins de quatre ans après le déclenchement de la crise... En Grèce, aux élections de mai 2012, le parti nazi Aube dorée est rentré au Parlement.

Aux États-Unis, jusqu'à l'élection de Roosevelt, en 1933 aussi, la crise a atteint des proportions tout aussi sévères, et en partie pour la même raison : la conduite de politiques d'austérité visant à rétablir la confiance mais qui finissent par la détruire... Un autre facteur important a joué son rôle, dans le cas américain, que Milton Friedman discutera dans *Une histoire monétaire des États-Unis*. À ses yeux, la gravité de la crise des années trente a tenu principalement au fait que la Réserve fédérale américaine était alors trop jeune, trop immature pour disposer d'une légitimité suffisante qui lui aurait permis d'éradiquer la crise. Créée en 1913, la Fed n'a pas pris la mesure de

ses responsabilités. Sans réagir, elle a laissé le système bancaire américain implorer sous ses yeux, plus de la moitié des banques faisant faillite durant la crise.

On est tenté ici de faire le parallèle avec la Banque centrale européenne, qui a abandonné les États européens à la vindicte des marchés, et sans doute pour la même raison que la Fed en son temps : jeune institution inquiète de sa crédibilité, elle n'a pas osé agir comme il aurait fallu. Alors qu'elle disposait des moyens de casser la spéculation contre les États, la BCE a vite fait comprendre qu'elle ne jouerait pas le rôle de prêteur en dernier ressort. La « planche à billets » n'a pas été actionnée, le traumatisme allemand de l'hyperinflation des années vingt devenant ici un formidable facteur de blocage, alors même que les risques inflationnistes étaient inexistants.

Les traités interdisent formellement à la BCE de prêter directement aux États. Elle peut toutefois intervenir sur le marché secondaire. La BCE a ainsi mis en place un programme de rachat de la dette publique, au cours des mois de mai 2010 et août 2011. Mais suite à ces interventions, le président de la Bundesbank, Axel Weber, a démissionné, suivi par son économiste en chef, Jürgen Stark, mettant fin à l'exercice. Lorsque Mario Draghi a été nommé président de la BCE, il a mené une politique de crédit massif aux banques, dans l'espoir que celles-ci prêtent aux États... Il eût suffi qu'il puisse leur prêter directement pour étouffer la crise. Faute d'intervention, la pression exercée par les marchés sur les États fragiles (la Grèce, l'Irlande et le Portugal), puis sur la majorité des États (Italie, Espagne et France notamment, mais aussi Belgique et Autriche), est progressivement devenue insoutenable. L'austérité s'est imposée aux pays fragiles, créant un remède pire que le mal... Par un extraordinaire retournement de situation, l'euro a ainsi joué le rôle qui fut tenu par l'étalon-or – cadenciser la politique économique –, alors même qu'il avait été conçu à l'origine pour éviter les effets pervers de la concurrence entre les monnaies.

La monnaie européenne a été gérée par des techniciens qui ont eu à cœur de ne pas faire de « politique » – une attitude dans l'esprit des traités sinon dans la lettre mais qui a condamné l'Europe. Au-delà des péripéties monétaires, ayant une fâcheuse tendance à se répéter, c'est en réalité toute l'idée de la construction européenne qui a été ébranlée. Les pionniers de son édification, de la Communauté du charbon et de l'acier créée en 1951 jusqu'à la création de l'euro en 1999, ont toujours pensé que l'intégration économique déboucherait sur l'intégration politique. Cela ne s'est pas produit.

Acheter des voitures allemandes ou des costumes italiens ne favorise nullement le sentiment d'appartenir à une communauté partagée.

Lorsque la crise fait rage, cela produit en réalité le sentiment contraire. Car la rivalité économique aiguise les rivalités nationales, et rouvre les vieilles plaies qu'on croyait cicatrisées. En période de crise, Homo economicus devient vite amer, voire vindicatif...

L'erreur de raisonnement est la même que celle commise par ceux qui pensent, à propos de la Chine notamment, que la prospérité économique mène à la démocratie. Si l'on avait voulu développer la citoyenneté européenne, il aurait fallu s'y prendre différemment. Favoriser bien davantage l'apprentissage des langues européennes, élever d'un facteur dix les échanges scolaires et universitaires, favoriser aussi les mariages mixtes, rendre infiniment plus simple, du point de vue de l'emploi et de la sécurité sociale, la mobilité des personnes... L'Europe attend son Roosevelt, qui saura lui donner, au cœur de la crise, le sentiment d'une communauté partagée. Mais l'économie et la politique tirent aujourd'hui dans des directions opposées. La crise de l'euro rend nécessaires des mécanismes de résolution à l'échelle de l'Europe : union bancaire, dettes européennes... La politique va dans l'autre sens, avec un retour des partis xénophobes et la tentation du chacun pour soi.

La désindustrialisation

Avec la crise, plus de la moitié des Américains et des Européens considèrent désormais que la mondialisation est coupable, qu'elle fait perdre plus d'emplois qu'elle n'en fait gagner ; qu'elle est un facteur de montée des inégalités. Les économistes sont souvent désorientés face à ces critiques. La vitesse à laquelle l'emploi industriel est détruit est certes impressionnante. Entre 1980 et 2010, la part de l'industrie (en nombre d'heures travaillées) passe de 23 % à 14 % en Europe et de 19 % à 10 % aux États-Unis ; 5,3 millions de Français travaillaient dans l'industrie en 1980, ils ne sont plus que 3,4 millions en 2010. Mais quel est le rôle de l'ouverture commerciale sur ces évolutions ?

Selon une étude récente qui résume la majorité d'entre elles, les pertes directement liées au commerce mondial représentent en France 13 % des quelque 71 000 emplois industriels perdus en moyenne annuelle dans le pays, entre 1980 et 2007, soit 10 000 emplois perdus chaque année¹. Depuis les années 2000, le nombre des destructions d'emplois a augmenté, s'élevant à près de 18 000. Ce sont des chiffres significatifs. Mais, même rapportés au seul secteur industriel, le plus exposé à la concurrence internationale, les effets du commerce restent largement en deçà des autres facteurs de destruction d'emplois, lesquels dépassent les 85 % du total.

Le paradoxe central de l'emploi industriel, qui répète l'évolution de l'emploi agricole au cours du ^{xx}e siècle, est que sa disparition tient à sa réussite même. Quand un secteur connaît des gains de productivité trop rapides, il tend à disparaître ! La productivité mesure le nombre de produits fabriqués, en une heure par exemple, par un ouvrier. Lorsqu'elle augmente dans un secteur plus vite que dans le reste de l'économie, l'offre de biens, ici industriels, devient trop abondante par rapport aux autres besoins sociaux. L'emploi doit migrer du secteur hautement productif vers celui qui l'est moins. Ainsi s'explique l'exode rural hier, l'exode industriel aujourd'hui. La population agricole est passée de 80 % à 1 %, pourtant la production physique n'a nullement diminué ! Tel est aujourd'hui le destin de l'industrie dont la part ne cesse de décliner sous le coup de gains de productivité qui réduisent toujours davantage le besoin de travail.

La hausse de la productivité industrielle, qui est en soi un facteur de progrès (plus de biens sont produits en moins de temps), devient donc la principale cause de la baisse de l'emploi dans ce secteur. Malgré la chute de ses effectifs, l'industrie explique d'ailleurs encore une part

significative de la croissance (0,8 % en Europe, 0,7 % aux États-Unis au cours des trente dernières années)². En théorie, rien ne s'oppose au passage de la main-d'œuvre d'un secteur à l'autre. Les emplois perdus par l'agriculture ont été gagnés hier par l'industrie. Selon le même raisonnement, les emplois tertiaires peuvent remplacer les emplois industriels. Mais cette transition est un formidable facteur de fragilité, qui exige une politique économique active, de soutien à la réinsertion des chômeurs et de la demande finale. La crise devient systémique lorsque la politique économique perd ses propres leviers d'action. La transition devient alors brutale, le triomphe d'une croissance sans usines se transforme en tragédie. C'est hélas ce qui s'est finalement produit.

Pour autant, certains pays semblent parvenir mieux que d'autres à préserver l'emploi industriel. C'est le cas, parmi les pays riches, de l'Allemagne ou du Japon, qui ont réussi, grâce au dynamisme de leurs exportations, à le préserver. Ces deux pays illustrent d'une autre manière le paradoxe industriel. La protection de l'emploi dans ce secteur y est impossible dans le cadre d'une économie fermée aux échanges internationaux. Repliée sur son seul marché, l'industrie sera vite privée de débouchés, la loi de productivité croissante ne pouvant que conduire à la baisse de l'emploi. Elle peut survivre, mais à condition de pouvoir exporter ses excédents... On touche ici à l'une des sources du « mercantilisme industriel » : le pays le plus agressif à l'exportation peut imposer aux autres une désindustrialisation qu'il s'évite à lui-même. Déjà, au ^{xix}e siècle, l'Angleterre avait entièrement joué son industrialisation sur une stratégie de croissance de ses exportations, augmentant de manière concomitante ses importations agricoles. Les autres pays avaient dénoncé l'échange inégal que ce partage des rôles installait.

Selon la logique de Ricardo, il suffit que les travailleurs migrent du secteur en déclin vers celui qui se développe pour que tout le monde y gagne, que l'on soit importateur ou exportateur de biens industriels³. La réalité est évidemment beaucoup moins rose. La capacité d'embauche des secteurs exportateurs n'est pas illimitée. Dans une reformulation récente des théories du commerce international, celle de Melitz, Eaton et Kortum, qui tient aujourd'hui le haut du pavé, ce point est explicitement pris en compte. Les échanges jouent principalement au travers du phénomène d'élimination des plus faibles et d'expansion des plus forts⁴. Le commerce, en détruisant les firmes les moins efficaces, contribue ainsi à augmenter la productivité d'ensemble... La conséquence fâcheuse, dans le cadre de ces nouvelles théories, est que la capacité d'entraînement des survivants sur l'ensemble de l'économie est limitée. Les meilleures firmes ne peuvent embaucher tous les perdants, comme c'était en principe le cas chez

Ricardo. La mondialisation laisse des traces...

Désormais, à suivre cette nouvelle interprétation, le commerce international fonctionne selon une logique néodarwinienne, où les plus fragiles disparaissent et les meilleurs prospèrent, sans que les forces du marché suffisent à offrir aux premiers une réinsertion assurée. La question devient dès lors de savoir si des mécanismes d'accompagnement sont possibles, permettant aux gagnants de secourir les perdants. Et lorsque la réponse est négative, la mondialisation devient vite inacceptable pour les peuples.

1- Lilas Demmou, « La désindustrialisation en France », Direction générale du Trésor, juin 2010.

2- Les gains de productivité détruisent l'emploi mais font aussi baisser les prix, ce qui donne du pouvoir d'achat aux consommateurs.

3- David Ricardo avait théorisé la stratégie anglaise à l'aide du concept d'« avantages comparatifs ». L'Angleterre est une nation en avance sur les autres mais qui gagne néanmoins à se spécialiser dans le secteur disposant du potentiel le plus élevé. Ricardo plaide ainsi pour que l'Angleterre importe les denrées agricoles, à charge pour les paysans anglais de migrer vers le secteur dynamique, l'industrie. Les autres pays devront évidemment faire le chemin inverse et se spécialiser dans les secteurs exportateurs de matières premières (agricoles ou autres) et importer les produits industriels anglais. Ce pourquoi les pays concernés avaient alors parlé d'« échange inégal », reprochant à l'Angleterre de garder le meilleur. Ricardo leur a répondu qu'ils ne perdent pas puisqu'ils peuvent importer des produits moins chers. La logique des avantages comparatifs reste aujourd'hui un guide précieux pour comprendre le commerce international, même si elle prend des formes très différentes. Un pays comme les États-Unis sous-traite l'essentiel de la fabrication des produits électroniques à des entreprises chinoises. L'exemple le plus célèbre est celui de la firme chinoise Foxconn qui fabrique les smartphones d'Apple. Du point de vue chinois, on tient dans ces exemples un cas typique d'échange inégal. Pour chaque iPhone vendu 459 dollars par Apple, la Chine gagne 10 dollars. C'est la Chine qui clame qu'elle est perdante...

4- Ces auteurs ont noté que les firmes qui exportent sont les plus productives, ce qui n'est pas surprenant. Ce qui l'est davantage est que le commerce ne contribue pas à accroître leur productivité, il se contente de leur donner un terrain de jeu plus important.

L'enfermement planétaire

Dans un article plein d'ironie, Philippe Chalmin, spécialiste des matières premières, pose la question : « Qu'y a-t-il de commun entre les bijoux d'Elizabeth Taylor, une bouteille de grand vin et un joueur de football ? » La réponse est que tous les trois ont battu des records au cours de l'année 2011¹. Le prix du meilleur bordeaux a été remporté à Hong Kong. Les bijoux chez Christie's, à Londres. Et les joueurs de football doivent leur salaire à l'engouement des oligarques russes et aux pétrodollars du Qatar. Sous ces trois aspects, on trouve réunis les traits les plus caricaturaux de la mondialisation. Bien plus sérieuse est la hausse fulgurante du prix des matières premières, telle la multiplication par dix du prix du baril de pétrole en dix ans, à l'image de ces hausses spectaculaires. « Ces prix élevés, écrit Chalmin, reflètent la réalité d'une situation dans laquelle la planète vit à crédit, mais en termes de ressources cette fois. »

L'enrichissement des pays émergents pose au monde occidental des problèmes qui vont bien au-delà des emplois détruits : ils renforcent considérablement la demande pour les ressources rares. Les bénéfices de la mondialisation semblent avoir été globalement positifs jusqu'en 2005-2006 en termes de pouvoir d'achat. Les consommateurs ont pu avoir accès à des biens manufacturés moins chers – écrans plats, smartphones... Mais, avec la hausse violente du prix des matières premières (tel le pétrole), le bénéfice des baisses de prix des produits industriels importés a été perdu. L'un des effets en retour de ce coût croissant des matières premières est d'obliger les pays avancés à exporter davantage pour payer leurs importations. L'industrie, qui représente 80 % du commerce mondial, retrouve ici un rôle clé : elle permet de payer les ressources non renouvelables...

Les matières premières ne sont toutefois qu'une partie du problème. Le dérèglement climatique, les dangers liés à des épidémies nouvelles créent des risques planétaires beaucoup plus préoccupants. Depuis le début des années soixante-dix, le nombre de catastrophes naturelles et humaines a triplé. Selon l'assureur Swissre², les deux tiers des vingt-cinq catastrophes les plus coûteuses (pour les compagnies d'assurances) des quarante dernières années se sont produits depuis 2001, sous l'effet des dérèglements climatiques.

La menace de pandémies fait également partie des nouvelles figures du risque planétaire. Selon l'OCDE, la pandémie de grippe A appartient à l'une des menaces les plus importantes pour le devenir de

l'humanité : « maladies très contagieuses, difficiles ou impossibles à guérir, qui se répandent dans un monde de plus en plus interconnecté ». Ces risques ne sont certes pas neufs. Ils évoquent la grande peste du ^{xiv}e siècle au cours de laquelle 30 à 50 % de la population européenne a disparu, ou la grippe espagnole de 1918-19 qui a provoqué 40 à 50 millions de morts. Mais ils prennent une actualité nouvelle avec la mondialisation. En 2002, le SRAS ayant infecté une personne dans un hôtel de Hong Kong s'est immédiatement répandu. Le transport aérien moderne permet désormais qu'une maladie infectieuse voyage en quelques jours d'un coin du globe à un autre. Le virus H1N1, qui pourrait avoir tué de 2 à 7 millions de personnes, montre la vitesse de diffusion acquise grâce à la mondialisation. Les experts semblent s'accorder sur le fait que le principal risque épidémiologique viendra d'une forme nouvelle de grippe A, pour laquelle il n'y aurait que peu ou pas d'immunité possible, circulant très vite et facilement de personne à personne.

Dans les situations extrêmes, les mesures à prendre pour lutter contre les épidémies peuvent aller jusqu'à offrir des antiviraux à 80 % de la population menacée. Les autres mesures incluent de fermer les frontières, de restreindre la mobilité des gens, en réclamant qu'ils restent chez eux. Ces mesures sont très complexes, politiquement, à mettre en œuvre. En 1976, les États-Unis avaient connu une première grippe aviaire. Inquiet à l'idée de subir une nouvelle grippe espagnole, le gouvernement avait lancé un programme de vaccination nationale. Très peu de temps après que ce programme eut été lancé, il est apparu que la grippe aviaire ne présentait en fait aucun danger, alors que 40 millions d'Américains avaient déjà été vaccinés, certains subissant des effets secondaires graves, déclenchant protestations et procès.

S'ils sont préoccupants en soi, les risques épidémiologiques sont également une métaphore parfaite des menaces qui planent sur le monde, qu'il s'agisse des crises financières ou des virus informatiques. Les crises financières ne sont certes pas un phénomène neuf. Mais les statistiques assemblées par les économistes montrent que, à l'image des catastrophes naturelles, elles ne cessent d'augmenter³. La crise des subprimes a montré la perméabilité nouvelle de la sphère financière internationale à la diffusion de produits toxiques. Les produits frelatés, tels les produits dérivés de crédits hypothécaires douteux, se déplacent à la vitesse de l'éclair d'un pays à l'autre. Vient un moment critique où le doute se répand : et si mon voisin était porteur du virus ? Dans le cas des subprimes, le marché interbancaire s'est brutalement asséché au cours de l'été 2007 sous le coup de cette question. La mondialisation financière est un facteur puissant de fragilité systémique. Quand tout va bien, tout va bien partout en même temps : l'euphorie gagne. Quand tout va mal, tout peut s'effondrer d'un coup⁴.

Ces crises obéissent à une même logique, celle des réseaux, dont la mise en connexion peut produire des pathologies extrêmes en réponse à certaines perturbations. La caractéristique de ces chocs est de se déployer dans un univers où la non-linéarité est la règle. Brusquement, un système peut dysfonctionner, à la manière de réseaux électriques qui plongent une ville dans le noir, du fait d'un incident a priori mineur. Les systèmes complexes obéissent à des lois statistiques qui rendent « fréquents » les « événements rares »... Ainsi en va-t-il des crises financières, épidémiologiques, informatiques, qui font planer une menace nouvelle sur un monde interconnecté et face auxquelles la communauté des États semble bien désarmée.

Nous franchissons ainsi une nouvelle barrière de complexité. Faut-il craindre que ce soit celle de trop ? Les optimistes argueront que l'évolution de la vie a toujours été dans ce sens. La vie hier semble toujours plus paisible, parce que, de fait, elle était plus simple... Chaque génération en a fait l'expérience. Mais l'idée selon laquelle la complexité serait bonne en soi car « naturelle » est totalement fausse. Le fait que l'homme ait « toujours » résisté à la montée des risques qu'il a provoqués est un mauvais argument. De nombreuses civilisations ont bel et bien disparu par le passé (les Mayas, Sumer, l'île de Pâques...) parce qu'elles n'ont pas su répondre aux défis écologiques qu'elles s'étaient posés à elles-mêmes. Nous ne parvenons pas à croire que nous puissions être dans la même situation, mettant notre foi dans la science et les États pour prévenir le pire. Mais la science est aléatoire et les États sont dirigés par des gouvernements attachés à réduire le mécontentement des peuples, ici et maintenant, davantage qu'à anticiper les crises futures. Sans une réflexion d'ordre anthropologique sur ce monde qui s'annonce, nous ne reparviendrons jamais à le gérer de manière collectivement responsable.

1- *Le Monde*, 17 janvier 2012.

2- www.swissre.com/sigma/

3- Michael Bordo et Barry Eichengreen, « Crisis Now and Then », National Bureau of Economic Research, n° 8716, 2002.

4- Au cours de la dernière décennie, un effort considérable a été fait, au niveau de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), pour disposer d'un système de surveillance épidémiologique, rendant « obligatoire » la déclaration des infections. De même, le Financial Stability Board cherche à anticiper sur les risques financiers globaux... Les *CyberRisks*, les virus informatiques, ou la cybercriminalité sont d'autres menaces identifiées par l'OCDE, lesquelles augmentent avec l'interconnexion croissante des ordinateurs. La sophistication de plus en plus poussée des ordinateurs rendra de plus en plus difficile de détecter les virus informatiques. Au cours des dix dernières années, la cybercriminalité s'est fortement professionnalisée.

VI.

Le cauchemar de Darwin

Homo numericus

La mondialisation est, en définitive, un processus hybride. Elle semble tout d'abord provoquer un formidable retour en arrière. Elle fabrique des crises qui font revivre les années trente, réveille les vieilles passions nationales, redonne des couleurs à un mercantilisme qui interprète le commerce comme une guerre entre les nations. Mais elle est aussi le théâtre d'une nouvelle société planétaire, totalement interconnectée, faisant surgir des pathologies nouvelles qui évoquent les grandes épidémies du Moyen Âge.

Dans le nouveau monde cybernétique, Internet tient le rôle qui fut joué hier par l'électricité, organisant d'une manière radicalement neuve l'espace productif et social. Hier, la télévision, fille de l'électricité, s'était installée chez les ménages, bouleversant silencieusement leurs conditions d'existence. Putnam l'avait accusée d'avoir cassé le « capital social » des Américains, provoquant une poussée d'individualisme qui a joué un rôle ensuite dans l'acceptation des inégalités. Aujourd'hui, les réseaux sociaux redessinent à leur tour l'espace public. Comment les interpréter ? Peut-on espérer qu'ils préparent une résurrection de l'esprit civique, si possible, à l'échelle planétaire ?

Pour Putnam lui-même, la réponse est négative. Les communautés virtuelles sont à ses yeux une contradiction dans les termes : « Internet, écrit-il, est encore dans un état de nature proche de celui décrit par Hobbes. » Il y a en fait deux tendances contradictoires à l'œuvre dans Internet aujourd'hui. L'une s'apparente à la télévision, et l'autre au téléphone ; elles tirent dans des directions opposées. Le film *Social Network* montre bien la démarche qui mène Mark Zuckerberg à inventer Facebook. Organisant un concours de beauté en ligne pour les étudiants d'Harvard, il découvre que le succès tient au fait que les participants votent pour des filles qu'ils ont déjà rencontrées. Facebook connecte des personnes qui se connaissent ! La même « découverte » avait été faite avec le téléphone. Ce dernier permet certes d'appeler aux quatre coins de la planète, mais l'essentiel des communications se fait entre personnes d'une même ville. Dans le langage des économistes, le téléphone est en réalité un bien « complémentaire » de la proximité, pas un « substitut »¹. Comme aujourd'hui avec Internet, la géographie des liens téléphoniques est très proche de la géographie tout court².

Graham Bell, qui inventa le téléphone en 1876, était lui-même

totale­ment aveugle aux transfor­ma­tions que son inven­tion allait per­mettre. Il l’ima­gi­nait jouer un rôle plus proche de celui qui sera tenu ensuite par la radio. Pen­dant toute une gé­né­ra­tion, selon les indica­tions très pré­cieuses don­nées par Antonio Casilli, il y eut un divorce entre la ma­nière dont on a théo­ri­sé le rôle du télé­phone et les usages qui en seront faits en pra­tique³. On a nota­ment pensé que le télé­phone servirait aux en­tre­prises uni­que­ment, et à peine aux con­ver­sa­tions pri­vées !

Les mêmes malentendus apparaissent aujourd’hui. Facebook a intro­duit une inno­va­tion qui sur le mo­ment a été sous-es­ti­mée : il élar­git les dis­cus­sions bi­la­té­rales à des dis­cus­sions mul­ti­ples. Le chan­ge­ment semble mineur, mais il boule­verse la na­ture du mé­dium. Le monde nu­mé­rique fait re­culer ce que le monde mo­derne a de spé­ci­fique : le droit à l’in­ti­mi­té, la *privacy*. Dans les so­cié­tés agri­coles, où les con­di­tions d’exis­tence sont celles d’un sur­peuplement perpétuel, l’in­ti­mi­té est hors d’at­teinte. Il faut attendre le monde mo­derne pour qu’une « dis­tance de sé­cu­ri­té » (Hannah Arendt) entre soi et les autres apparaisse. C’est cette dis­tance qui se ré­duit au­jourd’hui. Le droit à « l’ou­bli de soi » dis­paraît aussi. Qui­con­que ap­paraît à vingt ans dans une party dé­jan­tée devra en as­sumer les con­sé­quences toute sa vie...

Par certains aspects, Homo numericus fait revenir aux concep­tions an­ti­ques de la per­son­na­li­té. Comme l’avait sou­ligné Jean-Pierre Ver­nant, l’homme grec vit tout en « ex­te­ri­ori­té », sous et pour le re­gard des autres. C’est un « il » avant d’être un « je ». Le monde nu­mé­rique crée une vie so­ciale nou­velle où les uti­li­sa­teurs se sou­mettent à leur tour au re­gard constant des autres, re­venant à une dé­fi­ni­tion pré­mo­derne de l’in­di­vi­du­a­li­té. Comment com­prendre cette ser­vi­tude vo­lon­taire ? Selon Antonio Casilli, il faudrait en fait parler de « sur­veil­lance par­ti­ci­pa­tive », dis­tincte de celle ex­er­cée d’en haut par un Big Brother. Un uti­li­sa­teur fabrique un es­pace en ligne qui lui permet de gé­rer des flux d’in­for­ma­tions qui lui sont utiles... Au final, toute­fois, la re­la­tion du moi aux autres est to­ta­le­ment modifiée. Une con­tra­ainte so­ciale nou­velle est créée.

Mais Internet crée aussi un autre monde, so­u­ter­rain, aux règles to­ta­le­ment dis­tinctes de celles qui s’im­posent sur un ré­seau comme Facebook. Il permet d’avancer mas­qué, sous un pseu­do­ny­me et sou­vent plu­sieurs, mo­di­fiant ra­di­ca­le­ment les règles du jeu so­cial. Sur Internet, « per­sonne ne sait que vous êtes un chien », selon un dessin cé­lèbre publié par le *New Yorker*. Philip Rosedale a créé le concept de *second life* pour carac­té­ri­ser ce nou­vel uni­vers où l’on peut agir par avatar in­ter­po­sé⁴. Une étude du cas ja­po­nais, analysé par Antonio Casilli, montre la réa­li­té nou­velle de la so­cié­té qui surgit lorsque les in­di­vi­dus agissent sous le voile de l’ano­ny­mat. Le site 2channel (nichanneru), où tous les ac­teurs sont dis­si­mu­lés sous des

pseudonymes, est devenu l'un des plus peuplés du monde, avec 2,5 millions d'abonnés. Il montre un visage de la société japonaise exactement inverse de celui qui se donne à voir au grand jour, habituellement modeste, respectueux des hiérarchies... Le site est l'un des moins présentables du monde : pornographie illégale, diffamations contre personnes privées et publiques, vulgarité crue des termes employés y sont la règle. Des millions d'utilisateurs sans visages y échappent au risque de « perdre la face ».

Les utilisateurs d'Internet y trouvent-ils le bonheur ? Une étude, intitulée « Internet et la satisfaction de la vie », montre hélas que le temps passé sur Internet est souvent corrélatif de solitude et de moindre satisfaction. Plus de 13 000 personnes choisies au hasard ont répondu aux questionnaires (en 2004 et 2005). Une heure passée sur Internet est corrélée à cinq fois plus de solitude qu'une heure passée avec des amis. Même l'usage fréquent de l'e-mail est un indicateur de solitude. L'étude ne montre évidemment pas qu'Internet provoque la solitude. Il est tout à fait probable que ce soit le contraire : la solitude est une cause d'usage fréquent d'Internet. Mais il ne semble pas en débarrasser non plus.

1- Marshall van Alstyne et Erik Brynjolfsson, « Electronic Communities : Global Village, a Cyberbalkanization ? », MIT, *Management Science*, vol. 51, n° 6, juin 2005.

2- cybergeography.org.

3- Antonio Casilli, *Les Liaisons numériques*, Le Seuil, 2010.

4- Éduqués à se mouvoir dans un monde aux potentialités illimitées, certains jeunes perdent pied dans le monde réel, cherchent à se délester de leur identité au profit de nouvelles, sous un pseudonyme le plus souvent.

Darwin et les économistes

La société numérique émergente fait donc apparaître une nouvelle figure de l'individu : celle d'un être qui semble privé d'une conscience claire de lui-même, à la fois en extériorité, sous le regard constant des autres, et réalisant aussi, sous des masques multiples, la part inassouvie de ses fantasmes. Inspirés sans doute par le monde de Facebook, Roland Bénabou et Jean Tirole (les deux économistes qui avaient étudié les effets pervers des récompenses attribuées aux enfants) ont remis en chantier le modèle classique d'*Homo economicus*, en incluant dans ses calculs, au-delà de l'argent, le souci de faire bonne figure auprès des autres. Comme dans les écrits de La Rochefoucauld, le désintéressement devient, sous leur plume, intéressé : il vise à s'attirer la reconnaissance des autres¹.

Dans le modèle proposé, le souci de se faire bien voir s'organise comme un jeu à somme nulle : ceux qui sont admirés gagnent la guerre sociale contre ceux qui n'y parviennent pas. Les premiers surréagissent aux codes sociaux, les seconds les abandonnent. Ce jeu social tend à créer, pour reprendre l'analyse de Robert Castel, deux pathologies : celle de l'individu par défaut, qui perd pied dans le jeu social, et celle de l'individu par excès, qui n'impute qu'à lui-même les causes de sa réussite, au mépris des autres.

Ce modèle est à cet égard parfaitement dans l'air du temps, représentatif d'une compétition dont l'enjeu n'est pas seulement de gagner plus ou moins, mais de s'imposer socialement. Il incarne une nouvelle manière de concevoir la vie en société, déjà rencontrée dans l'analyse du monde industriel, où seul le plus apte peut survivre. Mais, s'en remettant à des métaphores darwiniennes, celles du *struggle for life*, la société fabrique en réalité une nouvelle idéologie, qui n'a rien de naturel.

Darwin lui-même a dédié son premier livre à un économiste, Thomas Malthus, l'auteur de la théorie des populations. Malthus énonce une théorie profondément pessimiste des sociétés humaines. Selon lui, une loi naturelle, celle de la démographie, fait inéluctablement obstacle à une amélioration de la prospérité. Dès que l'homme se hisse au-dessus de son niveau de subsistance, la mortalité recule, la natalité augmente, et au final la pression démographique se met en marche. Le nombre d'humains augmente, jusqu'à ce que les ressources (alimentaires) disponibles viennent à manquer. « Si un homme ne peut nourrir ses enfants, conclut Malthus, il faut donc qu'ils

meurent de faim. » Pour lui, il est illusoire de vouloir réduire la souffrance des pauvres. Ils auraient plus d'enfants, et la pression démographique reprendrait de l'autre main ce que la main nourricière leur aurait donné.

Darwin, dans l'introduction à *L'Origine des espèces*, reprend cette intuition². « Étant donné que beaucoup plus d'individus de chaque espèce naissent qu'il n'en peut survivre, et étant donné, en conséquence, qu'il y a une lutte pour l'existence fréquemment récurrente, il en résulte que chaque être, s'il varie aussi peu que ce soit, d'une manière quelconque qui lui est profitable, aura une meilleure probabilité de survivre et sera ainsi sélectionné naturellement. » Ainsi se dessine la loi de la nature, « une lutte pour l'existence au cours de laquelle le plus faible et le moins organisé doit toujours succomber ».

La tentation d'utiliser ces théories à des fins sociales a très vite fait rage au XIX^e siècle, avant de basculer dans la barbarie au XX^e. Jean-Claude Ameisen rappelle qu'au XIX^e siècle, le darwinisme n'avait pas tardé à franchir les frontières de la biologie naturelle pour basculer dans le racisme. Francis Galton, le fondateur de l'eugénisme, proposait une théorie de la sélection des espèces appliquée aux humains, qu'il expliquait sobrement ainsi : « Ce que la Nature fait aveuglément, lentement et brutalement, l'homme peut le faire à dessein, rapidement et gentiment. » Aucun pays n'est épargné par ces idées. En France, Alexis Carrel, prix Nobel de médecine en 1912, proposera de remplacer la démocratie par la biocratie... Aux États-Unis, une loi est votée en 1924, qui impose une réduction très importante de l'entrée d'immigrants venus d'Europe du Sud et de l'Est afin de protéger la nation américaine de la propagation de leurs « tares héréditaires ». La Société américaine d'eugénisme est créée en 1926.

Comme le souligne Jean-Claude Ameisen, la plupart des grands scientifiques qui soutiennent la théorie de l'évolution soutiendront aussi le darwinisme social, ou se tairont. Il faudra attendre le début des années quarante, avec la découverte progressive du nazisme, pour que ces associations s'autodissolvent. L'eugénisme sera finalement discrédité, mais davantage par les guerres que par la conscience morale des peuples et de leurs savants...

Darwin est lui-même méfiant à l'égard de ce qu'il perçoit comme un mauvais usage de ses théories. S'il a emprunté à Malthus la notion de « lutte pour l'existence », il ajoute aussi qu'elle doit s'entendre dans un sens métaphorique. Dans la *Généalogie de l'homme*, il insistait sur l'existence de phénomènes de coopération entre les individus d'une même espèce, dont l'homme, qu'il appelait la sociabilité et la « sympathie »... À ses yeux, la « nouveauté » essentielle de l'humanité n'est pas la lutte pour la survie ni même l'intelligence, mais l'existence

d'une capacité d'attention à l'autre. L'altruisme, la sympathie, cette « part la plus noble de notre nature » qu'a fait émerger la sélection naturelle doit nous conduire à refuser l'action aveugle de cette dernière.

Darwin a lu également la *Théorie des sentiments moraux* d'un autre économiste, Adam Smith. « Aussi égoïste que l'on considère l'homme, avait écrit celui-ci, il y a à l'évidence des principes dans sa nature qui le conduisent à s'intéresser au devenir des autres, et qui lui rendent leur bonheur nécessaire, bien qu'il n'en dérive rien, excepté le plaisir de voir le bonheur des autres. » Darwin semble avoir fait le chemin inverse de celui qui fondera la science économique moderne. Adam Smith propose dans son premier livre une vision de l'homme tournée vers la quête de la sympathie des autres. Mais dans le second, qui sera le plus célèbre, la *Richesse des nations*, il exposera un point de vue exactement inverse, expliquant qu'il vaut mieux organiser la société en pariant sur l'égoïsme plutôt que sur la générosité.

À lire ensemble ces deux auteurs et à suivre leurs hésitations, une conclusion s'impose. Dans l'équilibre subtil entre compétition et coopération, rien ne permet de dire que la première soit plus « naturelle » que la seconde. Les expériences comme celle du *Trust Game*, analysée précédemment, rappellent la force de la propension « naturelle » des humains à la réciprocité. L'analyse néodarwinienne de la société ne cerne pas la « nature humaine », elle s'en éloigne.

1- Roland Bénabou et Jean Tirole, « Laws and Norms », National Bureau of Economic Research, Working Papers, n° 17579, 2011.

2- Sur tous ces points, je reprends le raisonnement du livre de Jean-Claude Ameisen, *Dans la lumière et les ombres. Darwin et le bouleversement du monde*, Fayard/Le Seuil, 2008.

Le gène égoïste

Malgré les mises en garde de Darwin lui-même, nombre de chercheurs, habités par un projet scientifique parfaitement respectable, veulent débusquer « le propre de l'homme » chez l'animal. Selon certains, il n'y aurait au mieux qu'une différence de degré entre les prétendus traits propres à l'homme et leur proto-manifestation chez l'animal¹. L'homme est constitué à 98 % des mêmes gènes que le chimpanzé ou le bonobo², nos cousins avec lesquels nous partageons un ancêtre commun, vieux de sept à dix millions d'années. Qu'est-ce que cela nous apprend de l'homme, que sait-on sur les gènes ?

Les principales indications statistiques sur leur rôle viennent de la comparaison entre les vrais et les faux jumeaux. Le Minnesota Twin Registry offre une foultitude d'informations. On apprend par exemple que, dans le cas de vrais jumeaux, si l'un souffre de schizophrénie, l'autre a 47 % de chances d'en souffrir aussi. S'il s'agit de faux jumeaux, la probabilité tombe à 17 %. Si l'un est alcoolique, le vrai jumeau l'est aussi avec une probabilité de 41 %, le faux jumeau avec une probabilité de 22 %. En bref, un trait pathologique majeur a une chance sur deux de se retrouver chez un vrai jumeau, une chance sur cinq chez le faux jumeau. Les résultats ont été testés en distinguant les cas où les jumeaux ont été élevés ensemble ou séparément. Et voilà brutalement réintroduite la question de l'hérédité, la plus lourde des chaînes dont l'homme moderne pensait s'être libéré !

Dans un livre qui a connu un succès planétaire, *Le Gène égoïste*, vendu à plus d'un million d'exemplaires, Richard Dawkins présente les gènes comme les véritables maîtres de la vie, les hommes comme les autres espèces étant guidés par leur désir impérieux de se reproduire. L'araignée mâle se laisse dévorer pendant la copulation par l'araignée femelle, pour nourrir cette dernière et donner toutes ses chances à sa progéniture. Le souci des parents pour les enfants ne serait ainsi qu'un avatar d'une programmation destinée à faire croître nos gènes, à la manière d'une firme qui fait fructifier son capital.

L'homme moderne semble désormais suspendu au progrès de la génétique pour comprendre sa nature intime. On attend avec anxiété le résultat de comparaisons hier considérées comme exotiques, comme celle qui nous sépare de l'homme de Neandertal, « cousin » le plus proche de l'espèce humaine avec lequel nous avons cohabité jusqu'il y a trente mille ans. Nous partageons avec lui 99,8 % de nos gènes, mais il semble que nous en soyons séparés par quelques différences

fondamentales. L'homme de Neandertal se tenait droit, dans une bipédie parfaite, maîtrisant les outils tout comme nous, et avait sans doute des préoccupations métaphysiques, puisqu'il se livrait aussi à des rites funéraires. Mais l'homme de Neandertal n'a laissé aucune œuvre d'art. Contemporain pourtant de nos ancêtres de Lascaux, il ne disposait pas, semble-t-il, du même imaginaire. On a noté que les grands singes ne se regardaient pas dans les yeux. Il est possible que cela ait été aussi le cas de Neandertal. Se regarder dans les yeux est-il, comme le pensait d'ailleurs le philosophe Emmanuel Lévinas, le propre de l'homme ?

En 2006, le primatologue Frans de Waal reprend ce thème. L'empathie qui consiste à ressentir en soi la souffrance de l'autre n'est pas le point d'arrivée, mais le point de départ de l'histoire humaine. Ce n'est pas la culture qui rend social, c'est notre prédisposition à rechercher les autres qui rend possible la vie sociale... Giacomo Rizzolatti, qui a découvert les supports biologiques rendant possible cette empathie, dit qu'ils révèlent « à quel point est profondément ancré en nous le lien qui nous rattache aux autres ». Est-ce enfin le propre de l'homme ? Il ne semble pas. On a découvert les mêmes marqueurs chez le rhésus macaque³... Du moins voit-on ici que la propension à la coopération, la réciprocité, l'empathie forment une dimension essentielle de la « nature humaine », s'il faut utiliser ces mots...

Mais même les fanatiques des théories du « gène égoïste » ne vont pas jusqu'à affirmer que les gènes prédéterminent notre identité. Les gènes influencent la manière de répondre aux pressions d'un environnement⁴. Penser que l'on puisse démêler la part du milieu de celle des prédispositions génétiques est un formidable défi intellectuel, mais qui semble bien vain. Nous sommes proches des chimpanzés et des bonobos par nos gènes. Les chimpanzés vivent dans des sociétés patriarcales, structurées autour de mâles dominants. Les bonobos vivent dans des sociétés matriarcales, avec des femelles dominantes et une activité sexuelle débordante. Auxquels ressemblons-nous ?... Question absurde « évidemment », mais à laquelle nombreux sont ceux qui voudront donner une réponse !

Francis Wolff, dans une enquête au long cours, « d'Aristote aux neurosciences », met brillamment à plat l'ensemble de ces questions⁵. D'une certaine façon, explique-t-il, nous sommes revenus aux débats des origines, déjà présents chez Aristote. Celui-ci tenait que l'homme était un « animal rationnel », c'est-à-dire deux choses à la fois. Il est un animal parmi les autres, bipède, disposant de bras et de mains là où d'autres ont des ailes ou des nageoires. Mais il est aussi capable de raison, car il dispose du langage. Il est à cet égard proche des dieux, sauf sur un point : il est mortel. Mais, « à la différence des animaux

qui ignorent la question, et des dieux qui n'en ont que faire, l'homme a la perception du bien, du mal, du juste et de l'injuste, et des autres notions de ce genre... ». L'homme a donc ce privilège sur les autres animaux de pouvoir vivre « raisonnablement », en maîtrisant ses émotions, en harmonie avec les autres humains. Cela conduit Aristote à conclure que l'homme est « par nature » un animal politique, ce qui permet d'inclure dans cette formule compacte les deux termes rencontrés chez Darwin et Adam Smith.

Les théories génétiques ouvrent certainement des horizons scientifiques fascinants. Mais leur portée philosophique doit toutefois être relativisée. Selon Wolff, dire que « l'homme est un animal comme les autres » est une contradiction en soi – si la phrase est vraie, le fait que l'homme le dise prouve qu'il n'est pas un animal comme les autres... Les singes parlent peut-être, mais ils n'ont pas de théories sur les singes ! Si l'homme comme objet perd sa singularité, l'homme comme sujet desdites connaissances triomphe ! L'homme apprend, comprend, évolue, se compare aux autres. Pour ces raisons, son histoire est toujours ouverte, pour le meilleur ou pour le pire, sur un avenir indéfini. « L'homme n'est ni bon ni mauvais, conclut Wolff. Il est capable de dévouement et de barbarie. Mais il est le seul animal qui se pose la question. » Au final, la singularité des hommes s'impose, jusques et y compris lorsqu'ils pensent démontrer qu'il n'y a en pas⁶ !

1- Voir notamment l'excellent plaidoyer de Dominique Lestel, *L'animal est l'avenir de l'homme*, Fayard, 2010.

2- Voir Katherine Pollard, « What Makes Us Human ? », *Scientific American*, mai 2009.

3- Sur tous ces points, voir Jean-Claude Ameisen, *op. cit.*

4- Les études sur les rats et les souris montrent que les parents calmes peuvent calmer des enfants agités (ouf !).

5- *Notre humanité, d'Aristote aux neurosciences*, Fayard, 2011.

6- Sur tous ces points, on pourra réécouter le passionnant débat entre Alain Prochiantz, biologiste, et Philippe Descola, anthropologue, « L'homme est-il un animal ? », sur France Culture, 30 juillet 2011. Le biologiste insiste sur la rupture introduite par l'apparition d'*Homo sapiens*, dont la masse crânienne est très supérieure à ce qu'elle serait chez un animal de même taille, tandis que l'anthropologue souligne l'exception occidentale qui consiste à vouloir séparer radicalement la nature et la culture.

Le corps génétique

La révolution scientifique de Galilée et Newton au XVII^e siècle avait, déjà, bouleversé les conceptions traditionnelles sur la place de l'homme dans la nature et l'univers. Mais elle avait également, et peut-être surtout, préparé la révolution industrielle du XVIII^e siècle, ouvrant la voie au capitalisme moderne. De même, aujourd'hui, si la révolution génétique bouscule les conceptions philosophiques de l'homme, elle prépare aussi, à sa manière, une nouvelle révolution industrielle. Ce ne sont pas ici les machines, mais les corps d'êtres humains faits de chair et de sang qui en sont les instruments.

Ray Kurzweil, dans un livre intitulé *The Singularity is Near* publié en 2005, annonçait pour 2060 rien moins qu'une transition brutale dans l'espèce humaine. Un monde transhumain est selon lui en train d'advenir. Chaque humain pourra disposer d'organes nouveaux pour soutenir son intelligence, allonger sa durée de vie, et peut-être atteindre l'immortalité... Kurzweil, dont le nom fait lui-même penser à un film de Stanley Kubrick, a rencontré un écho assez étonnant. Interrogé par Roger-Pol Droit et Monique Atlan pour leur enquête passionnante sur *L'Humain*, ce prophète du néofuturisme parie sur une amélioration progressive des mécanismes qui vont permettre de « régénérer » le corps et retarder le vieillissement.

La grande inquiétude de Ray Kurzweil est de mourir quelques années trop tôt, avant que la grande bifurcation de l'échelle humaine ne se produise, lorsque la science rendra possible l'immortalité... D'autres savants confirment le diagnostic proposé. « De même qu'il existe des cellules souches de sang qui produiront toujours des cellules sanguines, ou des cellules souches du muscle, on découvre qu'il existe des cellules souches neurales. Il y a un potentiel de régénération du cerveau, de conservation d'au moins une fraction de notre population de neurones qui soit toujours une fraction de neurones juvéniles, voire embryonnaires. »

Au-delà des modifications apportées in vivo à l'humain, faut-il craindre qu'avec les progrès de la fécondation in vitro la sélection du « meilleur » bébé devienne possible ? Le débat sur les cellules souches illustre la complexité de ces choix à venir. Les cellules souches sont des cellules « pluripotentes » : elles ont le pouvoir de se transformer en n'importe quel type de cellule de l'organisme. Les adversaires de ces techniques ont fait valoir qu'il fallait détruire un embryon pour créer des cellules souches, donc un être humain en puissance. Débat

désormais tranché, en faveur des cellules souches. Mais c'est moins l'embryon perdu qui inquiète que l'usage qui en sera fait. Si les cellules souches devaient permettre de vaincre les maladies de la vieillesse telles les maladies de Parkinson et d'Alzheimer, très bien... Mais pourra-t-on longtemps résister au clonage, ou ne pas fabriquer des séquences d'ADN artificielles dans le but d'ajouter à la cellule une fonction qui ne se trouve pas dans la nature ? Déjà, des milliardaires texans rêvent de fabriquer des clones, habités par le projet dément d'une progéniture à leur image (parfaite bien sûr !), et caressant peut-être aussi le rêve de disposer d'une banque d'organes qui leur permette d'atteindre le devenir transhumain promis par Kurzweil.

Le séquençage du génome a été la grande affaire des dernières années du siècle passé. La quantité d'informations que portent les chaînes d'ADN n'est nullement considérable : trois milliards, soit le codage digital d'un film de deux heures. Chacun pourra très prochainement se procurer un DVD où figurera la séquence totale de son génome. « Faudra-t-il donner un jour le DVD où sera inscrite sa séquence génomique pour trouver un emploi ou obtenir une assurance ? » Le CV anonyme pourrait vite faire figure de ligne Maginot face au torrent qui s'annonce.

Nombreux sont ceux qui parient aujourd'hui que le siècle assurera la convergence entre l'intelligence humaine et l'intelligence non biologique. Le ministère de la Défense américain a investi des millions de dollars pour étudier la connexion entre ordinateurs et cerveau humain. La science-fiction nourrit ici de nombreux fantasmes sur le rapport de l'homme avec les machines. Dans le film de Stanley Kubrick, *2001, l'Odyssée de l'espace*, le robot HAL essaie de battre les humains sur le terrain de l'intelligence, tout comme Deep Blue, l'ordinateur d'IBM, avait vaincu le champion du monde d'échecs en titre, Garry Kasparov. Le film *Blade Runner*, tiré d'un roman de Philip K. Dick, va plus loin : le détective chargé de détecter les robots génétiques tombe amoureux de l'une des créatures qu'il est censé pourchasser. Le fondateur de l'informatique, Alan Turing, prévoyait qu'en 2000 des machines seraient capables de tromper 30 % des humains sur le test suivant : dialoguant par ordinateur avec quelqu'un, dans combien de cas l'humain comprend-il qu'il s'agit d'un robot ? Aucune machine, à ce jour, n'est toutefois parvenue à le passer.

Cette figure du robot qui agit à la place des humains ne doit pas être confondue avec une autre, fondamentalement distincte : celle de l'humain dont les fonctions sont démultipliées par des pilules ou des greffes. Le film *Limitless* fait le récit de la vie d'un homme ordinaire qui découvre grâce à des pilules très performantes qu'il peut utiliser sa concentration, sa mémoire, de manière beaucoup plus efficace. Ici, c'est l'humain qui reste aux commandes, utilisant les machines ou les

médicaments pour démultiplier sa propre puissance. De substitut, la machine devient ainsi le complément de l'homme. Dans le match entre Garry Kasparov et Deep Blue, l'ordinateur d'IBM, certains ont argué que Deep Blue avait sans doute été aidé par des humains. Ce qui est sûr, c'est que le couple Deep Blue + Kasparov est bien plus redoutable que l'un ou l'autre laissé tout seul !

Pour les économistes, ces évolutions peuvent s'interpréter comme la promesse d'un nouveau modèle de croissance, que Robert Boyer avait qualifié d'« anthropogénique ». L'histoire économique permet d'en éclairer la nature possible. L'humain a longtemps travaillé la terre, puis la matière, aujourd'hui il devient à lui-même son propre objet. Toutes les prédictions faites au début du XIX^e siècle annonçaient que les machines allaient appauvrir les travailleurs, puisqu'elles allaient les remplacer. L'histoire ultérieure a prouvé au contraire qu'elles ont permis une *hausse* du salaire ouvrier. La machine fonctionne comme un levier d'Archimède : elle démultiplie la force productive de l'homme, ce qui permet à celui qui l'utilise de gagner davantage. Si l'histoire économique doit donc éclairer l'avenir, il semble qu'il vaille mieux parier sur des instruments qui rendront l'homme plus efficace, quelle que soit la définition évidemment potentiellement terrible à donner, que sur des robots qui viendraient le concurrencer. La théorie économique vient donc valider les intuitions de *Limitless* plutôt que celles de *Blade Runner* (à rebours de leurs qualités artistiques), celles d'un homme performant dont les potentialités sont accrues.

L'Église avait dû, en son temps, reculer ses lignes de défense lorsque la science de Galilée et Newton avait fait voler en éclats sa conception du monde. Aujourd'hui, c'est au tour des humanistes de poser leur ligne de défense loin derrière la ligne de rupture qui s'annonce. Aldo Schiavone proposait celle-ci : que toutes les modifications apportées au corps ou au cerveau soient non transmissibles aux générations suivantes, de manière à laisser l'homme inchangé... Une idée volontairement provocatrice, mais qui révèle la fragilité de nos certitudes humanistes face à des questions nouvelles, qui nous laissent désarmés : y a-t-il un au-delà du monde moderne, où nous faisons tout juste les premiers pas ?

1- Alain Dupas et Gérard Huber, *La Grande Rupture ?*, Fayard, 2010.

VII.

La condition postmoderne

Feu le monde moderne

La société numérique et la révolution génétique sont au centre de ces ruptures capables d'emporter les sociétés humaines loin de leurs bases traditionnelles. Ce monde nouveau, plein de promesses et de doutes, est toutefois largement déconnecté du monde vécu par la majorité des personnes, qui restent absorbées par les questions de pouvoir d'achat, d'emploi, de logement... Un hiatus se crée entre les potentialités du monde technique et sa traduction concrète, qui reste faible. Ce décalage entre le monde à venir et le monde présent est renforcé par une autre frustration : les anciennes espérances que portait le monde moderne s'étiolent aussi.

Un livre prémonitoire de Jean-François Lyotard, *La Condition postmoderne*, publié en 1979, explique magnifiquement la teneur de ce désarroi. La modernité peut s'interpréter, selon Lyotard, comme le moment de l'histoire où triomphe la cause de la liberté, dans tous les domaines : politique, culturel, économique. La postmodernité décrit le monde après que cette conquête a eu lieu, lorsque les combats pour la liberté laissent place à la nostalgie des luttes qu'il a fallu mener pour l'obtenir. Lyotard note ainsi que notre époque marque l'épuisement des grands mythes qui ont porté le monde moderne, ceux de la Révolution française ou de l'idéalisme allemand, de la décolonisation ou de l'émancipation sexuelle, dans lesquels l'homme était devenu « l'agent héroïque de sa propre libération ». Le monde postmoderne vient clore l'histoire telle qu'on la raconte dans les manuels, celle de la conquête d'un monde meilleur, libéré des tyrannies politiques ou économiques.

Dans le domaine politique, selon cette interprétation, l'émancipation est désormais acquise, le modèle de la démocratie représentative s'imposant à tous. Les passions politiques sont consumées. Ce sera le thème (mais dix ans plus tard) de la théorie de Fukuyama, concernant la « fin de l'histoire ». Dans le domaine économique, l'affranchissement des « contraintes de la nécessité » (pour parler comme Hannah Arendt) serait également chose faite. Nourri et logé, l'homme moderne n'aurait plus qu'à se divertir. Les classes sociales perdraient ainsi de leur pertinence. De nouveaux pôles d'identité « oppositionnelle » surgissent néanmoins. Ils ne portent plus, selon Lyotard, sur les classes mais sur le genre, la race, l'écologie, l'orientation sexuelle... La nature fait un retour, mais sur le même registre nostalgique, pour s'intégrer dans une nouvelle culture. « Le

vrai est un moment du faux », disait Guy Debord dans ce qu'il appelait *La Société du spectacle*¹. Les sportifs sous stéroïdes, les femmes liftées, le clonage des milliardaires texans en sont aujourd'hui les figures triomphantes.

Les conflits entre la gauche et la droite sont eux aussi affectés. Raffaele Simone raconte avec humour ce dérèglement, d'une manière parfaitement postmoderne. La modernité, explique-t-il, livrait une immense espérance dont la gauche était le porte-drapeau, se définissant elle-même comme le camp des progressistes. La droite incarnait la réaction, la défense des valeurs prémodernes : l'autorité, la religion... Hier, la droite était *out*, la gauche *in*. Mais de manière imprévue au regard de ses anciennes valeurs conservatrices, et au-delà des alternances politiques, la droite trouve bien davantage son compte que la gauche dans le monde d'aujourd'hui. Qu'il s'agisse de « la publicité, le crédit facile, le désir de fun et d'évasion, l'espoir de rester jeune longtemps, y compris sur le plan sexuel, dans tous ces domaines : la droite est "tendance", la gauche est maussade et *out* ». Pour Simone, être de gauche apparaît, dans la société de divertissement où les inhibitions sont levées, comme un « renoncement ». Au fond, selon lui, la droite en revient à des idées simples : « la nature est bonne ». *Fun, enjoyment, wellness, resort* : les divertissements sont devenus un droit politique.

Ces propos, qui portent la marque de l'époque où ils ont été écrits – lorsque Berlusconi était au pouvoir –, semblent déjà bien démodés à l'heure de la crise, et de l'austérité annoncée... La théorie de Lyotard est elle-même beaucoup plus profonde que l'annonce d'une société du divertissement. Mais sous le voile de l'ironie de Simone, surgissent les malentendus que *La Condition postmoderne* a fait naître. Le triomphe de la liberté qu'elle semble annoncer est plus ambigu qu'il n'y paraît. En se transformant en norme de la modernité, la liberté devient une injonction impérative : « Sois autonome ! », devenant un poids autant qu'un soulagement. L'émancipation dans le domaine culturel est également très problématique, si on la juge par exemple à l'aune de la tolérance vis-à-vis des immigrés et de la montée des partis xénophobes. La liberté politique reste aussi un combat, celui de la séparation des pouvoirs, où l'indépendance de la presse par exemple est plus que jamais d'actualité...

Mais la plus délicate reste la question de savoir si nous sommes parvenus à nous libérer des « contraintes de la nécessité », c'est-à-dire des besoins matériels. Car le paradoxe de la période actuelle tient en une situation quasiment inverse. La mort des « grands récits » révolutionnaires, son épilogue dans la chute du mur de Berlin, la « fin des idéologies » comme il est dit aussi, débouchent non sur une société postmatérialiste, mais au contraire sur une société qui le devient

davantage.

1- Selon Debord, « la réalité surgit dans le spectacle, et le spectacle est réel [...]. Dans le monde réellement renversé, le vrai est un moment du faux ».

Une société postmatérialiste ?

L'idée selon laquelle l'enrichissement des sociétés provoquerait une « élévation » de la structure des besoins a souvent été évoquée. Dans les années quarante, le psychologue Abraham Maslow avait énoncé une théorie selon laquelle les besoins humains se présentent comme une pyramide à plusieurs niveaux. Lorsqu'une personne vit aux limites de l'existence physiologique, la nourriture est le besoin primordial qu'elle cherche à satisfaire, qui éclipse tous les autres. Le second bien fondamental est la sécurité physique. Ne pas être assassiné au coin d'une rue fait partie des tout premiers besoins à satisfaire, même si un être affamé prendra le risque de se faire tuer pour manger. Lorsque ces deux biens sont garantis, toujours selon Maslow, des besoins supérieurs apparaissent. Ils contiennent trois autres niveaux qui vont du besoin d'une vie familiale et amicale réussie, au souci de la reconnaissance des autres, et enfin à celui de se « réaliser » pleinement, de s'élever dans la connaissance de soi et du monde... Virginia Henderson a proposé dans la même veine quatorze niveaux (!), allant des mêmes besoins fondamentaux – se nourrir, survivre – à des besoins supérieurs, qui incluent aussi le divertissement...

Ces théories, qui ont guidé la publicité et le marketing dans les années cinquante, sont censées éclairer la montée des aspirations humaines. On voit de fait, dans les statistiques, une évolution des dépenses des ménages où la part consacrée à l'alimentation se réduit, tandis que celle consacrée aux loisirs augmente. Au cours des cinquante dernières années, en France, l'alimentation est ainsi passée de 38 % en 1960 à 25 % du revenu disponible aujourd'hui, tandis que la part consacrée aux loisirs, à la culture et la communication passait de 10 à 16 %. Et naturellement, plus on monte dans l'échelle de revenus, plus cette évolution est sensible.

Pour Richard Easterlin, l'auteur du paradoxe montrant la stagnation des indicateurs de bonheur, ces évolutions n'augurent toutefois nullement d'une transition vers une société postmatérialiste. Les transports low cost et le tourisme de masse font aujourd'hui partie de la société de consommation, au même titre qu'hier acheter une automobile. Il faut gagner – durement – sa vie pour les acquérir ! Les loisirs sont tout sauf des biens gratuits. La durée du travail a certes baissé, mais pour les hommes surtout. Si l'on prend en compte l'évolution du travail féminin, les taux d'emploi à la fin du ^{xx}e siècle

sont quasiment identiques, pour un ménage américain, à ce qu'ils étaient un siècle plus tôt. À en juger par la difficulté de l'immense majorité des gens à boucler leurs fins de mois, la société semble bien loin de l'idéal de saturation des besoins matériels que la croissance économique a laissé promettre. La consommation immédiate rencontre constamment des obstacles insurmontables.

Ainsi, selon le Crédoc, deux personnes sur trois, en France, ont aujourd'hui le sentiment de s'imposer des restrictions. La part des « dépenses contraintes » ne cesse de progresser. Il s'agit des dépenses incompressibles auxquelles un ménage doit faire face (logement, eau, électricité, impôts, mais aussi assurances, cantines scolaires, télévision...). Le logement, qui en constitue l'essentiel, coûte toujours plus cher, car il accompagne presque mécaniquement la hausse du revenu moyen. Chacun veut fuir la relégation à des niveaux inférieurs de la société, rendant toujours plus cher le fait de se loger dans les « beaux quartiers ». Pour les autres, les coûts de transport ne cessent de croître à proportion de la distance nécessaire pour réduire le coût du foncier. Au total, la part de l'ensemble logement et transport est ainsi passée, en cinquante ans, de 27 à 36 % des dépenses globales... Pour les 20 % les plus pauvres, l'ensemble des « dépenses contraintes » représente, selon l'Insee, les trois quarts de leur revenu disponible. Pour les 10 % en bas de l'échelle, les fins de mois se jouent à quelques dizaines d'euros.

La promesse d'une société postmatérialiste a été faite depuis bien longtemps, et toujours en vain. Au milieu du XIX^e siècle, elle apparaît sous la plume de John Stuart Mill, célèbre économiste et philosophe anglais. Pour ce dernier, la croissance économique est un feu de paille destiné à s'interrompre. Il qualifie d'« état stationnaire » ce point inéluctable où la croissance matérielle prendra fin. Lorsqu'il aura été atteint, écrit-il, l'humanité pourra consacrer plus de temps à améliorer son « art de vivre ». Les esprits ne seront plus perturbés par le souci de s'enrichir davantage quand la croissance aura disparu¹.

La vision d'une société communiste élaborée par Marx et Engels est également habitée par cette idée que les forces de production permettront un jour de donner à chacun selon ses besoins, ceux-ci étant dépassés par la capacité de les satisfaire... Un autre économiste célèbre, Keynes, promettait aussi qu'un jour les humains deviendraient suffisamment riches pour ne plus avoir à se soucier que des « vrais problèmes » : ceux de la vie, des relations humaines, de la création, bref les derniers étages de la pyramide de Maslow²... Keynes a proposé un toast aux économistes qui sont les gardiens « non pas de la civilisation, mais de la possibilité de la civilisation », dans la mesure où ils permettent d'accélérer la venue de cet aboutissement.

Plus récemment, un sociologue, Ronald Inglehart, a cru à son tour

décèler les prémices d'une telle société. Dans les enquêtes qu'il a analysées, un nombre croissant de personnes interrogées citent les projets de « réalisation de soi » comme importants. Toutefois les réponses n'engagent pas les sondés eux-mêmes, mais bien davantage le type de société qui serait souhaitable à leurs yeux. Dans leur réponse plus directe à la question de savoir ce qui les rendrait plus heureux, 70 % répondent : un revenu plus élevé. Aux États-Unis comme dans l'ensemble des pays « riches », les aspirations « matérialistes » n'ont nullement diminué au cours du temps.

Tout montre en fait que la croissance économique, telle que nous la connaissons depuis deux siècles, ne peut pas porter en elle-même les conditions de sa propre disparition. Le système économique cherche à se préserver lui-même, en renouvelant constamment les besoins matériels à satisfaire, en aiguisant scientifiquement la rivalité sociale entre les consommateurs potentiels. Un manque est constamment créé chez ceux qui resteraient en dehors. Analysant la pauvreté, Amartya Sen faisait observer qu'un pauvre sans accès à la télévision était privé non pas d'un bien superflu, mais d'une dimension essentielle : celle de partager le même imaginaire que ses semblables. Dire que la pauvreté moderne est « relative » ne change rien à l'affaire. La télévision n'existait certes pas il y a cent ans, mais maintenant qu'elle est là, en priver les pauvres constituerait pour eux une frustration réelle. Aujourd'hui, le téléphone portable, inconnu il y a dix ans, est devenu un ingrédient essentiel de la vie ordinaire. Les jeunes qui en sont privés souffrent d'une véritable exclusion du monde de leurs amis. Comme le conclut Easterlin, si nous ne posons pas nous-mêmes ouvertement la question de savoir ce que nous appelons « une bonne vie », nous ne pourrons pas devenir les maîtres de la croissance que nous désirons.

1- « It is scarcely necessary to remark that a stationary condition of capital and population implies no stationary state of human improvement. There would be as much scope as ever for all kinds of mental culture, and moral and social progress ; as much room for improving the Art of Living, and much more likelihood of its being improved, when minds ceased to be engrossed by the art of getting on », J. S. Mill, *Principles of Political Economy*, livre IV, chap. VI.

2- J.M. Keynes : « The course of affairs will simply be that there will be ever larger and larger classes and groups of people from whom problems of economic necessity have been practically removed. (...) Meanwhile there will be no harm in making mild preparation for our destiny, in encouraging and experimenting in, the arts of life as well as the activities of purpose », *Essays in Persuasion*, traduction française : *Essais de persuasion*, Gallimard, 1933.

Le spectre de Marx

L'idée d'une société libérée du postmatérialisme fait partie des illusions perdues du monde postmoderne, dans le domaine de la consommation. Du côté de la production, les désillusions ne sont pas moindres. Lyotard faisait explicitement le lien entre la « postmodernité » et l'idée de société post-industrielle théorisée par Daniel Bell et Alain Touraine, qui marque le passage d'une société fondée sur le travail ouvrier à une société où la création l'emporte sur la production. Elle deviendrait une société de connaissance, dont les héros seraient les savants. Au difficile travail à la chaîne viendrait se substituer la douceur du travail tertiaire, dans les services. Qu'il s'agisse pourtant du travail des caissières, des infirmières, des ingénieurs, des traders ou des chercheurs, le monde post-industriel est tout – inégal, excitant ou répétitif – sauf doux et apaisé.

Le problème spécifique du travail tertiaire tient au fait qu'il dispose de réserves de productivité faibles. De nombreux auteurs ont depuis longtemps souligné que la croissance dans les services était d'une autre nature que celle enregistrée dans l'industrie ou l'agriculture¹. Une coupe de cheveux, une pièce de théâtre prennent aujourd'hui comme hier le même temps pour être accomplies. Les gains de productivité y sont maigres, voire nuls. Du coup, la croissance économique et la progression salariale sont condamnées à rester faibles aussi. Peu importe ici que les employés des services puissent être initialement mieux payés que les ouvriers dans l'industrie (ce qui d'ailleurs n'est pas toujours le cas, dans la mesure notamment où le pouvoir syndical y est plus faible). Ce qui est perdu, c'est la croissance des rémunérations.

Pour obtenir une hausse de revenus lorsque la croissance se dérobe, chacun doit redoubler d'efforts. C'est ici que la révolution informatique va jouer un rôle décisif, apportant aux activités de services les leviers de croissance que l'électricité avait apportés au secteur industriel. Le tout numérique remplaçant le tout électrique, les années quatre-vingt-dix vont ainsi progressivement infléchir les idées d'une stagnation de la productivité tertiaire. C'est la période au cours de laquelle la distribution, par exemple, est devenue high-tech grâce aux code-barres, où la logistique, la gestion des stocks deviennent plus efficaces²... Mais la manière dont la productivité a été augmentée a douché les espoirs d'une société qui voulait s'affranchir de la dureté du monde industriel.

Il est devenu habituel de parler de « troisième révolution industrielle » pour caractériser la révolution informatique. Elle prend sa place après la révolution de la machine à vapeur au XVIII^e siècle, et celle de l'électricité au XIX^e siècle. L'informatique est toutefois d'une autre nature que ses deux prédécesseurs. Ce n'est pas une révolution énergétique. Elle ne change pas la technique permettant de couper les cheveux ou d'actionner une machine. Elle ne réduit pas le temps nécessaire pour lire un livre, voir un film, lire un message... Elle est une révolution dans la gestion de l'information, une révolution managériale qui bouleverse les techniques d'organisation du travail.

Comme le montre parfaitement Philippe Askenazy, la « productivité informatique » n'augmente dans une entreprise qu'à partir du moment où elle s'accompagne d'une véritable remise en cause de l'organisation du travail³. Elle permet d'obtenir d'un travailleur qu'il réalise plusieurs tâches à la fois, de mener « scientifiquement » la chasse aux temps morts. Le cadre qui tape lui-même ses textes, l'employé de banque qui accomplit seul les tâches dévolues auparavant à plusieurs, le gardien de nuit qui prépare la comptabilité du lendemain en sont autant d'exemples. Des gains de productivité émergent donc, mais ils tiennent à un facteur primordial : l'intensification du travail. La réduction des coûts, le *cost-cutting*, en est devenu la clé. Un « néostakhanovisme » se met en place qui vise à accroître le nombre de minutes « utiles » par heure travaillée. La charge qui pèse sur le facteur travail n'est nullement réduite par l'informatique, celle-ci apparaît plutôt, au contraire, comme un facteur de multi-activité et de stress.

Le *cost-cutting* suffira-t-il à générer une croissance rapide ? S'interrogeant sur les perspectives des vingt prochaines années, Robert Gordon, grand spécialiste du sujet, conclut prudemment que les records de croissance atteints pendant les années d'envolée de la révolution électrique ne devraient pas se reproduire pour la révolution numérique⁴. Alors que la croissance de la productivité s'était élevée à presque 5 % pendant les années 1920-1950 aux États-Unis, il prévoit une croissance plus sobre de 2 % pour les vingt prochaines années. C'est en fait beaucoup à l'échelle de l'histoire, mais il faudra en défalquer le coût croissant des matières premières et des « investissements » essentiels que sont devenus des biens tels que l'éducation et la santé⁵.

En toute hypothèse, la nature « néostakhanoviste » de la croissance annoncée explique pourquoi les analyses de Marx concernant l'exploitation ouvrière, la recherche du surtravail reprennent brutalement des couleurs à l'heure post-industrielle. C'est bien l'intensification du travail qui devient le principal vecteur des gains de productivité... Loin de libérer des contraintes de la production, la

société post-industrielle les exacerbe.

1- Kuznets, Baumol ou Maddison aux États-Unis, Fourastié et Sauvy en France.

2- Alors que la croissance de la productivité s'était située autour de 2,8 % au cours de la période 1959-1973 et au-dessous de 1,5 % pendant la période 1973-1985, elle enregistre un rebond ensuite, avec une hausse moyenne de 2,6 % au cours de la période 1985-2006.

3- Philippe Askenazy, *La Croissance moderne*, Economica, 2002.

4- La chronique du sursaut de la productivité tertiaire illustre bien la logique à l'œuvre. Entre 1987 et 2007, la moitié de la productivité horaire américaine s'explique par l'informatisation de la société. Pour un quart par le secteur informatique lui-même, et pour un quart par l'utilisation des équipements nouveaux. Cette période d'euphorie culmine pendant les années de bulle Internet, qui conduisent à un surinvestissement, d'autant plus haut que la crainte du bug de l'an 2000 a poussé les firmes à accélérer leurs programmes. Après 2000, et malgré l'éclatement de la bulle Internet, la productivité continue pourtant de croître à un rythme rapide. Le *cost-cutting* joue à plein, qui se traduit par une baisse importante du nombre d'heures travaillées. Cette tendance se poursuit après la crise de 2008. Pour la première fois dans l'histoire des récessions modernes, la productivité augmente malgré la baisse d'activité, alors qu'historiquement c'est toujours le contraire.

5- Il est habituel de confondre la question de la croissance et celle du chômage. Le plein-emploi est certes plus facile à atteindre quand la croissance est forte, mais les deux logiques sont différentes. J'aborde cette question dans *Nos temps modernes*, Flammarion, 1999.

Des dépenses salutaires

L'espoir que la société post-industrielle provoque une rupture a donc été déçu, tant du point de vue des aspirations postmatérialistes que des conditions de production. Pourtant, des modifications bien visibles de la structure des emplois se sont produites au cours des cinquante dernières années. Parmi les étendards de la société post-industrielle figurent de manière prééminente l'éducation, la recherche, la santé, l'économie numérique... Or le problème de ces secteurs est qu'ils peinent tous à s'inscrire dans la logique marchande. De manière paradoxale au regard des besoins auxquels ils correspondent, ils apparaissent comme des coûts ou des éléments perturbateurs, sans véritable *business model*.

Robert Boyer parlait de révolution « anthropogénique » pour caractériser les nouvelles frontières de la croissance économique. L'évolution de l'emploi vers la santé et l'éducation témoigne de ce processus où l'homme est l'instrument et la matière de la nouvelle croissance économique. L'une des principales conséquences de l'allongement de la durée de vie au cours des cinquante dernières années a d'ailleurs été d'allonger la durée des études¹.

Mais l'éducation comme la santé ne se rangent pas dans les catégories marchandes habituelles. Le secteur public y joue, partout, un rôle considérable. L'éducation est un passeport pour la vie, mais aussi celui qui tend à reproduire le plus cruellement les inégalités de naissance. Personne n'accepterait qu'elle soit laissée aux seules forces du marché. Les pays où l'éducation est la plus performante, selon les enquêtes menées par l'OCDE (Pisa), ne sont d'ailleurs nullement ceux où la part des dépenses privées est la plus forte. La Finlande, champion du monde de la réussite scolaire, le doit principalement à une pédagogie innovante, habitée par le souci de la réussite de tous. La compétition entre les élèves et les établissements n'est pas la solution à la réussite scolaire².

La recherche scientifique, qui se loge généralement dans les établissements d'enseignement supérieur, est certes soumise à une concurrence mondiale, mais la connaissance n'entre pas pour autant dans le champ de l'économie marchande. Les idées ont besoin de circuler librement pour prospérer. La recherche fondamentale donne à cet égard l'excellent modèle d'une activité qui réussit à être concurrentielle et coopérative à la fois. Les progrès de la connaissance sont spectaculaires, et déplaceront peut-être les frontières de l'humain.

Elles permettent au secteur privé de prospérer en aval. Mais ce dernier est nourri par un flux de connaissances dont la logique de création lui échappe.

La santé est un autre exemple frappant. Aux États-Unis, les dépenses de santé ont atteint 17 % du PIB total ! En France, elles atteignent 11 %. En 1960, elles représentaient moins de 4 %. Brigitte Dormont a parfaitement montré que cette évolution tient pour l'essentiel aux progrès réalisés par la médecine³. Les dépenses ne sont pas dues à un effet en retour du vieillissement de la population. Elles viennent d'innovations parfois radicales, qui augmentent la demande sociale pour le secteur. Il est devenu habituel de parler d'une « dérive » des dépenses de santé. Mais dirait-on que les ventes automobiles sont elles aussi une dérive des automobilistes ? Au nom de quelle logique s'acharne-t-on à vouloir réduire leur progression ?

La santé n'est pas un bien comme les autres. Elle n'entre pas dans le schéma classique de l'offre et de la demande, dont l'équilibre est assuré par la fixation d'un prix. Il faut une régulation étroite de la profession, des assurances publiques ou privées pour protéger les patients. Plus que tout autre secteur, elle dépend des progrès d'une branche, la recherche médicale, qui est par nature un bien public... De même qu'en avion on ne tolérerait pas que seuls les passagers de première classe disposent d'un parachute, il serait inacceptable qu'un vaccin contre le sida ne bénéficie qu'à ceux qui en ont les moyens.

L'économie numérique est l'autre facteur qui a révolutionné les conditions de production. Elle a toutefois, elle aussi, beaucoup de mal à trouver son propre *business model*. Internet détruit de la valeur, dans la presse ou la musique notamment. Il reste toutefois difficile, sauf pour les géants tels Google ou Facebook, de gagner de l'argent sur le Net. L'économie numérique est dépendante, dans une très large mesure, des objets dans lesquels elle peut s'incarner, tablettes et smartphones, et de la publicité qu'elle parvient à détourner. Facebook, qui est un lien pur et gratuit entre ses usagers, est à la recherche de sources de revenus en proportion du nombre d'internautes qui y transitent. À l'heure actuelle, la firme rapporte moins de trois euros par an et par utilisateur, ce qui explique les déconvenues que le titre a rencontrées lors de son introduction en Bourse. La seule manière d'exister financièrement est de détourner, parfois par effraction, une part du trafic vers des publicités pour des biens classiques. Clara, qui organise son anniversaire à la campagne, reçoit ainsi, sans rien avoir demandé, des publicités pour des sauces barbecue. La promesse financière des nouveaux géants d'Internet tient à leur capacité de drainer de la publicité pour des dentifrices ou des spaghettis. L'économie numérique ne tient pas debout par elle-même, comme hier l'Empire romain, selon la formule de Schiavone...

Un communisme numérique fait parfois figure de nouvelle utopie qui viendrait résoudre ces contradictions. Richard Barbrook, cité par Antonio Casilli, dira que « le Web n'est pas une économie de marché, c'est une économie de don/contre-don ». La gratuité fait grincer des dents. Les artistes ne l'entendent évidemment pas de cette oreille, bien résolus à défendre leur droit (moral et financier) à être rémunérés pour leur travail. Comment vivre comme artistes si leurs œuvres sont données ? Étudiant la vie des musiciens, Maya Beauvallet montre toutefois que leurs revenus n'ont pas baissé en moyenne au cours des trente dernières années. La hausse du chiffre d'affaires des concerts a permis de compenser l'effondrement des recettes liées à la vente de disques et de CD. Sans reprendre ici ce débat désormais classique, il met le doigt sur la contradiction majeure de l'économie numérique. Elle détruit de la valeur dans son propre monde, la musique digitalisée, et elle ne fait vivre ses opérateurs qu'à proportion des autres activités qu'elle permet de générer. Elle doit retrouver la matérialité du monde (les spectacles, la publicité) pour exister...

Ici encore, comme pour la santé, le capitalisme peine parce que les besoins sociaux nouveaux s'inscrivent mal dans la logique traditionnelle des biens marchands. Marx parlait de contradiction entre les forces productives et les rapports de production. Il voulait dire que la richesse créée par le capitalisme restait contingente au cadre de la propriété privée, elle-même trop étroite. C'est cette observation qui l'amenait à parier sur le déclin inéluctable du capitalisme. À l'heure du Net, de nombreux auteurs ont fait le même diagnostic.

1- La France et les États-Unis consacrent 21 % de l'emploi total à l'éducation et à la santé (le même chiffre dans les deux pays).

2- Christian Baudelot et Robert Establet, *L'Élitisme républicain*, Le Seuil, coll. « La République des idées », 2009.

3- Brigitte Dormont, *Les Dépenses de santé, une augmentation salutaire ?*, Éditions Rue d'Ulm, coll. du CEPREMAP.

Le bonheur, retour

La difficulté de mesurer en unités monétaires la pleine réalité de l'économie post-industrielle conduit certains à vouloir la mesurer autrement qu'en euros ou en dollars. Des tentatives de monnaie virtuelle, par exemple, ont déjà été entreprises. Dans le jeu vidéo *Second Life*, où chacun peut vivre par avatar interposé une deuxième vie, le linden-dollar est la monnaie en circulation qui permet d'acheter et de vendre toutes sortes d'activités virtuelles, allant de la production de spectacles à la prostitution (virtuelle elle aussi...).

On peut aller au-delà et imaginer que Google crée un jour une banque centrale qui émette une unité monétaire nouvelle avec laquelle on pourrait acheter et vendre le droit de voir des vidéos, de lire des blogs... Chaque compte gmail disposerait d'une dotation d'un millier de i-monnaie, comme au Monopoly... Cette monnaie permettrait d'accéder à toutes les offres du monde numérique. Les problèmes classiques de la monnaie se poseraient évidemment. Éviter l'inflation, la fausse monnaie, la convertibilité en d'autres monnaies (les yahoo-money et autres...). Mais l'histoire monétaire montre qu'aucun de ces problèmes n'est insurmontable. La convertibilité en vrais dollars pourrait elle-même se faire sur un marché de changes flottants... Mais comme pour les parties de Monopoly entre amis, les jetons compteraient moins pour leurs valeurs réelles que pour la reconnaissance qu'ils donnent aux joueurs.

On pense ici au débat qui faisait dire à Marx que Proudhon était naïf lorsqu'il proposait d'abolir le capitalisme en payant les ouvriers avec des bons indiquant le nombre d'heures travaillées. Cette controverse posait toutefois la même question qu'aujourd'hui : si le capitalisme devient un cadre trop étroit pour soutenir le plein développement des forces productives, quelles sont les autres solutions disponibles ?

À défaut de mesurer la richesse en numéraire, réel ou virtuel, une piste ne pourrait-elle être de la calculer en unité de bonheur ? Une telle démarche serait audacieuse mais pas déraisonnable. Les économistes spécialistes du bonheur, dont nous avons utilisé les travaux tout au long de ce livre, ont démontré de manière convaincante que les indices retenus avaient une force scientifique indiscutable, permettant par exemple de prédire le divorce d'un couple ou le suicide d'un individu... Le bonheur n'offre-t-il pas un critère plus utile pour les politiques publiques que la richesse

produite ?

Pour beaucoup, la question ressemble à une provocation. Le bonheur est subjectif, comment en faire un indicateur objectif ? Le PIB, qui mesure en euros ou en dollars le revenu national, a le principal mérite, malgré ses faiblesses, de se calculer¹. De plus, du point de vue des besoins de la population, on l'a vu, l'idée d'une société postmatérialiste semble bien éloignée de la réalité vécue. Que signifie viser le bonheur du plus grand nombre, lorsque 70 % des personnes interrogées répondent qu'elles veulent tout simplement des revenus plus élevés ? Sommes-nous conduits à vouloir le bonheur contre l'avis des intéressés ? Ce serait évidemment une contradiction en les termes. « Je veux que la société soit heureuse, mais je veux l'être aussi », disait Diderot... On ne peut décider du bien-être des gens sans prendre en compte les jugements qu'ils portent sur leurs propres actions. Mais en même temps, ce jugement peut être constamment faussé, y compris du point de vue rétrospectif qui sera un jour le leur. Le plus pauvre s'ajustant d'ailleurs au pire, faut-il le laisser à son sort² ? Le bonheur se transforme vite en un piège si on le prend au pied de la lettre.

Nul mieux qu'Amartya Sen n'a mis le doigt sur les difficultés à résoudre. Pour saisir la logique de son raisonnement, prenons l'exemple suivant, inspiré de l'un de ceux qu'il a proposés. Supposons que Kim ait décidé de passer la journée chez lui, à lire ou regarder la télévision, en attendant que sa femme rentre le soir. Mais imaginons qu'il découvre tout à coup que celle-ci, en partant le matin, l'a enfermé dans l'appartement. Il n'a aucune autre option que d'attendre qu'elle revienne. Le résultat semble exactement identique à celui qu'il avait prévu de faire : rester chez lui à attendre sa femme. D'un point de vue « économique », tout va bien... Et pourtant, tout a changé pour Kim. Son propre plan se transforme en nécessité. Il étouffe dans une vie qu'il a lui-même choisie. À être enfermé dans une identité, Kim est victime d'une claustrophobie d'ordre métaphysique qui tient au fait qu'on lui dénie le droit d'être en désaccord avec lui-même... Une chose est de constater que Kim souhaite s'enfermer dans son appartement, une autre est de le lui imposer.

Cet exemple illustre la manière dont Sen critique l'approche strictement économique du bonheur. Les économistes, explique-t-il, sont « conséquentialistes » : ils ne jugent un arbre qu'à ses fruits. Si Kim préfère A à B, on gagne du temps et de l'argent à éliminer B et ne lui offrir que A... Mais en voulant rationaliser le monde, on l'enferme dans une « cage d'acier », comme disait le sociologue Max Weber, on ampute sa vie d'une dimension cruciale, sa liberté.

Partant de cette analyse, Sen assigne aux politiques publiques un but en apparence modeste, qui est de donner à chacun la « capacité »

de vivre une vie digne de ses attentes. La « capacité », concept qu'il a forgé en fusionnant les deux termes *capacity* et *ability*, signifie que les gens doivent être dotés des ressources qui leur permettent vraiment de vivre comme ils le souhaitent. C'est une philosophie qui invite à saisir la liberté réelle de choisir entre différentes façons de mener sa vie. Celle d'un pauvre n'est pas nécessairement moins intéressante que celle d'un riche, mais la question doit être de savoir si celui qui l'adopte l'a véritablement choisie. Si ce sont les circonstances qui ont décidé pour lui, il y a place pour lui offrir un choix plus vaste, qui augmente ses capacités d'agir, même si, au final, il fera le même choix ou si, pire, l'autre voie réduira de facto son bonheur...

Partir de la vie telle que les gens souhaitent la mener ne conduit pas à un néolibéralisme qui, sous une autre forme, reviendrait à les laisser se débrouiller tout seuls. Les gens ne vont plus à l'opéra, et c'est certainement une perte du point de vue des amateurs. Mais la question qui doit se poser est : est-ce un choix, l'opéra n'intéressant plus grand monde à l'heure d'Internet, ou est-ce parce qu'il n'existe plus de mécanismes d'apprentissage pour les y amener ? L'analyse de la pauvreté par Banerjee et Duflo montre combien la supposée liberté de choix se transforme en un esclavage si elle n'est pas constamment soutenue par des institutions qui aident chacun à se hisser au-dessus de ses besoins immédiats. Une société et une politique justes doivent trouver, sur le fil du rasoir, un équilibre qui vérifie que les droits formels – à l'éducation, à la culture – se transforment « réellement » en la liberté de vivre la vie qu'on souhaite³.

Cette approche ne règlera pas, par magie, les questions fondamentales : sommes-nous entraînés aujourd'hui, individuellement et collectivement, dans une impasse, notamment celle d'une société matérialiste qui ne tient pas, ne tiendra jamais ses promesses ? Reprenant une formule de l'anthropologue Marshall Sahlins, il est possible que « nous nous condamnions tout seuls aux travaux forcés à perpétuité », tout en étant habités par l'idée inverse que nous y échapperons bientôt⁴... Mais il n'existe aucun autre moyen de trancher de telles questions que d'en débattre, démocratiquement, en ouvrant le droit à l'expérimentation sociale, en prenant en compte les recherches sur le sujet, pour augmenter notre connaissance du monde et de ses possibilités réelles.

Comme le résume parfaitement Laurence Fontaine, la réflexion de Sen en ce domaine « est une pensée à la fois modeste et ambitieuse. Modeste : elle préfère des avancées partielles à la volonté de créer une société parfaitement juste, modeste aussi parce qu'elle a conscience de toutes les incomplétudes, à commencer par celles qui naissent de la complexité humaine [...] mais elle est également magnifiquement ambitieuse par sa volonté de toujours replacer au centre des dispositifs

chaque homme et chaque femme à la fois dans son humanité défendue dans le cadre éthique des droits de l'homme et dans sa qualité d'acteur – et pas seulement comme réceptacle d'objets divers de confort – et d'être humain dont il faut respecter et renforcer la liberté de mener la vie qu'il ou qu'elle souhaite mener⁵ ».

1- Le PIB mesure les richesses à leur valeur marchande. De nombreuses modifications ont été proposées pour le rendre plus pertinent : introduire dans son calcul les pertes nettes liées à l'usage de biens gratuits, l'environnement notamment, ou calculer la dispersion des

2- « The more blatant forms of inequality and exploitation survive in the world by making allies of the deprived and exploited. The underdog bears the burden so well that he or she overlooks the burden itself. Discontent is replaced by acceptance... suffering and anger by deerful endurance », Martin Ravallion, « Poor, or Just Feeling Poor ? On Using Subjective Data in Measuring Poverty », conférence CEPREMAP sur « Le bonheur dans les pays pauvres », disponible sur www.cepremap.ens.fr.

3- La perspective de la liberté éclaire aussi la question du travail salarié. Comme le montre Alain Supiot, le « contrat de travail » est censé régler les engagements symétriques de deux parties réputées égales, l'employeur et l'employé. Or le contrat, en réalité, soumet l'employé à un devoir d'obéissance, de subordination à l'employeur. Selon Supiot, le syndicalisme permet de sortir de cette impasse. Le syndicat incarne la liberté de l'employé, lui permettant de parler à titre égal à l'employeur, en dépit du « contrat » qui les lie.

4- Marshall Sahlins, *Âge de pierre, âge d'abondance*, traduction française, Gallimard, 1976 ; voir aussi André Orléan, *L'Empire de la valeur*, Le Seuil, 2011, pour une brillante analyse de ce passage.

5- Laurence Fontaine, « La justice sociale selon Amartya Sen », *Esprit*, n° 368, octobre 2010.

Conclusion

Le romancier chinois Yu Hua expliquait que la répression politique de Tienanmen avait donné le véritable coup d'envoi de la croissance économique chinoise. La voie démocratique ayant été étouffée, les Chinois ont cherché dans la richesse un ersatz à leurs passions interdites. Yu Hua retrouve, dans cet argument, un raisonnement qui avait été tenu au XVIII^e siècle pour justifier la place offerte à l'économie. Le désir de richesse était encore considéré à l'époque comme un vice parmi les autres, une variante de la vanité, de l'amour-propre, de la luxure... Mais, comme l'expliquera l'économiste et philosophe Albert Hirschman, il s'en distinguera pourtant car il sera interprété, par les moralistes et les économistes eux-mêmes, comme une « passion compensatrice », c'est-à-dire une passion qui apaise et parfois éteint les autres... Pour Jean-Pierre Dupuy, qui reprend cette interprétation, l'économie a pris en ce sens la place du sacré en ce qu'elle est sommée de « contenir » la violence humaine, dans les deux sens du terme, de l'empêcher et de la contenir comme dans un sac¹...

Cette théorie de la « passion compensatrice » s'est révélée bien fragile à l'échelle de l'histoire. Le xx^e siècle a réussi le tour de force d'être à la fois le plus prospère et le plus barbare. Du point de vue des innovations technologiques, le siècle qui s'ouvre a démarré en trombe, tout comme le précédent. Le tout numérique remplace le tout électrique, et d'autres révolutions se dessinent dès à présent, celles de la génétique et des nouvelles énergies. La force d'entraînement sur l'ensemble de l'économie des nouvelles technologies reste toutefois bien incertaine. Il semble improbable qu'elle permette de répéter, voire d'approcher, la croissance industrielle du xx^e siècle. Si l'on prend en compte la hausse du prix des matières premières qui amputera pendant longtemps le pouvoir d'achat des pays importateurs et le coût de ces investissements nouveaux que représentent la santé et l'éducation, la « passion compensatrice » sera tiède, dans les pays avancés du moins.

Face à ces immenses transformations, Homo economicus est un bien pauvre prophète. En voulant surmonter les obstacles qui se dressent à la poursuite de l'enrichissement, et au nom de l'efficacité, il chasse ses propres compétiteurs, les Homo ethicus, empathicus..., ces autres parts de l'homme qui aspirent à la coopération, la réciprocité. Mais en triomphant de ses rivaux, il meurt, enfermant la nature humaine dans un monde privé d'idéal et, au final, inefficace.

L'homme dispose certes d'une formidable capacité d'adaptation. Son obsession de se comparer aux autres lui permet d'aller à peu près n'importe où, pourvu que les autres y aillent aussi... Penser toutefois que la compétition suffira à organiser le monde qui vient relève d'une illusion anthropologique qui se paierait cher si elle n'était pas apaisée par d'autres « passions compensatrices ». Dans l'équilibre entre compétition et coopération, il faut redonner vie à la seconde, en réenchantant le travail, en remettant à plat les frontières du gratuit et du payant, en repensant la coopération internationale, à commencer par celle de l'Europe... En son temps, le christianisme avait offert une solution à la crise de l'Empire romain, permettant d'arracher l'homme antique aux complexités d'une société devenue inintelligible. À notre tour de repenser l'idée que nous nous faisons d'un monde en harmonie avec lui-même, qui nous fasse sentir aussi « l'avant-goût du bonheur et de la paix »...

1- Jean-Pierre Dupuy, *L'Avenir de l'économie*, Flammarion, 2012.

Remerciements

Je remercie Francis Wolff pour sa relecture amicale et profonde du manuscrit, Laura Leker pour son aide précieuse avec les chiffres, et mes éditeurs Richard Ducousset et Alexandre Wickham pour leurs conseils prophétiques.

DU MÊME AUTEUR

La Prospérité du vice, une introduction (inquiète) à l'économie, Albin Michel, 2009 ; Hachette, « Pluriel ».

Trois leçons sur la société post-industrielle, 2006, Le Seuil, « La République des Idées ».

La Mondialisation et ses ennemis, 2004, Grasset ; réédition Hachette, « Pluriel ».

Nos temps modernes, 2000, Flammarion ; réédition « Champs ».

Richesse du monde, pauvretés des nations, 1997, Flammarion ; réédition « Champs ».

Les Infortunes de la prospérité, 1994, Julliard ; réédition Presses Pocket, « Agora ».

Table

Page de titre

Page de Copyright

Introduction

I. - Le bonheur intérieur brut

Le temps perdu

Divorcer et vieillir

Faites votre malheur vous-mêmes

Un monstre anthropologique

Dix conseils

II. - Le travail, une valeur en voie de disparition

Le management par le stress

Le nouvel esprit du capitalisme

Le nouvel âge des inégalités

L'hyperclasse

III. - Le déclin de l'empire

L'Antiquité tardive

La chute de l'Empire d'Occident

Comment l'Occident est devenu chrétien

Are We Rome ?

Le déclin du civisme américain

L'exception américaine

IV. - Le décentrement du monde

De New York à Shanghai

Repenser la pauvreté

L'Asie est mal partie

De la Chine

Good bye Lénine

Démocratie et capitalisme

Homo politicus

V. - La grande crise de l'occident

La mondialisation triste

L'Europe en détresse

La désindustrialisation

L'enfermement planétaire

VI. - Le cauchemar de DARwin

Homo numericus

Darwin et les économistes

Le gène égoïste

Le corps génétique

VII. - La condition postmoderne

Feu le monde moderne

Une société postmatérialiste ?

Le spectre de Marx

Des dépenses salutaires

Le bonheur, retour

Conclusion

Remerciements

Table of Contents

- I. - Le bonheur intérieur brut
- II. - Le travail, une valeur en voie de disparition
- III. - Le déclin de l'empire
- IV. - Le décentrement du monde
- V. - La grande crise de l'occident
- VI. - Le cauchemar de DARwin
- VII. - La condition postmoderne